

151,1

Le Figaro, no. 22531

Le Figaro, mardi 17 janvier 2017, p. 19

ÉCONOMIE

Sait-on démanteler une centrale nucléaire?

Plus d'une centaine de réacteurs sont définitivement arrêtés à travers le monde mais très peu ont été déconstruits. C'est très coûteux et techniquement compliqué, en raison notamment du stockage définitif des déchets.

de Monicault, Frédéric

ÉNERGIE Dans quelques jours - la réunion est prévue le 24 janvier -, le conseil d'administration d'EDF décidera ou non de lancer la procédure d'arrêt définitif de Fessenheim (Haut-Rhin), la doyenne des centrales nucléaires d'EDF. Une étape cruciale dans un interminable feuilleton politique. Si ce principe est entériné, ce sera une lourde décision sur le plan industriel. Car la déconstruction d'une centrale est une opération de grande ampleur et qui cristallise les interrogations sur sa faisabilité. À preuve, en France, le démantèlement de Brennilis (Finistère) n'est toujours pas terminé, plus de trente ans après la dernière production d'électricité.

La France n'est pas un cas isolé. Depuis les débuts du nucléaire civil, plus d'une centaine de réacteurs ont été arrêtés à travers le monde et seule une poignée, essentiellement aux États-Unis, ont été entièrement déconstruits. Pourquoi cette lenteur et quels sont les freins à ces chantiers, alors qu'après la décision de l'Allemagne en 2011 de sortir définitivement du nucléaire, le nombre des sites à démanteler va encore croître significativement ? La difficulté des process - surtout dans un univers contaminé -, la gestion des déchets ou encore les coûts sont autant de problématiques aiguës.

Des opérations industrielles très complexes

Déconstruire une centrale nucléaire ? Cela consiste à la construire en sens inverse. L'explication paraît sommaire mais elle est régulièrement avancée par les spécialistes de l'atome. Compte tenu de la complexité de l'édification d'un réacteur - avec son accumulation de composants, de métiers, de dossiers de fabrication et d'autorisations administratives -, on mesure facilement qu'une déconstruction est du même acabit. « *Ce qui rend la tâche encore plus difficile, c'est que la plupart des centrales ont été conçues à une époque, au coeur des années 1970, où les procédures de démantèlement n'avaient pas fait l'objet d'une réflexion accrue en amont* », souligne Mathilde Maillard, chef de bureau à l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). Une situation qui explique en partie pourquoi la quasi-totalité des exploitants à travers le monde s'emploient à prolonger la durée de vie de leurs installations. Aux États-Unis, le cap des soixante ans a été entériné tandis qu'en France, EDF a entamé un programme dit de « grand carénage » - plus de 50 milliards d'euros en tout de travaux de modernisation - pour que ses 56 réacteurs puissent eux aussi passer de 40 à 60 ans.

D'un point de vue opérationnel, la déconstruction d'une centrale suppose quatre grandes étapes. « *La préparation au démantèlement constitue la phase initiale avec l'évacuation du combustible et la vidange des installations* », indique Gilles Giron, directeur adjoint en charge de la déconstruction des centrales et de la gestion des déchets chez EDF. *Cela peut durer entre quatre et cinq ans. À cette échéance, 99,9 % des matières radioactives sont retirées.* » Viennent ensuite le démantèlement de l'îlot nucléaire - les principaux gros

composants à l'exception du circuit de refroidissement -, l'enlèvement du cœur du réacteur - la partie la plus sensible de l'installation - et enfin la démolition de l'ensemble des bâtiments.

« *Mises bout à bout, ces opérations durent une quinzaine d'années en moyenne, poursuit Gilles Giron, à Chooz (Ardennes) dont le démantèlement a démarré en 2007, nous sommes sur ce calendrier.* »

D'où vient alors que les déconstructions de Brennilis (Finistère) et Creys-Malville (Isère), arrêtées respectivement en 1985 et 1997, ne sont toujours pas terminées ? « *Les caractéristiques de certains réacteurs nécessitent des travaux plus poussés* », répond Gilles Chiron. « *À Brennilis, la centrale est très compacte et donc plus difficile à démanteler. À Creys-Malville, le refroidissement se faisait grâce à du sodium, dont il faut préalablement évacuer 6 000 tonnes.* »

Par ailleurs, comme pour la fabrication d'une centrale, toutes les opérations de démantèlement sont placées sous le contrôle strict de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et donnent donc matière à débats : « *Même si les échanges sont constants, des compléments d'information de la part de l'exploitant sont souvent nécessaires* », reprend Mathilde Maillard, qui rappelle que le gendarme du nucléaire a besoin de trois ans au moins pour instruire la demande de démantèlement d'une installation.

Des déchets ultra-sensibles

L'avenir des déchets nucléaires est l'un des volets les plus délicats du démantèlement. Dans l'imaginaire collectif, ils incarnent presque le rebut industriel ultime, dont personne ne sait quoi faire et dont la seule existence justifie l'opposition à l'atome. Pourtant, la loi en France est formelle : tous les producteurs de déchets nucléaires sont obligés de les gérer. Le pays en accumule chaque année près de 40 000 mètres cubes, dont environ 90 % sont stockés dans deux sites de l'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) dans l'Aube. « *Aussi tous ceux qui disent qu'on ne sait pas démanteler les centrales sous prétexte qu'il n'existe pas de solution pour les déchets radioactifs se trompent* », relève aussitôt Michèle Tallec, chargée de mission à l'Andra.

« *Les 10 % restants sont considérés comme hautement radioactifs et conservés pour le moment sur leur site de production, notamment à La Hague (Manche), une étape préalable avant un stockage géologique* », complète l'intéressé. Le site de Bure (Meuse) a été sélectionné pour ce stockage ultra-sensible mais le projet rencontre de vives oppositions. Pour Yannick Rousselet, responsable de la campagne nucléaire pour Greenpeace France, « *il y a trop d'incertitudes sur l'évolution des couches géologiques pour que l'on fasse ce choix de l'enfouissement profond. Par ailleurs, il y a aujourd'hui trop de déchets - radioactifs ou non - issus des centrales qui ne disposent pas d'une filière d'élimination. Voyez Brennilis où des montagnes de ces déchets sont entreposées sans que l'on sache aujourd'hui quoi en faire.* »

des innovations réelles

Au départ, les grands pays nucléaires avaient opté pour une stratégie de déconstruction dite « *différée* ». Après le retrait des matières radioactives, le choix avait été fait de laisser « *reposer* » les bâtiments dans le cadre d'une décontamination progressive. Aujourd'hui, avec le développement des études d'ingénierie, la capacité de modéliser les équipements et surtout l'automatisation des tâches, l'heure est désormais au démantèlement « *immédiat* » : « *Grâce à des modèles 3 D, nous disposons d'un double numérique de la centrale qui va nous permettre de largement anticiper les opérations* », explicite Gilles Giron.

Cette vision d'une progression technologique n'est pas partagée par tout le monde. Pour Yannick Rousselet, « *les techniques utilisées sont peu ou prou les mêmes qu'il y a vingt ans* ». L'intéressé remarque aussi que l'effet de série - avec plusieurs réacteurs en France sur le même modèle - ne joue pas en faveur de l'accélération du démantèlement : « *C'est comme la phase de construction. Les chantiers ne sont pas allés plus vite sous prétexte de similarité des équipements.* »

Une énorme facture à assumer

Au-delà des seuls défis techniques, le coût d'un démantèlement est central. Pour Gilles Giron, « *beaucoup d'éléments sont à prendre en compte, ils rendent toute estimation moyenne caduque. Il faut d'abord s'entendre sur le périmètre exact des opérations. Le retour d'expérience permet aussi d'affiner et d'optimiser le coût. Enfin, les dépenses susceptibles d'être mutualisées doivent être identifiées.* » Le dirigeant rappelle que la Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC) a mandaté en septembre 2014 un audit strict du programme de démantèlement, qui a confirmé la robustesse de l'évaluation de coûts réalisée par EDF.

Chaque année, l'électricien réactualise le montant des provisions consacré aux opérations de déconstruction. À fin décembre 2015, celles-ci s'élevaient à 23,6 milliards d'euros. Pour assumer ces dépenses une fois le moment venu, un petit pourcentage du kilowattheure (KWh) est affecté à ce fonds de démantèlement. Qui comprend aussi des actifs spécialement dédiés. « *En tout état de cause, ces provisions sont largement sous-estimées par rapport aux besoins réels* » , souligne aussitôt Yannick Rousselet.

La prudence des opérateurs nucléaires sur les montants du démantèlement n'empêche pas les nombreuses études sur le sujet à travers le monde. Jean-Philippe Tridant Bel, partner énergie au sein du cabinet de conseil Alcimed, en fait la synthèse : « *Au Royaume-Uni, on parle de 120 millions de dollars pour la partie de commissioning d'un petit réacteur de 32 MW. En Allemagne, c'est 143 millions d'euros pour unecentrale de 100 MW et 350 millions de dollars aux États-Unis pour la centrale de Yankee Rowe dans le Massachusetts (185 MW).* »

En France, le chiffre de 450 millions d'euros circule pour Brennilis. « *Une équation communément acceptée veut que le coût du démantèlement représente 15 % de l'investissement initial, reprend Jean-Philippe Tridant Bel. Les calculs sont vite faits, les grands électriciens nucléaires vont se retrouver face à une facture d'une centaine de milliards de dollars.* » Le poids de ce chantier est-il en mesure de mettre en péril l'équilibre financier des producteurs concernés. « *Tout va dépendre des normes de sécurité qui seront retenues : plus elles seront sévères et plus le prix du démantèlement va grimper, répond l'expert Lionel Taccoen. Sur le plan industriel, on sait tout faire ou presque, mais il arrive un moment où ce n'est plus supportable sur le plan budgétaire.* »

151,4

Bilan démographique : nouvelle crise des berceaux en 2016

Publiée 17/01/2017 à 12:29

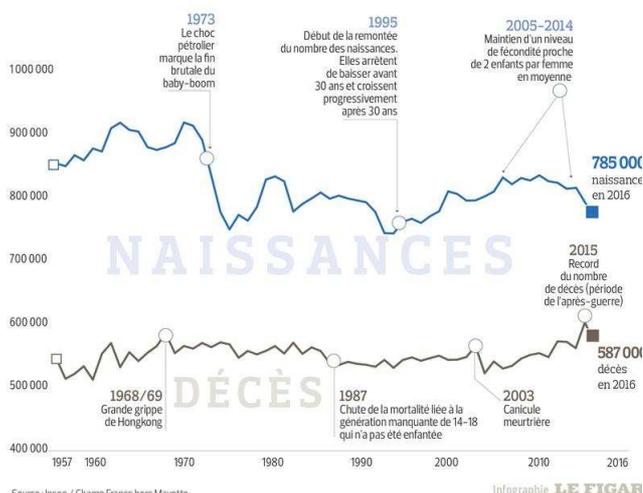


INFOGRAPHIES - 785.000 nourrissons ont vu le jour en 2016 en France, soit 14.000 de moins qu'en 2015. L'indice de fécondité français est en baisse pour la deuxième année de suite mais reste le plus élevé d'Europe.

Insignifiante fluctuation de la courbe de natalité ou fin d'une exception française? La France voit ses naissances baisser et son indice de fécondité chuter en 2016 pour la seconde année consécutive, selon le bilan démographique annuel dévoilé mardi par l'Insee.

En 2016, l'indice de fécondité s'élève à 1,93 enfant par femme contre 1,96 en 2015. La France, après une parenthèse enchantée de natalité, s'installe sous la barre symbolique de deux enfants par femme. Il faut remonter plus de dix ans en arrière, à l'année 2004, pour retrouver un indice de fécondité de ce niveau. Cette baisse ne lui coûte cependant pas son titre de championne d'Europe des bébés.

Nombre de naissances et de décès en France, depuis 1957



785.000 nourrissons ont vu le jour en 2016. Soit 14.000 nouveau-nés de moins qu'en 2015. L'année précédente, 20.000 naissances de moins avaient déjà été enregistrées. «La fécondité reste malgré tout très élevée en France», relativise l'Insee. En 2015, la France est avec l'Irlande le pays européen où la fécondité est la plus élevée (1,96 enfant par femme en France, 1,94 en Irlande), loin devant le Portugal qui est le pays le moins fécond avec 1,3 enfant par femme.

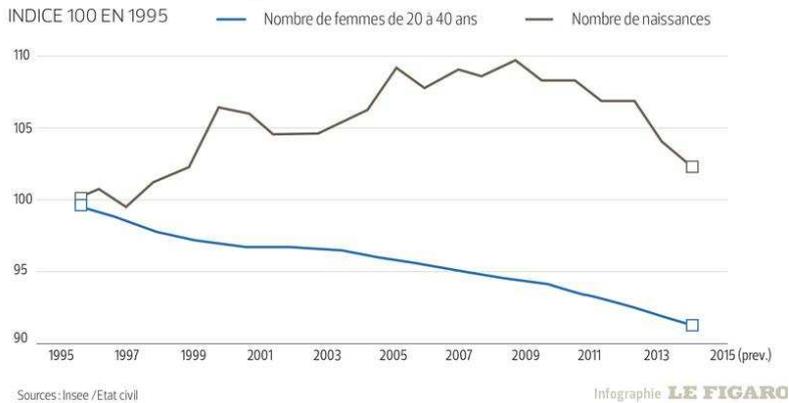
Chute de la fécondité chez les femmes de 25 à 29 ans

L'Insee explique cette baisse récente par une chute de la fécondité chez les femmes de 25 à 29 ans depuis 2014

L'Insee explique cette baisse récente par une chute de la fécondité chez les femmes de 25 à 29 ans depuis 2014. Les femmes de plus de trente ans, elles, continuent à faire autant d'enfants que ces dernières années. Autre explication: les nombreuses baby-boomeuses n'ont plus l'âge de pouponner et le nombre de femmes en âge d'avoir des enfants s'amenuise depuis le milieu des années 90.

Faut-il relier cette panne des berceaux à la crise et aux mauvais chiffres du chômage? Peut-on y voir une conséquence des coupes claires de François Hollande dans la politique familiale? À l'Insee, on juge prématuré et incertain d'établir ces liens de cause à effet. Certains démographes estiment cependant qu'une perte de confiance des Français dans la politique familiale a été susceptible de faire baisser la natalité. Plus d'un Français sur deux (55%) estime que «la politique familiale de ces dernières années est de nature à conduire les couples à renoncer à une nouvelle naissance ou à la différer», selon un sondage réalisé par l'Ifop pour la Manif pour tous, publié mardi dans *La Croix*. Un pourcentage qui grimpe à 61 % chez les sondés de moins de 35 ans, les plus concernés par la question. De plus, 70 % des Français disent douter de la stabilité de la politique familiale, estimant que «le seuil de revenu à partir duquel les allocations familiales sont réduites risque d'être abaissé année après année».

La fécondité française diminue encore



La bonne nouvelle de ce bilan démographique, c'est la diminution du nombre de décès en 2016, avec 587.000 morts, après le triste bilan de 2015. Cette année-là avait été marquée par quelque 600.000 morts, un record depuis l'après-guerre. Cette surmortalité s'expliquait notamment par une épidémie de grippe meurtrière.

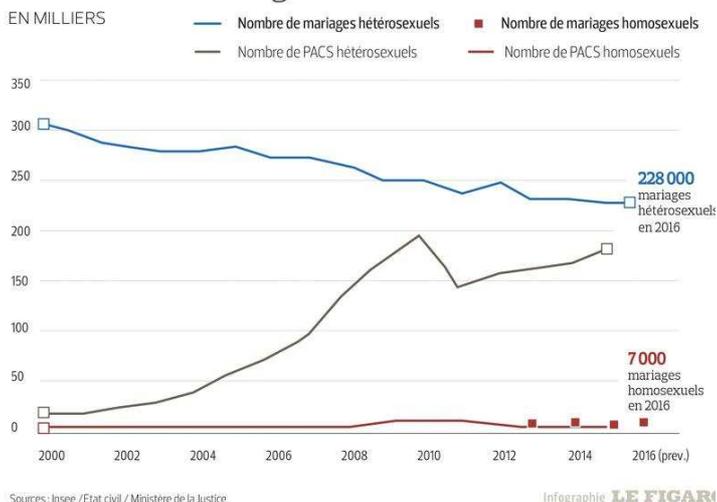
L'espérance de vie repart à la hausse

Ce mauvais chiffre avait entraîné une baisse de l'espérance de vie moyenne des Français d'un trimestre. Des dégâts effacés en 2016 où l'espérance de vie repart à la hausse. Elle progresse de quatre mois pour les femmes pour s'établir à 85,4 ans. Elle grimpe de trois mois chez les hommes et leur permet d'espérer atteindre 79,3 ans en moyenne.

Au 1er janvier 2017, la France comptait ainsi 66.991.000 habitants. La population a augmenté de 265.000 personnes par rapport à l'an passé, soit une hausse de 0,4 %. «Comme par le passé, cette progression est essentiellement due au solde naturel (+ 198.000), qui résulte de la différence entre les naissances et les décès», souligne l'Insee.

Enfin, les mariages restent stables pour les couples hétérosexuels avec 235.000 célébrations en 2016. Leur nombre baisse légèrement pour les couples homosexuels qui ont été 7000 à s'unir devant le maire.

Le nombre de mariages se stabilise



151,6

Soumission?

Publié le 15 Janvier 2017

Islam conquérant : le livre qui sonne le glas pour la France

Peut-être est-il déjà trop tard ? Peut-être pas si on se décide enfin à résister...



Il y eut un premier livre en 2002 : *Les territoires perdus de la République*. Il avait été écrit par Georges Bensoussan et un collectif d'enseignant. Il dressait un tableau effrayant de ce qu'on n'avait plus le droit d'enseigner dans nos écoles sous peine de voir de nombreux élèves, plus attachés à la lecture du Coran qu'à celle de Victor Hugo, mettre leurs établissements à feu et à sang. Ce livre sonnait le tocsin. Un peu comme dans celui Günter Grass où le petit Oskar tape désespérément sur un tambour pour alerter, et en vain, l'Allemagne sur la prolifération des chemises brunes dans ce pays.

Personne, oui personne n'a voulu écouter le tambour du petit Oskar. Personne, oui personne n'a voulu entendre le tocsin des *Territoires perdus de la République*. C'est pourquoi Georges Bensoussan récidive 14 ans après avec un livre (*Une France soumise*, ed. Albin Michel) qui n'a, hélas, de moins en moins à voir avec le tocsin de 2002. Cette fois-ci c'est plutôt "Pour qui sonne le glas". Une enquête implacable qui montre une France telle qu'en elle-même elle a abdiqué de son identité. Et s'est résignée, gouvernements après gouvernements, gauche comme droite (un peu moins quand même) à changer de visage.

La conquête s'est faite patiemment. De façon tenace et méthodique. Pendant que la France était tétanisée par des attentats particulièrement sanglants, l'islamisme "soft" tissait sa toile. Des parents qui exigent que leurs filles soient dispensées de gymnastique à l'école... Les mêmes qui réclament que les cantines scolaires servent des repas halal... Des mosquées qui poussent comme champignons après la pluie... Des quartiers où la djellaba et la burqa sont un sauf-conduit pour ne pas se faire insulter ou agresser...

Des parties de nos villes où les "étrangers", c'est à dire les policiers, les urgentistes, les chauffeurs de bus et les pompiers se font caillasser... Des hôpitaux où des femmes souffrantes sont accompagnées par leurs pères, frères, cousins, maris, qui réclament avec une violence extrême qu'elles ne soient pas soignées par des hommes... Des boucheries halal (et donc connotées religieusement) qui prennent la place des boucheries traditionnelles... Des associations militantes et hargneuses qui traînent en justice tout suspect d'"islamophobie" (c'est le cas de Georges Bensoussan)... Et partout comme une lame de fond : la haine. La haine de la France et des mécréants qui l'habitent...

Le glas ? Peut-être pas encore. Car ce livre se veut aussi un manuel de résistance comme le montre par exemple les témoignages d'Héloïse et de Marcel qui travaillent dans un hôpital de la région parisienne où l'Islam entend dicter sa loi. "Nous ne savons pas combien de temps nous tiendrons car tous les deux nous habitons un quartier où la religiosité progresse. Mais rien ne justifie que nous désertions".

Pour Georges Bensoussan et son équipe ce sont des résistants. Pourrait-on alors appeler ceux contre lesquels ils résistent des occupants ?

151,8

Le Figaro, no. 22532

Le Figaro, mercredi 18 janvier 2017, p. 10

Société

La visibilité de l'islam, source de tensions

Selon un sondage, 46 % des Français se disent « agacés » ou « inquiets » à la vue d'une femme voilée.

Guénois, Jean-Marie

RELIGION La Fondation du judaïsme français a publié le 17 janvier la deuxième vague d'un large sondage, réalisé avec l'Ipsos qui entend, tous les deux ans environ, dresser un état des lieux des relations intercommunautaires, religieuses ou ethniques, en France. L'intérêt principal de cette deuxième édition est qu'elle a été menée, après les différents attentats qui ont ensanglanté notre pays. Brice Teinturier, directeur général délégué de l'Ipsos expliquant que si l'on pouvait s'attendre à un « *accroissement de tensions* » en particulier vis-à-vis des citoyens de confessions musulmanes, les « *crispations identitaires* » ont été, selon lui, « *très limitées* ».

Ce qui n'est pas toutefois le cas pour l'islam, en tant que religion comme le démontrent trois facteurs qui ont connu une forte progression entre 2014 et 2016 même si cette religion n'est pas toujours explicitement nommée.

72 % contre le burkini

Le premier concerne « le terrorisme » qui est devenu, et de loin, la première préoccupation des Français : en 2014, le terrorisme figurait parmi leurs derniers soucis à 15 %. Ce thème a fait un bond et concerne aujourd'hui « 50 % » des habitants du pays.

Ainsi des thèmes de « l'insécurité », passé de 26 à 34 %, de « l'intégrisme religieux » qui monte de 22 à 28 % et de « l'immigration », cette préoccupation concernant 28 % des Français alors qu'elle n'était qu'à 21 % en 2014. Ces sujets sont donc devenus des priorités pour les futurs électeurs de la présidentielle.

Seule la question du « chômage », stable dans les préoccupations puisqu'elle passe de 37 à 38 %, dépasse la barre des 30 %. Tout le reste - il y a une dizaine de sujets de sociétés, « inégalités sociales », « niveau d'impôts », « retraites », « logement », etc. - est très largement en dessous dans les soucis des Français.

Deuxième leçon de ce sondage, « *un raidissement* » analyse Brice Teinturier sur le thème de « *l'intégrisme religieux* » même si la question, très ouverte, prend soin de ne pas nommer l'islam. A la demande déjà posée en 2014 : « *l'intégrisme religieux reste un phénomène peu développé en France* » les sondés sont 61 % à penser que l'intégrisme religieux s'est au contraire développé. Soit une progression de 8 points en deux ans. Cette évolution « *aurait pu être plus importante* », constate le sondeur, elle est significative toutefois d'une « *crispation* » de l'opinion sur ce thème.

Dernière forte évolution contenue dans ce sondage, les Français se montrent encore plus défavorables qu'en 2014 à la quasi-totalité des manifestations visibles d'appartenances religieuses : 55 % rejettent la construction de mosquées (+ 8 points par rapport à 2014), 66 % ne veulent pas de menus spécifiques dans les cantines, 68 % refusent qu'une femme voilée accompagne une sortie scolaire, 72 % sont contre le burkini.

Autres éléments dans le même registre : 87 % des Français se disent « *agacés* » ou « *inquiets* » à la vue de « *femmes portant un voile qui leur couvre intégralement le visage* ». 46 % ont la même réaction pour un « *voile sur la tête laissant le visage apparent* », 52 % n'apprécient pas un homme revêtu d'une « *tenue traditionnelle musulmane* » .

Ce type de rejets note le sondeur « *s'est aggravé en deux ans* » mais il précise que cette montée vient essentiellement de « *sympathisants de gauche* » qui ont des « *opinions moins ouvertes* » vis-à-vis de l'islam qu'en 2014.

151,10

Charlemagne

Europe gets ready for Donald Trump

The next American president seems to view the EU with indifference or contempt

Jan 21st 2017



JUST over a year ago Barack Obama decided that the European Union needed his help. His advisers devised a strategy to bolster America's European allies, incorporating transatlantic visits, political theatre and pep talks. Mr Obama talked of the dangers of Brexit in London and invited Matteo Renzi, Italy's ill-starred prime minister, to Washington to back his constitutional referendum. Last April Mr Obama's visit to Hanover, ostensibly to encourage a floundering transatlantic trade pact, occasioned a stirring defence of European unity, the memory of which still turns beleaguered Brussels bureaucrats misty-eyed.

Sharp-eyed readers will have noticed that each of these gambits failed. Britons ignored Mr Obama's warning that a post-EU Britain would be at the "back of the queue" for any new trade deals; Italians spurned Mr Renzi's constitutional changes (and forced him from office); and Donald Trump's victory, in the words of the EU's trade commissioner, put multilateral trade talks into the "freezer". All of these outcomes revealed voters' discontent with their political masters, a mood that found its fullest expression in the election of Mr Trump.

If Europeans seek change, they will receive it good and hard from America's new president. This week Mr Trump told British and German newspapers that he expected other countries to follow Britain out of the EU, which he termed "basically a vehicle for Germany". Slamming America's allies for miserly defence spending, he declared NATO "obsolete". He said he was as likely to fall out with Germany's chancellor, Angela Merkel, as with Vladimir Putin, the Russian president. These remarks hardly represented an about-face: Mr Trump has lamented security free-riding for decades, for example. But coming four days before his inauguration, they delivered a hefty payload.

Mr Trump appears to promise the biggest rupture in transatlantic relations since 1945. Should he be taken at his word? On a recent visit to Washington your columnist was urged by Atlanticists to pin his hopes on appointments like that of James Mattis, Mr Trump's pick for defence secretary. During last week's confirmation hearings General Mattis, a conventional Republican hawk, hammered Russia and declared NATO vital to American interests. What to make of such apparent conflict inside Mr Trump's cabinet? Perhaps it is a

calculated strategy to confound America's foes. More likely it reveals Mr Trump's slapdash approach to policy, and promises bureaucratic chaos those adversaries will be delighted to exploit.

Mr Trump shows little affection for Germany, despite his Bavarian grandfather. Yet if this has caused panic in Germany, it is well concealed. Charlemagne has heard an official in Berlin suggest, with a straight face, that Mr Trump would surely change his mind on Mr Putin once the intricacies of the 1994 Budapest Memorandum, under which Ukraine agreed to give up its legacy nuclear arsenal in exchange for guarantees of territorial integrity, were explained to him. Other German officials place their faith in America's institutions—Congress, the civil service, the military—to restrain the new commander-in-chief.

Very well: hope for the best. *Bien-pensant* Europeans were terrified of Ronald Reagan when he took office in 1981; less than a decade later they watched the Berlin Wall tumble. Mr Trump has no track record in government on which to base forecasts, and his habit of self-contradiction renders prediction impossible. Some even spy opportunity. Perhaps a Putin-friendly president could ease tensions with Russia, at least in the short term. Mr Trump's threat to withdraw America's security umbrella provides a useful argument to those Europeans pressing for more defence spending at home. Maybe the uncertainty Mr Trump has injected into global politics will galvanise Europeans into resolving their petty differences and forging a genuine common foreign policy.

Be afraid

But the risks to Europe of a Trump presidency outweigh any possible benefits. First, a fraying EU may be susceptible to the president's brand of bilateralism. Watch Britain, seeking fresh partners as it Brexits (Mr Trump pledges a trade deal "very quickly", though Brussels rules make that impossible). Poland's nationalist government, a pariah in the EU for its unconstitutional power grabs at home, is a prime candidate for Trumpian deal-making, says Jan Techau of the American Academy in Berlin, a think-tank. Watch, too, Mr Trump's choice of European friends. The roll call of visitors to his gold-plated tower since the election includes the leaders of populist outfits from Britain, Austria and France, who see in Mr Trump's victory a validation of their own assaults on the established order.

The principal victims may be outside the EU. Europe's fate lies in its own hands, Mrs Merkel said this week. But the EU struggles to extend its sway to weak countries on its fringes. Take Mr Trump's hint that he might ease sanctions on Russia, imposed in 2014 over its aggression in Ukraine. The offer carries a cost even if it comes to nothing. Without American backing the EU's consensus on Russian sanctions will evaporate (especially if François Fillon, a Putin-friendly Gaullist, wins France's presidential election in May). As the West loses its attraction Ukraine may be sucked into Russia's orbit. Atlanticists in post-Soviet states like Moldova and Georgia will be left in the cold. Tensions in the Balkans may bubble over, especially if Mr Putin steps up his meddling.

American support, both hard and soft, has always undergirded European unity, and its absence will be keenly felt. The condition may not be permanent: American presidential terms last only four years. But that is plenty of time to inflict immense harm. During his last visit to Europe, in November, Mr Obama sought to reassure his allies that the transatlantic bond would survive the Trump era. Europeans must hope that on this trip, unlike the earlier ones, the president got it right.

This article appeared in the Europe section of the print edition under the headline "Looking hairy"

151,12

A Coblenz, le FN et l'AfD veulent « poser les bases d'une autre Europe »

Mis à jour le 21/01/2017 à 14:34



Invités par le parti anti-immigration allemand, les eurodéputés du Front national ont retrouvé, ce samedi, leurs partenaires du groupe parlementaire européen « Europe des Nations et des libertés » (ENL). Un rassemblement inédit pour ces partis eurosceptiques, qui espèrent suivre les traces du Brexit. Alors que Donald Trump vient d'être investi président des Etats-Unis, les partis populistes et nationalistes s'organisent en Europe. A l'invitation de l'Alternative für Deutschland (Afd), les eurodéputés du Front national ont retrouvé, ce samedi à Coblenz, dans l'ouest de l'Allemagne, leurs partenaires du groupe parlementaire européen «Europe des Nations et des libertés» (ENL). Comme un défi lancé à l'Europe d'Angela Merkel, censée incarner celle de «l'immigration» et de «l'ultra-libéralisme», la présidente du FN, Marine Le Pen, a rencontré la chef de file de l'AfD, Frauke Petry, ainsi que les représentants des six partis fondateurs du groupe ENL, dont le néerlandais Geert Wilders.

La présidente du Front national français, a prédit samedi, une révolte électorale cette année en Europe lors d'une série de scrutins cruciaux. «2016 a été l'année où le monde anglo-saxon s'est réveillé. 2017 sera, j'en suis sûre, l'année du réveil des peuples de l'Europe continentale», a-t-elle déclaré. «Il faut passer à l'étape suivante, l'étape où nous ne nous contentons plus d'être une minorité au Parlement européen, l'étape où nous serons majoritaires dans les urnes à chaque élection», a proclamé celle qui, selon les sondages, est bien placée pour être au deuxième tour de la présidentielle du printemps en France.

Le Pen, Petry et Wilders sont tous trois en année électorale dans leurs pays respectifs. Le PVV néerlandais espère arriver en tête du scrutin du 15 mars aux Pays-Bas, le FN vise le deuxième tour de la présidentielle en mai en France et l'AfD entend devenir la troisième force du Bundestag en septembre en Allemagne. «Liberté pour l'Europe: lancements de campagnes européen!», a commenté sur twitter Frauke Petry, pour annoncer la réunion. Le leader de la Ligue du Nord, l'italien Matteo Salvini, et le secrétaire général du FPÖ, Harald Vilimsky, seront aussi présents, ainsi qu'un représentant britannique du Ukip (Janice Atkinson), un belge du Vlaams Belang (Gerolf Annemans), ou un tchèque de Liberté et Démocratie Directe (Tomio Okamura).

«Poser les bases d'une autre Europe»

Ce rassemblement était une première pour ces partis eurosceptiques. «Cette rencontre entre Frauke Petry, l'anti-Merkel allemande, et Marine Le Pen augure d'une nouvelle force au sein de l'Europe», a affirmé le député européen FN, Edouard Ferrand: il s'agit de «poser les bases d'une autre Europe» et d'une conception «patriotique» du couple franco-allemand.

En réalité, chaque parti suit essentiellement une stratégie nationale. En France, Marine Le Pen veut crédibiliser ses positions européennes en dessinant les contours d'une «alternative» à l'Union. Elle veut poser les bases d'un «nouveau traité», ancré sur la souveraineté des Etats et des coopérations entre les nations. Pour sceller ses alliances, la présidente du Front national a proposé une charte commune dans laquelle les membres s'engagent à rejeter, notamment, tout «projet autoritaire ou totalitaire», tout «modèle supranational» et à considérer le droit de «contrôler et réguler l'immigration» comme un «principe fondamental».

En Allemagne, Frauke Petry cherche de son côté à affirmer son leadership sur l'AfD, où elle est régulièrement contestée. Officiellement, l'Alternative für Deutschland n'a pas encore décidé qui mènera la campagne législative et qui briguera le poste de chancelier. Dans ce contexte, la décision de Frauke Petry de s'afficher avec Marine Le Pen a été mal perçue par ses rivaux. Le FN a mauvaise presse y compris auprès de la droite radicale allemande. Sur le fond, le parti est jugé trop étatiste alors que l'AfD se veut libérale. «Le FN est un parti socialiste, j'ai des réticences», a commenté Alexander Gauland, l'une des figures de la formation. Une partie des membres de l'Alternative für Deutschland, qui voient toujours l'ombre de Jean-Marie Le Pen sur le FN, se méfie aussi de possibles relents antisémites du parti d'extrême droite français.

«Nous n'avons jamais été aussi forts au parlement européen»

Edouard Ferrand, député européen FN

Alexander Gauland a toutefois admis des «points communs» entre les deux formations dans leurs critiques de l'Europe. Il aurait pu ajouter le rejet de l'immigration et de l'islam. Geert Wilders en fait, lui aussi, son fonds de commerce. En 2015, il s'est déjà affiché aux manifestations du mouvement Pegida, à Dresde, qui dénonce «l'islamisation de l'occident». Comme pour signer cette mise en garde, la «bande annonce» de la réunion, intitulée «Bruxelles, l'avenir de l'Europe», a été en partie tournée à Molenbeek. Certains terroristes qui ont frappé la France étaient issus de ce quartier de la capitale belge.

Pour les eurosceptiques et les adversaires de l'immigration réunis samedi à Coblenz, il n'est pas encore question de programme commun: sur nombre de questions économiques ou sociales les divergences sont trop fortes. Il ne s'agit pas «d'imposer une doctrine ou un corpus idéologique», dit-on au FN. Edouard Ferrand met en avant la construction d'un «partenariat sur des bases communes» sachant que chaque Etat «s'organisera comme il le souhaite». «Nous sommes très unis» au sein du groupe ENL, poursuit-il. «Notre groupe compte quarante membres et s'épaissit. Notre collaboration européenne se renforce avec de nouvelles demandes de partis politiques. Nous n'avons jamais été aussi forts au parlement européen.» A défaut d'accéder au pouvoir, les partis populistes espèrent aussi, à travers leur rassemblement de Coblenz, engager un processus pour gagner en influence lors des élections européennes de 2019.

« Pour un revenu universel crédible et audacieux »

Selon Thomas Piketty et d'autres économistes, le revenu universel « pose des questions sérieuses qui méritent que l'on y apporte des réponses solides ».

LE MONDE | 24.01.2017 à 21h00 • Mis à jour le 25.01.2017 à 07h09



L'ambition des candidats aux primaires citoyennes de la gauche aujourd'hui – dont le vainqueur sera candidat à la présidence de la République demain – doit être jugée sur la pertinence de leurs propositions, leur impact sur la reprise de l'activité et l'emploi en France, leur effet sur la cohésion sociale du pays.

La politique économique et fiscale adoptée lors du quinquennat de François Hollande a empêché la France de s'inscrire dans la dynamique d'une reprise économique forte et durable. Le choix fait en 2012 d'augmenter les impôts et de réduire les déficits à marche forcée en période de récession a tué tout espoir de croissance. Les multiples alertes lancées à ce sujet sont restées sans écho. Ceux qui portent la responsabilité de cette funeste politique et qui prétendent s'en exonérer doivent aujourd'hui rendre des comptes.

Dans les débats actuels des primaires citoyennes, les discussions se cristallisent autour d'un nouvel objet : le revenu universel d'existence (parfois appelé « revenu de base »). Benoît Hamon fait face, parce qu'il porte cette proposition, à un procès en incompétence gouvernementale. L'introduction d'un revenu universel d'existence condamnerait selon ses détracteurs la France à la faillite. L'accusation est facile mais trop rapide.

Economiquement et socialement, le revenu universel d'existence peut être pertinent et innovant. A l'inverse des options fiscales et budgétaires retenues depuis 2012, et en particulier de cette inefficace usine à gaz qu'est le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi. Sans parler de l'exonération des heures supplémentaires, que même la droite a abandonnée et que Manuel Valls voudrait recycler aujourd'hui. Correctement conçu et précisé, le revenu universel d'existence peut constituer un élément structurant de la refondation de notre modèle social.

Jeunes et bas salaires

Certains voudraient évacuer le débat en évoquant un coût pharaonique de 300 ou 400 milliards d'euros. Mais ce chiffre fantaisiste n'a absolument aucun sens. Benoît Hamon n'a jamais dit qu'il allait verser 600 euros par mois à 50 millions d'adultes. Au contraire : il a explicitement évoqué le fait que le nouveau système pourrait être sous conditions de ressources et concernerait uniquement les salaires inférieurs à 2 000 euros, avec des montants qui ne seraient évidemment pas les mêmes pour tous (*Libération*, 5 janvier). De fait, cela n'aurait guère de sens de verser 600 euros par mois à des personnes gagnant 2 000 euros ou 5 000 euros de salaire

mensuel, pour ensuite leur reprendre immédiatement la même somme en augmentant d'autant leurs impôts. Il est temps que cela soit définitivement clarifié, pour que le débat se focalise enfin sur les bonnes questions.

Concrètement, la question du revenu universel se pose avant tout pour les jeunes et pour les bas salaires. Cela pose des questions sérieuses qui méritent que l'on y apporte des réponses solides. Mais ces réponses existent. Et un revenu universel d'existence doit être construit par étapes.

Son instauration dès le début du prochain quinquennat pour les 18-25 ans est susceptible de redonner de l'autonomie à notre jeunesse et de constituer une réponse à ce que sont aujourd'hui les conditions d'obtention d'une qualification supérieure et d'entrée dans la vie professionnelle. Les modalités pratiques restent à définir, en particulier concernant l'âge à partir duquel on cesse de prendre en compte les revenus parentaux, et bien sûr les contreparties en termes d'études et de projet d'insertion. On pourrait par exemple s'inspirer du système en place au Danemark, où chacun bénéficie dès l'âge de 18 ans de soixante mois d'un revenu universel qu'il peut utiliser librement pour financer sa formation initiale ou continue. Au lieu de dénigrer a priori cette question d'avenir, les conservateurs de gauche comme de droite seraient bien inspirés de regarder ce qui se passe ailleurs.

LIER LA QUESTION DU REVENU UNIVERSEL À CELLE DE LA RÉFORME FISCALE

Pour ce qui concerne les travailleurs à bas salaire, le véritable enjeu est de lier la question du revenu universel à celle de la réforme fiscale et du salaire juste. Actuellement, un salarié au smic à plein temps touche un salaire net de 1 150 euros par mois, après déduction de 310 euros de CSG et cotisations de son salaire brut de 1 460 euros. S'il en fait la demande, il peut plusieurs mois plus tard toucher l'équivalent de 130 euros par mois de prime d'activité (environ 1 550 euros sur l'année pour une personne seule). Ce système est absurde : il serait infiniment préférable, pour un même coût budgétaire, de prélever 130 euros de moins à la source et d'augmenter d'autant le salaire net. C'est selon nous de cette façon que doit fonctionner le revenu universel d'existence. Pour toutes les personnes disposant d'un emploi stable, le complément de revenu doit être versé de la façon la plus automatique et universelle qui soit, c'est-à-dire directement sur le bulletin de salaire, de la même façon que les cotisations sociales, la CSG et l'impôt sur le revenu prélevé à la source. De cette façon, le smic net passerait immédiatement de 1 150 euros net à 1 280 euros net, et pourrait atteindre 1 400 euros net d'ici à la fin du quinquennat. Voici la véritable revalorisation du travail dont nous avons besoin.

Réfléchissons ensemble aux conditions concrètes de sa mise en œuvre plutôt que de rejeter a priori le projet d'un revenu universel d'existence. Un tel projet peut être économiquement crédible et socialement audacieux. Et, contrairement aux allégations de ceux qui confondent solidarité et *farniente*, il peut être instauré au profit de la revalorisation du travail et des bas salaires, qui profiteront au travers de ce revenu d'un véritable droit à la formation et d'une augmentation automatique de leur salaire net.

Par Antoine Bozio (Ecole d'économie de Paris et IPP), Thomas Breda (chercheur à l'Ecole d'Economie de Paris), Julia Cagé (Institut d'études politiques de Paris), Lucas Chancel (chercheur à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri)), Elise Huillery (université Paris-Dauphine), Camille Landais (London School of Economics), Dominique Méda (professeure de sociologie à l'université Paris-Dauphine), Thomas Piketty (directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Ecole d'économie de Paris), Emmanuel Saez (université de Californie, Berkeley) et Tancrède Voituriez (économiste).

151,16

We are the alt-world

All latest updates

At a summit in Germany, nationalism goes international

Marine Le Pen, Geert Wilders and other European populists try to make common cause

Jan 24th 2017 | [Europe](#)



TWO ghosts haunted a “counter-summit” of Europe’s nationalist leaders in the German city of Koblenz on January 21st: Angela Merkel and Donald Trump. To the 1,000-odd visitors in attendance, most of them supporters of the anti-establishment Alternative for Germany (AfD) party, Mrs Merkel epitomised everything that is rotten in Europe: out of touch, elitist and besotted with immigrants. (Chants of “Merkel must go!” punctuated the day’s speeches.) The energy of Mr Trump’s inauguration the previous day, by contrast, crackled through the proceedings. “Last year the wind began to turn,” said Geert Wilders, leader of the Dutch Freedom Party. “It brought us the victory of Donald Trump!” The crowd cheered and whooped—for if America, why not Europe?

Koblenz brought together the leaders of populist, nationalist parties from Germany, France, Italy, the Netherlands and elsewhere under the banner of the **“Europe of Nations and Freedom,”** their collective grouping in the European Parliament. That in itself was unusual: feuds and personality clashes have long marred attempts by these groups to find common cause. But although parties like France’s National Front, led by Marine Le Pen, and Austria’s Freedom Party are well established, they are surfing a new wave of success; several of the parties at the summit are leading polls in their respective countries. Plainly, they see themselves at the vanguard of a movement.

The leaders did not need to strain to find common themes. It was a familiar set of tunes, from attacks on unaccountable elites to Brussels-bashing to fear-mongering about African birth rates. Mr Wilders, fresh from a criminal conviction for inciting racial discrimination, delivered his usual absurdity-flecked attack on immigrants, declaring at one point that European blondes are growing afraid to show their hair for fear of being attacked by immigrants.

Behind the invective lurked an inchoate vision of Europe as a consortium of sovereign nations, free from elite-imposed cultural straitjackets and the impurities of foreigners. There were game efforts at internationalism; speeches were subtitled and the hall festooned with a rainbow of national flags. Each leader peppered his or her

speeches with praise for the others, particularly Frauke Petry, the AfD's co-leader and the day's unofficial host. Ms Petry summed up the creed well, declaring "elites" to be "the real anti-Europeans".

Outside the conference hall visitors quickly resolved the paradox of an internationalist rally of nationalists. AfD members were comforted to hear their views proclaimed by politicians from abroad. "It gives us the feeling we are not alone," said a visitor from Hessen, who had driven to Koblenz with eight friends; the German press, all agreed, twisted their words and made them feel like pariahs. (Having been warmly received himself, your correspondent observed two AfD members give the cold shoulder to a reporter from ARD, the German public broadcaster. Other media were simply denied accreditation.)

But a range of other grievances revealed themselves. Chief among them, unsurprisingly, was anger with Mrs Merkel's policy towards asylum-seekers. "Our streets are falling apart, and yet we pay for refugees to visit swimming pools," said Matthias Niemeyer, an AfD member from the north German state of Schleswig-Holstein. Other laments included the chancellor's hasty abolition of nuclear power and her insistence on making an enemy of Vladimir Putin, Russia's president. Mr Trump's election was welcomed, if more as inspiration than deliverance; Germany stands to lose more than most if America takes a protectionist turn.

It was an important outing for the AfD, which has lately seen its support stagnate between 12% and 15%. Some party bigwigs find Ms Le Pen's economics a little dirigiste for their taste, and were uneasy to see Ms Petry share a stage with her. The party's libertarian roots were discernible in Ms Petry's attack on German politicians who nanny citizens into eating or drinking a certain way. She also took a few shots at "nudging", a public-policy technique that borrows insights from behavioural psychology.

But the day, most agreed, belonged to Ms Le Pen. She thrilled the largely middle-aged crowd with her call for a "patriotic spring", casting the gathering as a revolution of right-thinking folk with the future on their side, while the "dogmatic" cling to dusty artefacts of the past like the European Union. Ms Le Pen is an arresting speaker, injecting flashes of humour into her delivery and pausing in the right places; unlike the other leaders she appeared to forge an emotional bond with her audience. It is easy to see why she poses such a threat to France's establishment.

Yet behind the comity lurked a familiar flaw. The "counter-summit", as its name hints, was fuelled by discontent with the mainstream rather than anything resembling a program. There was vanishingly little to the speeches beyond complaints, xenophobia and martyr complexes. Skeptical voters might have wondered exactly what Ms Le Pen's policy on France's euro membership is; how Ms Petry hopes to integrate the hundreds of thousands of refugees who have already reached Germany; or how Italy's secessionist Northern League (represented by its leader Matteo Salvini) can respond to the challenge of its more successful populist rival, Beppe Grillo's 5-Star Movement.

Still, none of this will trouble the leaders. The parties they represented in Koblenz are unlikely to win power in their respective upcoming elections (although victory for Ms Le Pen cannot be ruled out). But their influence is already being felt. On January 23rd Mark Rutte, prime minister of the Netherlands, wrote an "open letter" suggesting that anyone who dislikes Dutch values should leave. François Fillon, the favourite in the French presidential elections this spring, said his country was closed to refugees. Mr Wilders and Ms Pen could not have put it better themselves.

151,18

ARGUMENT

France's Oedipal Islamist Complex

The country's jihadi problem isn't about religion or politics. It's about generational revolt.

• BY OLIVIER ROY

• JANUARY 7, 2016



France is at war! Perhaps. But against whom or what?

Last November, when the Islamic State staged the shootings that killed 130 in Paris, it did not send Syrians. A year ago, when al Qaeda in the Arabian Peninsula purportedly ordered the deadly attack on the office of *Charlie Hebdo*, it did not send gunmen from Yemen. Rather, both groups drew from a reservoir of radicalized French youth who, no matter what happens in the Middle East, are already disaffected and are seeking a cause, a label, a grand narrative to which they can add the bloody signature of their personal revolt. The rallying cry of these youth is opportunistic: Today it is the Islamic State; yesterday, they were with al Qaeda; before that, in 1995, they were subcontractors for the Algerian Armed Islamic Group, or they practiced the nomadism of personal jihad, from Bosnia to Afghanistan, by way of Chechnya. Tomorrow they will fight under another banner, so long as combat death, age, or disillusion do not empty their ranks.

There is no third, fourth, or *n*th generation of jihadis. Since 1996, we have been confronted with a very stable phenomenon: the radicalization of two categories of French youth — second-generation Muslims and native converts. The essential problem for France, therefore, is not the caliphate in the Syrian desert, which will disappear sooner or later, like an old mirage that has become a nightmare. The problem is the revolt of these youth. And the real challenge is to understand what these youth represent: whether they are the vanguard of an approaching war or, on the contrary, are just a rumbling of history.

* * *

Two readings of the situation dominate at the moment and are shaping the debates on television and in the opinion pages of newspapers: These are, basically, the cultural explanation and the Third World explanation.

The first puts forth that recurring and nagging “war of civilizations” theory: The revolt of young Muslims demonstrates the extent to which Islam cannot be integrated into the West, at least not so long as theological reform has not struck the call of jihad from the Quran. The second interpretation evokes post-colonial suffering, the identification of these youth with the Palestinian cause, their rejection of Western intervention in the Middle East, and their exclusion from a French society that is racist and Islamophobic. In short, the old song: So long as we haven’t resolved the Israel-Palestine conflict, there will be a revolt.

But the two explanations run up against the same problem: If the causes of radicalization are structural, then why do they affect only a tiny fraction of those in France who call themselves Muslims? Only a few thousand, among several million.

But these young radicals have been identified! All the terrorists who have actually taken action were, notoriously, in the “S File” — that is, on the government’s watch list. I don’t wish to get into a discussion here of prevention — I simply note that the information about them is there, and it is accessible. So let us look at who they are and try to draw some conclusions.

Nearly all the French jihadis belong to two very precise categories: They are either “second-generation” French — that is, born or raised from a very young age in France — or they are “native” French converts (whose numbers have increased with time, but who already constituted 25 percent of radicals at the end of the 1990s). This means that, among the radicals, there are practically no “first-generation” jihadis (including recent arrivals), but especially no “third-generation” jihadis.

The third-generation category in France is growing: The Moroccan immigrants of the 1970s are now grandparents. But one does not find their grandchildren among the terrorists. And why do converts, who never suffered from racism, wish to brutally avenge the humiliation experienced by Muslims? Especially since many of these converts — like **Maxime Hauchard**, the Normandy-born man who appeared in the Islamic State’s beheading videos — come from rural France and have little reason to identify with a Muslim community that for them exists only in theory. In short, this is not a “revolt of Islam” or one of Muslims, but a specific problem concerning two categories of youth, the majority of whom are of immigrant origin.

This is not, then, the radicalization of Islam, but the Islamization of radicalism.

This is not, then, the radicalization of Islam, but the Islamization of radicalism.

What is the common ground between the second generation and the converts? It is, first of all, a question of a generational revolt: Both have ruptured with their parents or, more precisely, with what their parents represent in terms of culture and religion.

Members of the second generation do not adhere to the Islam of their parents, nor do they represent a tradition that is rebelling against Westernization. They are Westernized. They speak better French than their parents. They have all shared in the youth culture of their generation — they've drunk alcohol, smoked weed, flirted with girls in nightclubs. A large number of them have spent time in prison. And then one morning, they (re)converted, choosing Salafi Islam, which is to say, an Islam that rejects the concept of culture, an Islam possessing of norms that allow them to reconstruct the self all by themselves. Because they want nothing of the culture of their parents or of the Western culture that has become a symbol of their self-hatred.

The key in this revolt is the absence of the transmission of a religion that is culturally integrated. It's a problem that concerns neither the first generation, whose members bring cultural Islam from their country of origin but who haven't been able to pass it down, nor the third generation, who speak French with their parents and who have, thanks to them, a familiarity with how Islam can be expressed in French society. If it is true that there are fewer Turks than North Africans within the radical movements, it is undoubtedly because the transition has been smoother for the Turks, since the Turkish state took it upon itself to send teachers and imams to its overseas communities (which poses other problems, but allows the Turks to avoid the adherence to Salafism and violence).

Young converts, similarly, adhere to a "pure" form of religion; cultural compromise is of no interest to them (which is completely different from previous generations who converted to Sufism). In this they join the second generation in their allegiance to an "Islam of rupture" — generational rupture, cultural rupture, and, finally, political rupture. It serves no purpose to offer them a "moderate Islam"; it is the radicalism that attracts them in the first place. Salafism is not only a matter of sermonizing financed by Saudi Arabia — it's also the product that suits these youth, who are at odds with society.

What's more — and this is the greatest difference from the circumstances of young Palestinians who take up diverse forms of intifada — the Muslim parents of radicalized second-generation youth do not understand the revolt of their progeny. More and more, as with the parents of converts, they try to prevent the radicalization of their children: They call the police; if the children have left the country, they follow to try to bring them back; they fear, with good reason, that the older children will draw in their younger siblings. Far from being the symbol of the radicalization of Muslim populations as a whole, the jihadis explode the generational gap, which is to say, quite simply, the family.

The jihadis are on the margins of Muslim communities: They almost never have a history of devotion and religious practice. Quite the opposite. Journalists' articles all resemble each other in their astonishment. After each attack, they question the inner circle of the murderer, and there is always the same sense of surprise. "*We don't understand; he was a nice boy* (or a variation: "*just a harmless juvenile delinquent*"). *He wasn't observant: He drank, he smoked joints, he went out with girls.... Ah, yes, it's true, in the last few months he changed — he let his beard grow and began to inundate us with religion.*" For the feminine version, see the plethora of articles about [Hasna Aït Boulahcen](#), "Miss Frivolous Jihad."

This cannot be explained by the idea of *taqiyya*, or concealment of one's faith, because once they are "born again," these youth do not hide anything, but rather display their new conviction on Facebook. They exhibit their new almighty selves, their desire for revenge for their suppressed frustrations, the pleasure they derive from the new power lent them by their willingness to kill, and their fascination with their own death. The violence that they subscribe to is a modern violence; they kill in the manner of mass shooters in America or Anders Breivik in Norway — coldly and calmly. Nihilism and pride are profoundly tied to each other.

The fanatical individualism of these youth goes back to their isolation from Muslim communities. Few among them regularly attend a mosque. The religious leaders they eventually choose to follow are often self-proclaimed imams. Their radicalization arises around the fantasy of heroism, violence, and death, not of sharia or utopia. In Syria, they only fight war; none integrate or interest themselves in civil society. And if they take sexual slaves or recruit young women on the Internet to become the wives of future martyrs, it's because they are in no way socially integrated in the Muslim societies that they claim to defend. They are more nihilist than utopist. Even if some of them have spent time with Tablighi Jamaat (a movement that preaches fundamentalist Islam), none of them have joined the Union of Islamic Organizations in France, and none have participated in a political movement or undertaken efforts to support Palestine. None took up community service: delivering meals for the end of Ramadan, preaching in mosques, or going door to door. None have undertaken serious religious study. And none have taken an interest in theology, not even in the nature of jihad or of the Islamic State.

They were radicalized within a small group of "buddies" who met in a particular place (neighborhood, prison, sport club); they recreate a "family," a brotherhood. There is an important pattern that no one has studied: The brotherhood is often biological. There is very often a pair of "bros" who take action together (the [Kouachi](#) and [Abdeslam](#) brothers; Abdelhamid Abaaoud, who "kidnapped" his [little brother](#); the [Clain brothers](#), who converted together; not to mention the [Tsarnaev brothers](#), the authors of the Boston Marathon bombing in April 2013). It is as though radicalizing a sibling (sisters included) is a way to underscore the generational dimension and the rupture with the parents. The cell members make an effort to create emotional ties among themselves: A member will often marry the sister of a brother in arms. The jihadi cells do not resemble those of radical movements inspired by Marxism or nationalism, such as the Algerian FLN, the IRA, or the ETA. Founded on personal relationships, they are more difficult to infiltrate.

The terrorists therefore are not the expression of a radicalization of the Muslim population, but rather reflect a generational revolt that affects a very precise category of youth.

* * *

Why Islam? For members of the second generation, it's obvious: They are reclaiming, on their own terms, an identity that, in their eyes, their parents have debased. They are "more Muslim than the Muslims" and, in particular, than their parents. The energy that they put into reconverting their parents (in vain) is significant, but it shows to what extent they are on another planet (all the parents have a story to tell about these exchanges). As for the converts, they choose Islam because it's the only thing on the market of radical rebellion. Joining the Islamic State offers the certainty of terrorizing.

A version of this article originally appeared in Le Monde on Nov. 24, 2015. It has been translated from the French by Elisabeth Zerofsky.

151,20

TRIBUNE

«Radicalisations» et «islamophobie» : le roi est nu

Par [Gilles Kepel, Professeur des universités, Sciences-Po - Ecole normale supérieure \(dernier ouvrage paru : «Terreur dans l'Hexagone, genèse du djihad français», éd. Gallimard, 2015, 352 pp., 21 €\)](#) et [Bernard Rougier, Professeur des universités Sorbonne-Nouvelle](#) — 14 mars 2016 à 17:41



Fatima al-Qaws berce son fils de 18 ans, Zayed, souffrant des effets des gaz lacrymogènes lancés lors d'une manifestation de rue à Sanaa, Yémen, 15 octobre 2011. Photo Samuel Aranda

Le succès du slogan «Islamisation de la radicalité» et le refus des chercheurs, par peur d'être soupçonnés d'islamophobie, d'analyser la spécificité du jihadisme confortent la doxa médiatico-politique dans son ignorance de la réalité sociale et son arrogance intellectuelle.

L'une des premières victimes collatérales des attentats de 2015 est l'université française. Alors que les sciences humaines et sociales sont concernées au premier chef pour fournir les clés d'interprétation du phénomène terroriste d'une ampleur inouïe qui a frappé l'Hexagone, les institutions universitaires sont tétanisées par l'incapacité à penser le jihadisme dans notre pays. Cela provient pour une part d'une politique désinvolte de destruction des études sur le monde arabe et musulman - la fermeture, par Sciences-Po en décembre 2010, le mois où Mohamed Bouazizi s'immole par le feu à Sidi Bouzid, du programme spécialisé sur ces questions est l'exemple le plus consternant : ont été éradiqués des pans entiers de la connaissance et notamment la capacité des jeunes chercheurs à lire dans l'original arabe la littérature de propagande salafiste et jihadiste. Mais cela provient aussi d'un interdit idéologique : entre le marteau de la «radicalisation» et l'enclume de «l'islamophobie», il est devenu très difficile de penser le défi culturel que représente le terrorisme jihadiste, comme une bataille à l'intérieur même de l'islam au moment où celui-ci est confronté à son intégration dans la société française.

«Radicalisation» comme «islamophobie» constituent des mots écrans qui obnubilent notre recherche en sciences humaines. Le premier dilue dans la généralité un phénomène dont il interdit de penser la spécificité - fût-ce de manière comparative. Des Brigades rouges et d'Action directe à Daech, de la bande à Baader à la bande à Coulibaly ou Abaaoud, il ne s'agirait que de la même «radicalité», hier, rouge, aujourd'hui, peinturlurée du vert de l'islamisation. Pourquoi étudier le phénomène, apprendre des langues difficiles, mener l'enquête sur le terrain dans les quartiers déshérités où les marqueurs de la salafisation ont tant progressé depuis trente ans, puisqu'on connaît déjà la réponse ? Cette posture intellectuelle, dont Olivier Roy est le champion avec son slogan de «L'islamisation de la radicalité», connaît un succès ravageur car elle conforte la doxa médiatico-politique dans son ignorance de la réalité sociale et son arrogance intellectuelle - toutes deux suicidaires. Le corollaire de la dilution du jihadisme dans la radicalisation est la peur de «l'islamophobie» : l'analyse critique du domaine islamique est devenue, pour les nouveaux inquisiteurs, *haram* - «péché et interdit». [On l'a vu avec l'anathème fulminé lors du procès en sorcellerie intenté au romancier algérien Kamel Daoud pour ses propos sur les violences sexuelles en Allemagne, par une douzaine de chercheurs auxquels le même Olivier Roy vient d'apporter sa caution \(1\).](#)

[Le rapport que vient de publier le président du CNRS sous le titre «Recherches sur les radicalisations» participe de la même démarche.](#) On aurait pu s'attendre, de la part d'une instance scientifique, à une définition minimale des concepts utilisés. Il n'en est rien. Le postulat des «radicalisations» est à la fois le point de départ et d'arrivée d'un catalogue des publications et des chercheurs où la pondération des noms cités montre, sans subtilité, le parti pris idéologique des scripteurs. Emile Durkheim, bien oublié par une sociologie française dont il fut pourtant le père fondateur, avait établi l'identité de la démarche scientifique par sa capacité à distinguer les concepts opératoires des «prénotions». Il qualifiait ces dernières de «*sortes de concepts, grossièrement formés*», qui prétendent élucider les faits sociaux, mais contribuent, en réalité, à les occulter car ils sont le seul produit de l'opinion, et non de la démarche épistémologique de la recherche. Or, l'usage *ad nauseam* des «radicalisations» (le pluriel en renforçant la dimension fourre-tout) illustre à merveille le fonctionnement des prénotions durkheimiennes par ceux-là mêmes qui en sont les indignes - fussent-ils lointains - héritiers.

Cette prénotation-ci est d'origine américaine. Diffusée après les attentats du 11 septembre 2001, elle prétendait rendre compte des ruptures successives du «radicalisé» par rapport aux normes de la sociabilité dominante. Les analyses qui s'en réclament partent du même postulat propre à la société libérale - celui d'un individu abstrait, sans qualités, atome détaché de tout passé et de tout lien social. L'interrogation initiale porte la marque de l'école américaine des choix rationnels : pourquoi pareil individu décide-t-il de tuer et de mourir ? Son intérêt bien compris n'est-il pas plutôt de vivre le bonheur de l'*American Way of Life* ? Un commencement d'explication relève des aléas de la biographie individuelle. On présume que l'intéressé a vécu une rupture initiale (humiliation, racisme, rejet...) à l'origine de sa «radicalité», voire de son basculement ultérieur. La révolte attend alors sa mise en forme idéologique.

Pour résoudre l'énigme, l'analyse se tourne alors vers le rôle de l'offre. C'est ici que les postulats de la sociologie individualiste coïncident avec les fiches signalétiques de l'analyse policière. En effet, l'offre en question est incarnée par des «cellules de recrutement» sophistiquées, animées par des «leaders charismatiques» dont le savoir-faire repose sur un jeu subtil d'incitations religieuses, d'explications politiques et de promesses paradisiaques. Resocialisé par l'organisation réseau, l'individu adopte progressivement les modes de perception et d'action qui lui sont proposés. A la fin, il est mûr pour le passage à l'acte. Il est «radicalisé». Le recours fréquent au lexique de la «dérive sectaire» ou de la «conversion religieuse» (même lorsque l'individu en question est déjà musulman) inscrit le phénomène dans un *continuum* absurde reliant le terroriste Abaaoud au «Messie cosmo-planétaire» Gilbert Bourdin. La messe est dite, si l'on ose dire. Et les crédits de recherches dégagés par l'administration américaine sont allés aux think tanks de Washington où personne ne connaît un mot d'arabe ni n'a jamais rencontré un salafiste.

Venus d'outre-Atlantique et hâtivement mariés par une partie de la recherche universitaire française généraliste et ignorante de la langue arabe elle aussi, le couple «radicalisation - islamophobie» empêche de penser la manière dont le jihadisme tire profit d'une dynamique salafiste conçue au Moyen-Orient et porteuse d'une rupture en valeurs avec les sociétés européennes. L'objet «islamophobie» complète le dispositif de fermeture de la réflexion, car son objectif vise à mettre en cause la culture «blanche néocoloniale» dans son rapport à l'autre - source d'une prétendue radicalité - sans interroger en retour les usages idéologiques de l'islam. Il complète paradoxalement l'effort de déconstruction de la République opéré par les religieux salafistes, main dans la main avec les Indigènes de la République et avec la bénédiction des charlatans des «postcolonial studies» - une autre imposture qui a ravagé les campus américains et y a promu l'ignorance en vertu, avant de contaminer l'Europe.

Quelle alternative, face au défi jihadiste qui a déclenché la terreur dans l'Hexagone ? Le premier impératif est, pour la France, de prendre les études du monde arabe et de sa langue au sérieux. Les mesurette du ministère de l'Enseignement supérieur, qui vient de créer quelques postes dédiés à «l'analyse des radicalisations» (la doxa triomphe rue Descartes) et aux «langues rares» (*sic* - l'arabe compte plusieurs centaines de millions de locuteurs) - relèvent d'une thérapie de l'aspirine et du sparadrap (et une opacité de mauvais aloi a orienté le choix des heureux bénéficiaires). Pourtant, c'est en lisant les textes, et en effectuant des enquêtes de terrain dans les langues locales que l'on peut mettre en perspective les événements des décennies écoulées, comprendre comment s'articulent les mutations du jihadisme, depuis le lancement américano-saoudien du jihad en Afghanistan contre l'URSS en 1979 jusqu'à la proclamation du «califat» de Daech à Mossoul en 2014, avec celles de l'islam *en France*, puis *de France*. Repérer les articulations, les charnières, comme cette année 2005 où Abou Moussab al-Souri publie son «Appel à la résistance islamique mondiale» qui érige l'Europe, ventre mou de l'Occident, en cible par excellence du jihad

universel, et où les grandes émeutes de l'automne dans les banlieues populaires permettent, à côté de la participation politique massive des enfants de l'immigration musulmane, l'émergence d'une minorité salafiste visible et agissante qui prône le «désaveu» (*al bara'a*) d'avec les valeurs de l'Occident «mécréant» et l'allégeance exclusive (*al wala'*) aux oulémas saoudiens les plus rigoristes. Analyser les modes de passage de ce salafisme-là au jihadisme sanglant, qui traduit en acte les injonctions qui veulent que le sang des apostats, mécréants et autres juifs soit «licite» (*halal*).

A cette fin, toutes les disciplines doivent pouvoir contribuer - à condition d'aller aux sources primaires de la connaissance, et non de rabâcher des pages Wikipédia et des articles de presse. Les orientalistes, médiévistes comme contemporanéistes, les sociologues, les psychologues et cliniciens, les historiens, les anthropologues, mais aussi les spécialistes de datascience ont devant eux un champ immense à défricher - qui ne concerne pas seulement l'étude des ennemis de la société qui ont ensanglanté la France, mais aussi l'étude de la société même dont les failles ont permis à ces derniers de s'y immiscer et d'y planter leurs racines. Il est temps d'en finir avec la royale ignorance qui tétanise les esprits et fait le jeu de Daech.

(1) Libération du 10 mars.

Gilles Kepel et Bernard Rougier ont présenté la communication dont ce texte est le résumé au séminaire «Violence et Dogme», qu'ils animent avec Mohammad-Ali Amir-Moezzi (directeur d'études, Ecole pratique des hautes études, EPHE), à l'Ecole normale supérieure, le 8 mars.

Le revenu universel entraînera-t-il la fin du travail ?

Pour les partisans de cette allocation identique versée à tous, l'emploi ne doit plus être placé au cœur de la vie sociale. Un principe qui inquiète tous ceux pour qui le travail est une forme de citoyenneté.

LE MONDE IDEES | 26.01.2017 à 17h37 • Mis à jour le 27.01.2017 à 09h39 | Par [Anne Chemin](#)



La promesse semble renouer avec l'utopie et l'imagination politique : le revenu universel, qui est l'une des propositions phares de Benoît Hamon, fait rêver bien des électeurs de gauche. En garantissant à tous une allocation durant la vie entière, il semble annoncer l'avènement d'une société plus juste. Le député des Yvelines veut procéder par étapes – il propose, dans un premier temps, de revaloriser le revenu de solidarité active (RSA) et de l'étendre aux jeunes de 18 à 25 ans. Mais il n'hésite pas à évoquer, à l'avenir, une véritable « révolution » : le revenu universel sera la « Sécurité sociale du XXI^e siècle », voire le nouveau « pilier de la protection sociale », promet-il.

Lire aussi : [Pour ou contre le revenu universel ?](#)

Revenu universel, revenu de base, revenu d'existence : si les mots changent, le principe reste le même – « verser à chacun une allocation mensuelle individuelle d'un montant égal pour tous, sans condition de ressources ou de besoins et sans exigence de contrepartie », résumant les économistes Guillaume Allègre et Henri Sterdyniak dans [une note de l'Observatoire français des conjonctures économiques](#) (OFCE) publiée en décembre 2016.

C'est dans cette universalité que réside le changement de paradigme : alors que les minima sociaux sont versés à ceux qui en ont besoin, le revenu universel est attribué à tous les citoyens, qu'ils soient artistes, ouvriers, fonctionnaires, agriculteurs, start-uppeurs, chômeurs ou millionnaires.

Aussi bien les décroissancistes que les libéraux

Exit, donc, la bureaucratie de la pauvreté, ses contrôles administratifs et ses files d'attente, mais aussi les controverses sur les droits et les devoirs de ceux que l'élu Laurent Wauquiez (Les Républicains, LR) appelle les « assistés ».

Parce qu'il est automatique, et donc neutre, le revenu universel met fin aux « investigations bureaucratiques, policières et inquisitoires » de l'administration, se félicitait Michel Foucault dans un cours au Collège de France, en 1979. « Le revenu d'existence est perçu par chacun, quelle que soit sa situation matérielle, "parce qu'il existe" et non "pour exister" », résumait l'économiste anglais - James Meade (1907-1995).

La longue histoire du revenu universel commence au XVI^e siècle. Dans *L'Utopie*, publié en 1516, l'écrivain et théologien anglais Thomas More invente une île où chacun est assuré de recevoir les moyens de sa subsistance sans dépendre de son travail. L'idée est reprise, au XVIII^e siècle, par

Thomas Paine, un acteur de la révolution américaine qui devient, en France en 1792, député de la Convention : dans *La Justice agraire* (1797), il propose une dotation inconditionnelle pour tous les adultes de plus de 21 ans. Quelques décennies plus tard, Joseph Charlier (1816-1896), un juriste proche du philosophe Charles Fourier (1772-1837), plaide lui aussi en faveur d'une allocation universelle.

Depuis, le revenu de base séduit à gauche, mais aussi à droite – l'économiste libéral Milton Friedman (1912-2006), qui fut l'inspirateur des politiques de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan, le proposait sous la forme d'un impôt négatif.

Finalement, résumant Guillaume Allègre et Henri Sterdyniak, cette idée est « portée par des libéraux selon lesquels il pourrait remplacer tout ou partie des prestations actuelles ; par des sociaux-démocrates qui veulent compléter la protection sociale actuelle ; par des partisans de la décroissance qui y voient un moyen de gérer la fin du travail ; et par des marxistes pour qui un tel instrument modifierait le rapport de force entre les travailleurs et les capitalistes ».

L'emploi devient un choix de vie

Si les défenseurs du revenu universel viennent d'horizons très différents, ils partagent souvent une même conviction : l'emploi, à leurs yeux, n'est pas nécessairement placé au cœur de la vie sociale. « *Le revenu de base apparaît comme l'invention d'un nouveau rapport au travail*, analyse [une étude critique sur cette mesure coordonnée par Jérôme Héricourt et Thomas Chevandier](#) pour la Fondation Jean-Jaurès. *Un tel dispositif permettrait une forme de sécurisation des parcours professionnels sur le plan financier et inciterait à davantage de prise de risque dans les choix individuels. Et il pourrait contribuer à mettre fin au monopole du travail comme "fait social total", tel que décrit par Dominique Méda.* »

Avec le revenu universel dans sa version la plus généreuse, chacun est libre de travailler ou pas : par la grâce de ce « *droit inaliénable* », proclame le Mouvement français pour un revenu de base, l'emploi cesse d'être une obligation sociale pour devenir un choix de vie.

Pour les « décroissancistes », comme l'économiste et philosophe Baptiste Mylondo, professeur à l'Institut d'études politiques de Lyon, c'est l'occasion de se consacrer à des tâches socialement utiles qui ne sont pas valorisées par le marché. Pour les libéraux, il s'agit plutôt d'affranchir l'individu de la tutelle de l'Etat en lui permettant de décider en conscience de ce qu'il veut faire de sa vie : la « *valeur travail* », estime Gaspard Koenig, du think tank Génération libre, ne doit plus être un « *idéal social* ».

Le « surfeur de Malibu »

Certains défenseurs du revenu universel poussent cette logique jusqu'au bout, comme en témoigne la controverse sur le « surfeur de Malibu » qui a opposé, à la fin des années 1980, le philosophe et économiste belge Philippe Van Parijs au philosophe américain John Rawls.

Si un citoyen passe sa vie à faire du surf à Malibu (Californie), pourquoi la société devrait-elle le nourrir en lui versant un revenu ?, demandait John Rawls. Parce qu'une société authentiquement libérale doit laisser chacun décider librement ce qu'est, pour lui, « *une bonne vie* », répondait Philippe Van Parijs – peu importe, ajoutait-il, qu'il la passe à aider les personnes âgées ou à faire du surf.

Pour la plupart de ses partisans, le revenu universel est donc une manière d'amorcer « *l'exode de la société du travail et de la marchandise* », selon l'expression du philosophe André Gorz (1923-2007), voire de se libérer de cette « *étrange folie* » qu'est la « *passion moribonde du travail* », selon le mot de Paul Lafargue, essayiste socialiste de la fin du XIX^e siècle.

Le but est de mettre fin à une longue tradition qui, dans les démocraties occidentales, associe nécessairement le revenu à l'emploi : pour Baptiste Mylondo, il faut casser cette « *vision étriquée* » héritée de l'économiste et philosophe du XVIII^e siècle Adam Smith, qui considérait que la création de valeur « *résulte uniquement du travail* ».

« ARISTOTE EXPLIQUAIT DÉJÀ QUE LORSQUE LES NAVETTES TISSERAIENT TOUTES SEULES (...) IL N'Y AURAIT PLUS BESOIN D'ESCLAVES », RAPPELLENT GASPARD KOENIG ET MARC DE BASQUIAT DANS « LIBER, UN REVENU DE LIBERTÉ POUR TOUS »

En renonçant à une équation qui gouverne la vie économique et sociale des démocraties occidentales depuis des siècles, le revenu universel représente sans conteste une forme de révolution. Il nous « *fait*

sortir d'un idéal de vie centré sur la figure du travailleur à temps plein toute sa vie », résume Philippe Van Parijs.

Encore faut-il réfléchir aux raisons pour lesquelles la collectivité devrait verser à tous les citoyens, sans distinction, une allocation qui n'est liée ni à leur infortune – le revenu de base est versé aux milliardaires comme aux indigents –, ni aux injustices de la vie – il concerne autant les bien portants que les accidentés du travail –, ni à leur contribution à la production des richesses – il est versé à ceux qui travaillent comme à ceux qui ne travaillent pas.

Problème philosophique

Dès le XVIII^e siècle, Thomas Paine s'attaque à ce problème philosophique : c'est, à ses yeux, le partage inégalitaire des ressources naturelles qui justifie l'instauration du revenu universel. « *De Rousseau, Paine emprunte l'idée que la civilisation détruit un certain partage naturel des richesses (la "propriété naturelle") ; de Locke, il retient que l'acquisition de la propriété et la création de valeur par le travail (la "propriété artificielle") étaient légitimes et profitables, expliquent Gaspard Koenig et Marc de Basquiat dans Liber, un revenu de liberté pour tous (Editions de l'Onde-Génération libre, 2015). La civilisation a donc créé à la fois un progrès salutaire et une misère inacceptable.* »

Pour dédommager les citoyens de cette injustice que constitue la perte de la propriété naturelle, le libéral Thomas Paine estime qu'il faut leur distribuer un revenu – ce serait, écrit-il, une manière de « *parachever la Révolution française* ».

Cette idée qui a traversé les siècles est encore vivante aujourd'hui : c'est au nom du partage égalitaire des ressources naturelles que l'Alaska a mis en place, en 1976, un fonds qui distribue une allocation universelle basée sur les revenus miniers et pétroliers de l'Etat. Ce cadeau de la nature permet de verser à chaque résident de l'Etat plus de 1 000 dollars par an.

Le revenu universel peut également se justifier au nom de l'héritage des générations passées. « *James Meade, économiste keynésien, analysait ce revenu de type égalitaire comme la contrepartie de tout ce que nos prédécesseurs nous ont légué, comme connaissances ou comme richesses, et dont chacun de nous hérite à sa naissance sans y être pour rien, écrivent Denis Clerc et Christophe Fourel dans un article publié en 2010 dans la revue Esprit. Il est légitime, disait-il en substance, que ces ressources qui nous viennent du passé et qui expliquent une partie des capacités de production actuelles de chaque nation reviennent à chacun sur une base égalitaire au sein de la nation où il se trouve avoir vu le jour, un peu comme un héritage.* »

De plus en plus de « jobs à la con »

A ces raisons de principe, s'ajoute, chez les partisans du revenu universel, une réflexion sur les mutations du monde du travail dans les sociétés occidentales. Persistance du chômage de masse, instabilité des emplois, intensification des rythmes, morcellement des tâches, développement de la précarité : soulignant l'importance croissante des *bullshit jobs* (« jobs à la con ») décrits par l'anthropologue américain David Graeber, le Mouvement français pour un revenu de base estime que l'emploi est souvent associé à des formes de souffrance qui justifient une prise de distance avec la société du travail.

Certains partisans du revenu universel vont plus loin : reprenant l'argumentaire de l'essayiste américain Jeremy Rifkin sur la « fin du travail » – titre d'un livre qu'il a publié en 1995 –, ils estiment que la robotisation va, au fil des ans, alléger, voire soulager, l'homme du lourd fardeau qu'a toujours représenté le travail.

« *Il pourra alors paisiblement tirer sa rente de l'effort fourni par les robots, estiment Gaspard Koenig et Marc de Basquiat. On trouvait déjà cette idée chez Aristote : il expliquait que lorsque les navettes tisseraient toutes seules et que les lyres joueraient elles-mêmes de la musique, il n'y aurait plus besoin d'esclaves.* »

En 2013, une étude publiée par deux chercheurs de l'université d'Oxford est venue appuyer leurs dires. Dans « *The Future of employment : how susceptible are jobs to computerisation* » (« L'avenir de l'emploi : comment les métiers sont exposés à l'informatisation »), Carl Benedikt Frey et Michael - Osborne ont étudié les risques d'automatisation qui pèsent sur plus de 700 métiers.

Si les professionnels de l'éducation ou de la santé ne sont guère menacés, les métiers de la vente ainsi que les emplois administratifs ou agricoles semblent très exposés. Les prévisions des deux experts sont inquiétantes : 47 % des actifs américains travaillent, selon eux, dans un secteur présentant un haut risque de chômage dans les dix ou vingt ans à venir.

Des prédictions contestées

Si les désordres de la précarité ne sont nullement contestés, la prophétie des partisans du revenu universel sur la « fin du travail » laisse bien des intellectuels perplexes.

« A chaque fois que cette anticipation a été formulée, elle a été démentie par les faits, rappelle l'économiste Denis Clerc, auteur, avec Michel Dollé, de Réduire la pauvreté (Les Petits Matins-Alternatives économiques, 200 p., 14 euros). Ce fut le cas dans les années 1930, une époque où beaucoup d'économistes affirmaient que le travail allait disparaître. Ce fut aussi le cas pendant ce qu'on a appelé la crise pétrolière, en 1973-1980 : beaucoup pensaient que les destructions d'emplois liées à la fin de l'énergie facile étaient inéluctables. Dans les deux cas, ils se sont trompés. »

« Aucune étude statistique n'a jamais établi la disparition du travail, ni celle du travail salarié, aux échelles nationales et encore moins à l'échelle mondiale »

Pour l'économiste Jean-Marie Harribey, ces prédictions ne sont pas plus pertinentes aujourd'hui que dans les années 1930 ou 1970.

« La plupart des théoriciens du revenu d'existence se placent dans l'hypothèse où la fin du travail approcherait, où le plein-emploi serait définitivement hors d'atteinte et où se déferait la société fondée sur le travail, expliquait-il lors d'un séminaire de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), en 2016. Or, aucune étude statistique n'a jamais établi la disparition du travail, ni celle du travail salarié, aux échelles nationales et encore moins à l'échelle mondiale. (...) Malgré le développement des formes de travail précaires et de l'autoentrepreneuriat, on observe plutôt une permanence du salariat : le travail indépendant ne représente que 10 % de l'emploi total. »

L'automatisation crée aussi des emplois

Une multitude d'études fragilisent la prophétie des partisans du revenu universel : [celle des chercheurs Georg Graetz et Guy Michaels \(2015\)](#), qui ont constaté, en analysant dix-sept pays sur quinze ans, que la robotisation avait fait gagner près d'un demi-point de croissance par an sans nuire à l'emploi ; celle du cabinet Deloitte qui, à partir de cent quarante ans de statistiques en Angleterre et au Pays de Galles, a mis en évidence que la robotisation avait au contraire constitué une machine à créer des emplois ; celle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui montre que la part des emplois risquant d'être détruits s'élève à 9 % et non à 47 % comme prédit par Frey et Osborne ; [celle de l'organisme gouvernemental France Stratégie](#), qui considère que seuls 15 % des emplois seraient menacés par l'automatisation.

« Il y a un chômage élevé et une pauvreté laborieuse, mais il n'y a pas pour autant de raréfaction du travail, constate Jérôme Héricourt, professeur d'économie à l'université de Lille. Certains emplois moins qualifiés disparaissent du fait de l'automatisation, mais, à côté, d'autres emplois plus qualifiés apparaissent. Un des faits marquants de ces dernières décennies est en outre le ralentissement prononcé des gains de productivité en dépit du progrès technique (c'est ce qu'on appelle le paradoxe de Solow) – ils sont devenus encore plus faibles depuis la crise financière de 2007-2008. Il va donc falloir continuer à travailler pour produire les richesses qui permettront de financer le revenu universel ! »

Batailles statistiques

Plus que la fin du travail, Daniel Cohen, directeur du département d'économie de l'Ecole normale supérieure, évoque, lui aussi, la fin « d'un certain type de travail ». *« Nous sommes sortis du travail industriel, qui a imposé son modèle fordiste dans d'autres secteurs comme les services. Aujourd'hui, le travail routinier est menacé par la révolution technologique : dès qu'une tâche se répète, elle devient numérisable. En revanche, le travail non routinier sera préservé, et il ne concerne pas que les travailleurs qualifiés comme les professeurs ou les ingénieurs : il est aussi le fait des professions à forte empathie comme les assistantes sociales. »*

Au-delà de ces batailles statistiques, se profile cependant un autre débat – plus philosophique, cette fois. Car les partisans du revenu universel ne se contentent pas de prophétiser la fin du travail : ils l'appellent ardemment de leurs vœux.

Malgré leurs divergences, une même conviction anime Baptiste Mylondo, André Gorz, Gaspard Koenig, Marc de Basquiat ou Philippe Van Parijs : à leurs yeux, le travail salarié des sociétés industrielles n'est pas un vecteur d'émancipation. *« Ils postulent que le travail n'est en aucune manière un facteur d'intégration et de reconnaissance sociales »*, résume Jean-Marie Harribey.

Pour l'économiste, cette perspective « *tranche abruptement un débat philosophique de plusieurs siècles en niant le double caractère du travail – à la fois aliénant dans le cadre capitaliste et intégrateur dans la société* ».

« *S'écartant de Hegel, qui voyait seulement dans le travail l'essence de l'homme, Marx avait souligné cette ambivalence, cette dialectique, l'émancipation des travailleurs devant être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », écrit-il. Pour Marx, le travail a une fonction « *prométhéenne* », selon le mot du sociologue Robert Castel (1933-2013) : s'il aliène le prolétariat, il peut aussi « *libérer le travailleur et libérer l'ensemble de l'humanité avec lui* ».

La fonction émancipatrice du travail

Un siècle et demi plus tard, le travail possède-t-il encore cette fonction d'émancipation ? Robert Castel, juste avant sa mort, y croyait fermement. Dans [un article sur André Gorz](#) publié en 2012 par *La Vie des idées*, il s'opposait au revenu universel au nom, justement, de la « *reconnaissance de l'utilité sociale du travailleur* ».

Le « *travail-emploi tel qu'il s'est constitué dans la dernière phase du capitalisme industriel dans un cadre fordiste (un emploi stable, encadré par le droit du travail et auquel sont rattachées les principales sécurités de la protection sociale)* » est, selon lui, un acte social qui « *commande l'accès du travailleur à l'espace public* ».

« LE TRAVAIL-EMPLOI CONTRAINT LE TRAVAILLEUR EN MÊME TEMPS QU'IL LUI PROCURE LE SOCLE LUI PERMETTANT D'ÊTRE RECONNU », ANALYSAIT LE SOCIOLOGUE ROBERT CASTEL

Pour Robert Castel, ce « *travail-emploi* » façonné au cours du XX^e siècle ne peut donc être réduit à une aliénation. « *Il a formé le socle de ce que l'on peut appeler une citoyenneté sociale, une reconnaissance sociale du travailleur en tant que sujet de droit qui lui garantit un minimum d'indépendance économique et sociale. (...) Il dignifie, pourrait-on dire, le travailleur (et peut-être plus encore la travailleuse) en même temps qu'il l'aliène. C'est cette tension dialectique qui caractérise le travail-emploi, forme dominante que prend le travail en régime capitaliste : il contraint le travailleur en même temps qu'il lui procure le socle lui permettant d'être reconnu.* »

« Reconnaissance sociale »

Cette valeur sociale du travail, Denis Clerc, qui est responsable du groupe emploi-formation de la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale, la constate au jour le jour dans les structures d'insertion par l'activité économique.

« *On ne peut réduire le travail à une simple source de revenu. Le travail donne le sentiment d'être utile, fournit une reconnaissance sociale et offre la satisfaction de collaborer avec d'autres. La socialisation par l'emploi est très forte : le collectif de travail est une puissante source de relations sociales qui vous libère des communautés restreintes. Les statistiques montrent d'ailleurs que les chômeurs de longue durée sont nettement plus souvent malades que les salariés.* »

Le débat sur le revenu universel ne peut donc se résumer à une controverse budgétaire – comment le financer ? –, ni même à une querelle morale – va-t-il encourager la paresse ? En proposant de distribuer à tous une allocation qui permet de vivre sans travailler, les partisans du revenu d'existence obligent les sociétés occidentales à s'interroger sur le sens qu'elles donnent au travail.

Faut-il, comme le souhaitent le décroissanciste Baptiste Mylondo ou le libéral Gaspard Koenig, bâtir un nouveau monde sur les ruines de la société salariale ? Ou se battre, comme le préconisait Robert Castel, pour préserver cette « *grande conquête de l'histoire sociale depuis la fin du XIX^e siècle* » que représente l'articulation entre le travail, les droits et les protections ? Si Benoît Hamon est le candidat du Parti socialiste, le débat rythmera sans doute la campagne présidentielle.

• [Anne Chemin](#)

Journaliste au supplément Culture-Idees

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/idees/article/2017/01/26/le-revenu-universel-entrainera-t-il-la-fin-du-travail_5069674_3232.html#omZVJscb743wWt3i.99

151,28

Demographischer Wandel

Deutschland schrumpft nicht mehr

Die Regierung geht davon aus, dass mehr Einwanderer und Kinder die Bevölkerungszahl stabilisieren. Ein großes Risiko bleibt aber bestehen.

01.02.2017, von SVEN ASTHEIMER



© DPA Neben der Einwanderung hält auch eine steigende Geburtenrate den Bevölkerungsschwund auf.

Lange Jahre galt der demographische Wandel in Deutschland als gesichert. Die Kernaussage lautete: Bis zur Mitte dieses Jahrhunderts wird die Bevölkerung erheblich schrumpfen und altern. Doch am Mittwoch vollzog die **Bundesregierung** eine drastische Kehrtwende. „Die hohe Nettozuwanderung insbesondere jüngerer Menschen wird voraussichtlich dazu führen, dass die Bevölkerung im erwerbsfähigen Alter bis Mitte der 2030er Jahre in deutlich geringerem Maße zurückgeht als bislang erwartet“, heißt es im neuen Demographiebericht des Bundesinnenministeriums. Vergleichbares gelte sogar für den Zeitraum bis zum Jahr 2060. Das ist erstaunlich, schließlich hatten frühere Prognosen einen Rückgang der Bevölkerungszahl in dieser Spanne auf weniger als 70 Millionen Menschen vorausgesagt.



Autor: Sven Astheimer, Redakteur in der Wirtschaft, zuständig für „Beruf und Chance“. Folgen:

Diese offiziellen Schätzungen standen jedoch schon länger in der Kritik. Das **Institut der deutschen Wirtschaft** in Köln hatte schon Mitte vergangenen Jahres eigene Berechnungen vorgelegt, welche die hohe Zuwanderung der vergangenen Jahre berücksichtigte. Im Jahr 2015 lag die Nettozuwanderung bei 1,1 Millionen Menschen, 2016 betrug sie noch rund 750.000. Auch andere Forschungsinstitute stellten ähnliche Berechnungen an. Das Statistische Bundesamt hielt jedoch bislang an seiner Einschätzung fest, dass für Deutschland langfristig nur ein jährliches Plus von 200.000 Personen zu erwarten sei. Als die Behörde vergangene Woche meldete, dass die deutsche Bevölkerung auf fast 83 Millionen Menschen gewachsen ist, plädierten Wissenschaftler in der F.A.Z. für ein Szenario mit langfristig 300.000 Personen. Genau diese Zahlen liegen dem neuen Bericht nun zu Grunde. Ob damit allerdings auch Entwarnung gegeben werden kann für die Zukunft der sozialen Sicherungssysteme, ist weiter fraglich. Entscheidend dafür ist die Frage, wie junge Zuwanderer in den Arbeitsmarkt integriert werden und zu Beitragszahlern gemacht werden können. Während dies etwa bei Zuwanderern aus der Europäischen Union relativ gut gelingt, zeichnet sich für die Gruppe der Flüchtlinge ein anderes Bild ab. „Nach den vorliegenden Erfahrungen wird dies nicht einfach sein und länger dauern als zunächst erhofft“, heißt es in dem Bericht.

Höhere Geburtenrate kann Alterung nicht aufhalten

Neben der Zuwanderung dämpft künftig auch der Anstieg der Geburtenrate den Rückgang der Bevölkerung. Während der Geburtsjahrgang 1968 mit 1,49 Kindern je Frau die bisher niedrigste Kinderzahl der Geschichte ausweist, steigt der Wert mit den folgenden Jahrgängen wieder. Für Frauen des Jahrgangs 1973 beträgt er zum Beispiel schon 1,56 und für das Geburtsjahr 1980 zeichnet sich ein Wert von 1,6 Kindern ab.

An einer Einschätzung der Bevölkerungsforscher wird sich jedoch nichts ändern: an der deutlichen Alterung der Bevölkerung. Dies zeigt sich am Altenquotient, der beschreibt, wie viele Menschen über 65 Jahre auf 100 Menschen im erwerbsfähigen Alter zwischen 20 bis 64 Jahren kommen. Während dies im Jahr 2015 noch 35 Personen waren, liegen die Prognosen allein für das Jahr 2035 schon zwischen 40 und 50 Personen.

Für die Entwicklung der gesetzlichen Rentenversicherung sind diese Annahmen von hoher Bedeutung. „Den Schwerpunkt der Alterung und eine besondere Herausforderung stellen die Babyboomer-Generationen dar“, heißt es in dem Bericht. Gemeint sind die geburtenstarken Jahrgänge zwischen 1955 und 1969. In den kommenden Jahren werden rund 13 Millionen Menschen aus dieser Kohorte die Regelaltersgrenze erreichen. Derzeit beträgt die durchschnittliche Lebenserwartung eines Mannes in Deutschland bei der Geburt 78,2 Jahre, die einer Frau sogar 83,1 Jahre. Allerdings schließt sich seit dem Jahr 2000 die Lücke für die Lebenserwartung zwischen den Geschlechtern langsam.

151,29

Euro, le débat interdit

Dans son dernier livre, l'économiste Patrick Artus tire à boulets rouges sur la monnaie unique telle qu'elle fonctionne actuellement. Et liste les remèdes indispensables.

PAR MARC VIGNAUD

Modifié le 03/02/2017 à 09:26 - Publié le 03/02/2017 à 08:24 | Le Point.fr



L'euro, une monnaie unique malgré des pays aux intérêts divergents et sans coordination des politiques économiques. Pour autant, en sortir serait une folie. © Klaus Ohlenschlger / picture alliance / AFP

Il n'est pas si courant de voir le problème posé sur la table aussi abruptement. Pas de la part d'un économiste hexagonal considéré comme « orthodoxe », en tout cas. Dans son dernier livre coécrit avec la journaliste Marie-Paule Virard*, Patrick Artus, le directeur de la recherche économique de la banque Natixis (et chroniqueur du Point.fr), s'attaque à la question tabou de l'euro, dont seuls le FN et Jean-Luc Mélenchon se sont saisis.

Et le bilan qu'il dresse de la monnaie unique fait froid dans le dos. « On nous l'avait pourtant assez dit et répété sur tous les tons : la participation à une union monétaire et le respect de règles uniformes de politique économique allaient fabriquer de la croissance et déboucher sur la convergence des économies européennes et de leurs niveaux de vie », rappellent les deux auteurs. La libre circulation de l'épargne était censée financer les projets les plus rentables où qu'ils soient en Europe et donc favoriser la meilleure allocation des ressources possibles. Et la politique monétaire unique devait synchroniser le cycle économique entre pays et dynamiser les échanges commerciaux entre pays membres. Vingt-cinq ans tout juste après la signature du traité de Maastricht en 1992, « c'est exactement l'inverse qui s'est produit ».

L'euro, une machine à faire diverger les économies

L'industrie s'est concentrée là où elle était déjà forte, en Allemagne, surtout, pour profiter de sa main-d'œuvre qualifiée et réduire les coûts de transport. Les pays du Sud, eux, se sont spécialisés sur des biens et services non exportables, comme la construction et le tourisme en Espagne. Après la crise financière, leur main-d'œuvre a fui vers les pays du Nord, ce qui est bon pour l'ensemble de la zone euro, mais les vide de leurs forces vives.

Avant 2008, cette divergence est passée inaperçue. La croissance des pays du Sud a même été forte, grâce au développement du crédit. Mais ce rattrapage n'a été possible qu'au prix d'un creusement dangereux de leur déficit extérieur et s'est parfois accompagné d'une augmentation de la dette publique. Avec l'évanouissement de la confiance déclenchée par l'éclatement de la crise financière internationale, les capitaux des pays du Nord ont brutalement cessé d'être investis chez leurs voisins méridionaux. Lesquels ont été obligés de restaurer violemment l'équilibre de leurs comptes. C'est la mécanique infernale de la crise de la dette qui a frappé la Grèce, l'Espagne, l'Italie et le Portugal en 2011.

Le « poison » de la dévaluation interne

Le remède utilisé, la « dévaluation interne », c'est-à-dire la stratégie de compression des salaires afin de regagner en compétitivité en l'absence de possibilité de dévaluer la monnaie, s'est révélé un « poison ». Certes, cela a permis à l'Espagne de rétablir son économie, mais au détriment de ses voisins comme la France. Une stratégie déjà utilisée par l'Allemagne dès début des années 2000 avec les réformes du chancelier social-démocrate Schröder et jugée contraire à l'intérêt collectif. « Ce que nous appelons fréquemment les méfaits de la mondialisation est d'abord et surtout les méfaits de la concurrence entre les pays de la zone euro », affirme Patrick Artus.

Les pays membres de la zone euro sont donc appelés à jouer enfin collectif. « La coordination des politiques économiques qui ont des effets sur la compétitivité-coût (politique salariale, politique fiscale) est fondamentale, sous peine de voir s'accélérer le transfert des activités délocalisables vers les pays les moins coopératifs [...] et d'installer un équilibre non coopératif déflationniste si plusieurs pays venaient à s'engager dans une surenchère de baisse des coûts. » Une analyse qui aurait très bien pu être signée par les économistes atterrés, classés à gauche, voire à l'extrême gauche...

Le dogme de la consolidation budgétaire

Tout comme celle qui fait de l'austérité budgétaire, inaugurée en 2011-2012, une erreur majeure de politique économique qui a plombé la reprise. Là encore, Patrick Artus se range aux côtés de ceux qui estiment que l'application stricte de règles budgétaires inadaptées a été mortifère. Les deux auteurs n'hésitent pas à dénoncer les « dégâts qui ont été provoqués par le poison du dogmatisme néolibéral qui règne depuis les années 80 sur la politique économique. Un dogmatisme qui a notamment imprégné les travaux préparatoires au traité de Maastricht et les décisions de l'agenda bruxellois qui ont suivi. En particulier depuis la crise de 2008 ».

L'explosion de la zone euro serait une folie

Pour autant, « l'explosion de l'Europe et surtout de la zone euro serait une folie aux coûts économiques et sociaux incalculables ». Parce qu'elle déboucherait inmanquablement sur la ruine des épargnants (pour les pays qui détiennent beaucoup d'actifs dans une monnaie étrangère) ou celle des emprunteurs (les pays endettés auprès d'étrangers). « Contrairement à ce que l'on entend parfois [même un État] ne peut pas transformer sa dette en euros dans une dette dans sa nouvelle monnaie. » D'autant que la dévaluation monétaire n'est plus aussi efficace qu'avant pour réduire les importations et augmenter les exportations. La segmentation du processus de production d'un produit fini dans de multiples pays transforme en effet bien souvent des produits importés en simples composants de ce bien assemblé sur le territoire national. Des importations irremplaçables puisque ces composants ne sont souvent plus produits sur le territoire national. La dévaluation (ou l'instauration de droits de douane) ne fait donc qu'augmenter leur prix, ce qui appauvrit la population.

Un fédéralisme indispensable

Conclusion, la seule option possible est de corriger les défauts de conception de la zone euro. Cela passe par la reprise de la transformation de l'épargne des pays du Nord en investissement dans ceux du Sud, ce qui nécessite de rétablir la confiance dans les banques de ces derniers. Voire d'assouplir la réglementation bancaire. Mais cela ne suffira pas.

Pour sauver la zone euro, ses dirigeants ne pourront se passer... éviter le « mot qui fâche », à savoir une dose de fédéralisme. Que ça leur plaise ou non. L'idée est de corriger les écarts de revenus entre les pays et pour qu'une « part plus importante de la dette et des dépenses devienne fédérale ». En d'autres termes, il faudrait un budget fédéral « digne de ce nom » qui, pour rassurer l'Allemagne, se limiterait d'abord à un fonds de stabilisation pour venir en aide aux pays frappés par une dépression.

"Euro, par ici la sortie ? Les vrais options pour la France et l'Europe", Fayard, 15 euros.

151,31

Austérité + fin du quantitative easing : les “bons” conseils du ministère allemand des Finances pour faire exploser la zone euro

Fatigué de politiques économiques jugées laxistes, le ministère des finances allemand cherche à reprendre la main en Europe pour imposer un nouveau tour de vis austéritaire à ses partenaires de la zone euro.

Austérité mon amour

Publié le 3 Février 2017

Atlantico : Ce jeudi 2 février, le numéro 2 du ministère des finances allemand, Michael Meister, a pu appeler les pays de la zone euro à aller plus loin dans les politiques de "compétitivité" et de "consolidation budgétaire", ce qui permettra de "poursuivre une politique monétaire différente". Que révèle cette déclaration de la stratégie économique souhaitée par Berlin ?

Nicolas Goetzmann : La logique économique est très confuse. Pour essayer de comprendre, il faut reprendre l'ensemble de la déclaration de Michael Meister :

"Les pays de la zone euro n'ont pas su saisir l'opportunité des faibles taux d'intérêt créés par la politique expansionniste de la Banque centrale européenne pour réformer leurs économies et consolider leurs budgets" "Les politiciens devraient se concentrer sur la résolution de problèmes fondamentaux - la compétitivité des économies nationales et la consolidation des budgets publics" "Si nous y parvenons, le besoin de faibles taux d'intérêt est éliminé et la banque centrale est en mesure de poursuivre une politique monétaire différente".

VOUS AVEZ ATTEINT LE NOMBRE D'ARTICLES Q

Die Theorie hinter dem Euro (Teil 1 von 3)

7. Februar 2017 von [Alexander Armbruster](#) | [1 Lesermeinung](#)

Entschieden haben über die Europäische Währungsunion führende Politiker ihrer Zeit, der deutsche Kanzler Helmut Kohl und der französische Staatspräsident François Mitterrand etwa. Am 7. Februar 1992 unterzeichneten dann die Außen- und Finanzminister von zwölf Ländern den Maastrichter-Vertrag und brachten damit den Euro auf den Weg. Ökonomen haben seit jeher über die gemeinsame Währung diskutiert, gestritten, die Entscheidung analysiert, Vorhersagen gemacht.

Dahinter steht eine mittlerweile recht opulente Fachliteratur, Einflüsse verschiedener Bereiche der Wirtschaftslehre wirken sich aus. Sie ist einer breiten Öffentlichkeit bislang eher verborgen geblieben, weil die Debatte meist auf politische Streitereien und die Deutungen der Ergebnisse nächstelanger EU-Gipfel fokussiert.

Wer so etwas wie eine Theorie hinter dem Euro sucht, muss viele Jahrzehnte zurück, trifft auf dem Weg beispielsweise zwei Nobelpreisträger, weitere bekannte Forscher und einen britischen Ökonomen namens Anthony Venables. Geografisch beginnt die Suche Tausende Kilometer weit weg von Europa, in Kanada.

Dort wird er am 24. Oktober 1932 Robert Alexander Mundell geboren. Und dorthin kehrt er nach Studium und Promotion in Vancouver, Seattle, London und am Massachusetts Institute of Technology (MIT) in Boston zunächst zurück – in einer gerade für einen jungen, an internationalen Fragestellungen interessierten Ökonomen spannenden Zeit. Denn Kanada hatte zu Beginn der fünfziger Jahre als erstes Industrieland sowohl seinen Wechselkurs freigegeben als auch die andernorts (noch) übliche Beschränkung des Kapitalverkehrs aufgehoben. Noch vor dem Ende des [Zweiten Weltkrieges](#) hatten sich die Industriestaaten, auch Kanada, darauf verständigt, ihre Wechselkurse aneinander zu binden. In die Geschichtsbücher eingegangen ist diese Währungsordnung unter dem Namen des amerikanischen Ortes Bretton Woods, wo sie ausgehandelt wurde.

Keine echte Theorie

Zunächst funktionierte das „kanadische Experiment“ gut. Ende der fünfziger Jahre geriet das Land dann in eine wirtschaftliche Schwächephase mit wachsender Arbeitslosigkeit, während welcher die Notenbank die Leitzinsen auf vergleichsweise hohem Niveau beließ. Das bescherte dem Land eine aufwertende Währung, ein Leistungsbilanzdefizit und vor allem keine Besserung der Beschäftigungssituation. Im Jahr 1961 musste Notenbankchef James Coyne deswegen seinen Hut nehmen und Kanada band seine Währung wieder an den Dollar.

Im selben Jahr, Mundell arbeitete mittlerweile für den Internationalen Währungsfonds, veröffentlichte er einen auch heute sehr lesenswerten Aufsatz mit dem Titel „Eine Theorie der optimalen Währungsräume“. Er nahm darin die in den fünfziger Jahren von Milton Friedman, der für flexible Wechselkurse eintrat, maßgeblich losgetretene Währungsdiskussion auf und stellte sie auf ein höheres Abstraktionsniveau. Mundell fragte nicht, ob flexible oder feste Wechselkurse generell besser sind, sondern danach, wer sich „optimalerweise“ eine Währung teilen und wie viele Währungen es auf der Welt geben sollte.

Der Aufsatz ist nur acht Seiten lang und der Titel verspricht mehr als der Text hergibt im Hinblick sowohl auf das Wort Theorie wie auch „optimal“; optimiert wird darin gar nichts, ökonomisch gesprochen gibt es kein Maximierungsproblem. In dem Modellrahmen, den Mundell damals präsentierte, spielt eine wichtige Rolle, wie mobil die Beschäftigten sind. Geben sie im Falle einer Krise schnell ihr Zuhause auf und ziehen dorthin, wo es mehr Arbeit gibt? Eine Region, innerhalb der das so ist, sollte unter stabilitätspolitischen Gesichtspunkten eine Währung haben. Häufig seien diese Regionen jedoch nicht identisch mit Nationalstaaten, erläutert Mundell – und diskutiert explizit die kanadische Erfahrung.

Wenige Jahre später folgten zwei weitere wichtige Arbeiten in diesem neuen, im angelsächsischen Sprachraum als OCA-Theorie (OCA steht für Optimum Currency Area) etablierten Forschungsfeld. Zunächst veröffentlichte der ebenfalls aus Kanada stammende Forscher Ronald McKinnon in der renommierten Fachzeitschrift „American Economic Review“ im Jahr 1963 einen Aufsatz mit dem einfachen Titel „Optimum Currency Areas“. Darin thematisiert er im Gegensatz zu Mundell den Aspekt, wie offen eine Volkswirtschaft ist – handelt sie gemessen an ihrer Wirtschaftsleistung sehr viel, übertragen sich grob zusammengefasst Veränderungen der Weltmarktpreise schnell auf die inländischen Güter- und Arbeitsmärkte und erzwingen entsprechende Anpassungen. Oder umgekehrt gesagt: Ein eigener Wechselkurs „schottet“ als Politikinstrument unter Stabilisierungsgesichtspunkten kaum gegen solche Veränderungen ab. „Offenheit untergräbt die Geld-Illusion (oder die Unterscheidung zwischen nominalen und realen Preisänderungen), die dem Wechselkurs erlaubt, ein effektives Politikinstrument zu sein“, erklärte der Wirtschaftsprofessor Richard Pomfret einmal den Kern von McKinnons Papier. Wesentliche Schlussfolgerung aus seiner Analyse ist darum, dass eine eigene Währung umso erstrebenswerter ist, umso weniger integriert eine Wirtschaft in die Weltmärkte ist oder umso größer sie ist.

Wechselkurse oder Anleiherenditen?

Weitere sechs Jahre später, anno 1969, veröffentlicht der Amerikaner Peter Kenen schließlich einen dritten wegweisenden Beitrag zur Währungsraum-Theorie unter dem Titel „The Theory of Optimum Currency Areas: An Eclectic View“. Kenen thematisierte darin, dass wirtschaftliche Schocks häufig vor allem eine Branche betreffen und darum Länder mit einer vergleichsweise gut diversifizierten Wirtschaftsstruktur widerstandsfähiger sind und leichter eine Währung teilen können. Barry Eichengreen und Charles Wyplosz erinnern in einem Nachruf auf diesen renommierten Fachmann daran und nennen als Beispiel die Bedeutung Chinas in den 2000er Jahren für die Europäische Währungsunion – die Volksrepublik fragte besonders stark in den Bereichen Maschinenbau und ganz allgemein Kapitalgütern nach, wovon die darauf spezialisierte deutsche Wirtschaft profitierte mit den bekannten positiven Effekten etwa für den deutschen Arbeitsmarkt. Andererseits gerieten Italien und Portugal eher unter Wettbewerbsdruck aus Fernost mit ihren stärker auf Konsumgüter fokussierten Produktionsstrukturen, jenem Bereich, in dem auch China konkurriert. Kenen stellte in seiner Analyse schließlich darauf ab, dass eine Währungsunion im Grunde nur dauerhaft funktionieren kann, wenn die teilnehmenden Länder ihre Fiskal-Politiken einigermaßen koordinieren und außerdem Transfers zumindest die größten Unterschiede zwischen den Regionen ausgleichen. Wie groß solche Transfers oder ein gemeinsames Budget sein müssten, geht daraus nicht hervor.

Im Grunde begründen diese drei Forscher – Mundell, McKinnon und Kenen – das, was heute als Währungsraum-Theorie bekannt ist. Beinahe alle aktuellen Debatten lassen sich schlussendlich auf eine dieser drei Arbeiten zurückbinden.

Erwähnenswert ist nun außerdem ein weiterer Beitrag Mundells aus den siebziger Jahren, in dem er im Grunde seinem eigenen Ausgangsaufsatz ein anderes Argument (diametral) entgegengesetzt: Während er in seiner berühmten Analyse aus dem Jahr 1961 noch wirtschaftlich möglichst homogene Regionen als optimal auszeichnet, kommt er in der späteren Analyse zu dem Schluss, dass vielleicht eher heterogene Räume anstrebenswert sind für eine Währung – um breiter aufgestellt zu sein gegen Risiken. Das Argument ist nicht unähnlich dem von Kenen; Mundell stellt in diesem zweiten Aufsatz darauf ab, dass dann nicht die Währungsmärkte, sondern die Anleihemärkte für effiziente Ergebnisse sorgen. Hintergrund ist eine damals aufgekommene Diskussion um die stärker als erwarteten Schwankungen der Wechselkurse nach dem Ende des Bretton-Woods-Systems. Die freien Wechselkurse wirkten sich nicht automatisch so stabilisierend aus, wie Ökonomen dachten (und erhofften). Rüdiger Dornbusch lieferte schließlich mit seinem „Overshooting“-Modell eine Erklärung dafür. McKinnon brachte das Thema Verschuldung in die Debatte ein, und machte darauf aufmerksam, dass eine abwertende Währung Schulden in einer harten (ausländischen) Währung sogar vergrößern könnte und eben nicht für das „außenwirtschaftliche Gleichgewicht“ sorgen.

Nicht-optimal wird automatisch optimal

Danach ruhte die OCA-Theorie erst einmal. Es gab politische Diskussionen und schließlich die Entscheidung, den Euro auf den Weg zu bringen, die durch die Unterzeichnung des Maastrichter Vertrages besiegelt wurde. Im Jahr 1999 führte Europa den Euro ein, im selben Jahr bekam Robert Mundell den Wirtschaftsnobelpreis.

Ein Jahr zuvor, 1998, veröffentlichten wiederum die Ökonomen Jeffrey Frankel und Andrew Rose einen ebenfalls berühmt gewordenen Beitrag mit dem Titel „The Endogeneity of the Optimum Currency Area Criterion“. Dabei handelt es sich um eine empirische Untersuchung, die zeigt, dass Länder, die eine Währung teilen, tendenziell mehr miteinander handeln und außerdem ihre Konjunktur-Zyklen synchronisieren. Die dahinter stehende These lautet, dass eine Währungsunion sozusagen im Zeitablauf optimal wird, auch wenn sie es zu Beginn noch nicht gewesen ist. Im Hintergrund steht dabei auch die Annahme, dass wirtschaftliche Schwächephasen oder Krisen entsprechende politische Entscheidungen dahingehend tendenziell begünstigen.

Wer das auf die vergangenen Jahre anwendet, findet die Endogenitäts-These zumindest nicht widerlegt. Infolge der Euro-Krise gründeten die Euroländer eine Art europäisches Schatzamt (den Europäischen Stabilitätsmechanismus ESM, der gemeinsame Anleihen aller Euroländer begibt). Die Europäische Zentralbank schloss faktisch auf zu den übrigen bedeutenden Notenbanken der westlichen Welt, indem sie ein breites Instrumentarium zusammenstellte und beispielsweise analog zur amerikanischen Notenbank Federal Reserve und der Bank of England Schuldtitel des hinter ihr stehenden Souveräns aufkaufte (QE); in der Währungsunion ist dies bekanntlich ein Pool verschiedener Staatsanleihen und kein einzelner Schuldtitel.

Damit ist ein großer Abschnitt der Theorie hinter dem Euro behandelt. Einen weiteren Teil stellen wir morgen an dieser Stelle vor. Da wird es um Finanzkrisen-Theorie gehen und welche Erkenntnisse daraus im Geist des Maastrichter-Vertrages und der Konstruktion der Währungsunion wiederzufinden sind. Zu Wort kommt dann Paul Krugman.

Krugman und Finanzkrisen: Die Theorie hinter dem Euro (Teil 2 von 3)

8. Februar 2017 von [Alexander Armbruster](#) | [14 Lesermeinungen](#)

Auf der Suche nach einer Theorie hinter dem Euro haben wir uns im ersten Teil mit der Diskussion um den „optimalen Währungsraum“ befasst und [die drei wichtigen Arbeiten der Ökonomen Robert Mundell, Ronald McKinnon und Peter Kenen](#) herausgestellt. Sie sind die Basis einer entsprechenden Fachliteratur und begründen wesentlich das theoretische Fundament der Währungsunion. Einen wichtigen, aber versteckteren Beitrag aus einer anderen Richtung hat ein sehr bekannter amerikanischer Forscher geleistet: der Nobelpreisträger und Blogger Paul Krugman.

Krugman studierte in den siebziger Jahren am Massachusetts Institute of Technology (MIT) Volkswirtschaftslehre. Im Jahr 1975 kam Rudiger Dornbusch an die schon damals äußerst renommierte Fakultät, ein Ökonom, der sich besonders für internationale Wirtschafts- und Finanzausammenhänge interessierte. Krugman erinnerte sich in einem autobiografischen Aufsatz einmal daran, wie sehr ihn beeindruckt habe, dass Regierungen und Banken Dornbusch um Rat fragten. „Ich weiß nicht, ob die Möglichkeit eines solchen Bedeutungszuwachses neu war, auf jeden Fall war sie es für mich.“

Zu jener Zeit fragte der Präsident der portugiesischen Zentralbank, Jose da Silva Lopes, den damaligen MIT-Professor Dick Eckaus an, ob nicht eine Gruppe Fachleute von der Universität die Notenbank vorübergehend in einigen Fragen beraten könne. Ein Jahr später, 1976, entsandte das MIT dann eine Gruppe Studenten, darunter Krugman, nach Lissabon. Für Krugman war dies in mehrfacher Hinsicht eine wohl wichtige Erfahrung: „Was ich dort lernte war, wie mächtig einfache ökonomische Ideen sind und zugleich wie unnützlich Theorien, die keinen praktischen Bezug haben.“

Das erste Währungskrisen-Modell

Der Notenbankpräsident hat ihn in vielerlei Hinsicht inspiriert, schrieb Krugman später einmal [in einem Nachruf](#). Ein Satz ist im besonders im Gedächtnis geblieben. Es ging um Währungsreserven und Lopes sagte zu Krugman: „Wenn ich sechs Monate Reserven habe, dann bedeutet das, ich werde gar keine Reserven haben.“

Basierend auch auf dieser Aussage schrieb Krugman etwas später, im Jahr 1979, einen Aufsatz mit dem nüchternen Titel „A Model of Balance-of-Payments Problems“, den das Journal of Money, Credit and Banking druckte. Rückblickend ist dies so etwas wie das erste echte Währungskrisen-Modell. Krugman befasst sich darin mit der Frage, ob und warum ein Währungs-Regime stabil ist. Zum Beispiel, ob ein Land nachhaltig in der Lage ist, den Wechselkurs seiner Währung auf einem bestimmten Niveau zu fixieren oder nicht.

Es geht um die Erwartungen

Kurz zusammengefasst ergibt sich aus Krugmans Modell das Folgende: Die Entscheidung, die Währung zu fixieren (oder frei schwanken zu lassen) muss insgesamt zur Wirtschaftspolitik passen, um stabil zu sein, darf nicht in Konflikt geraten zu den finanzpolitischen und geldpolitischen Zielen. Entscheidet die Notenbank eines Landes beispielsweise, ihre Politik expansiver auszurichten und will sie gleichzeitig den Wechselkurs der Währung stabil halten, muss sie dafür im Endeffekt Währungsreserven aufwenden.

Zunächst liegt die Vermutung nahe, dass die Währungsreserven langsam und stetig sinken bis auf null und die Notenbank danach entweder den Wechselkurs freigeben oder ihre Geldpolitik wieder straffen muss. Ein wesentliches Ergebnis von Krugmans Analyse ist nun, dass dies nicht in dieser Weise geschieht, sondern an

einem Punkt die Währungsreserven auf einen Schlag komplett aufgebracht werden müssten infolge einer spekulativen „Attacke“. Die Anleger wollen in diesem Szenario schon in Erwartung einer Abwertung ihre Anlagen in heimischer Währung komplett umtauschen in ausländische Währung und absorbieren schlicht die bereitgestellten Währungsreserven der Notenbank zu jedem Zeitpunkt komplett.

Außerdem geht aus diesem Modell-Rahmen hervor, dass ursächlich für die Währungskrise zumal die erwartete Fiskal- und Geldpolitik des Landes ist und nicht die vergangene. Ein in der Vergangenheit zum Beispiel erzielter Haushaltsüberschuss ist demzufolge kein vernünftiger Grund dafür, die Möglichkeit einer künftigen Währungskrise grundsätzlich auszuschließen.

Was TARGET macht

Eine essentielle praktische Schlussfolgerung aus dem Modell, die sich offenkundig nicht nur innerhalb der Wirtschaftslehre damals vermittelt hat, lautet: Ein System fester Wechselkurse ist stabil, wenn die beteiligten Länder eine nachhaltig solide Finanzpolitik betreiben, die auch so wahrgenommen wird. Die beiden Ökonomen Robert Flood und Peter Garber haben im Jahr 1984 dieses Modell etwas verfeinert (nach Ansicht Krugmans haben sie es besser und klarer aufgeschrieben als er selbst) in einem Beitrag, der unter dem Titel „Collapsing Exchange Rate Regimes. Some Linear Examples“ im Journal of International Economics erschien.

Nun ist der Euro kein klassisches System fester Wechselkurse. Vielmehr haben die beteiligten Länder ihre Währungen aufgegeben und es gibt nur eine gemeinsame. Im vor 25 Jahren unterzeichneten Vertrag von Maastricht sind die Ergebnisse des Krugman-Modells gleichwohl ziemlich präsent: Es gibt Kriterien für die Haushalts-Defizite der Staaten der Währungsunion und für ihre Verschuldung insgesamt. Sie soll(t)en eine solide Finanzpolitik gewährleisten und dem Euro-Raum ebenjene beschriebene Art Währungskrise ersparen.

Die Euro-Erbauer haben aber noch mehr gemacht als das. Womöglich unter der Ahnung, dass einmal unter bestimmten (Wachstums-)Annahmen gefasste konkrete Haushaltskriterien nicht ausreichen, um die Währungsunion dauerhaft robust zu machen, haben sie im Grunde die Währungsreserven der Notenbanken der beteiligten Länder gebündelt. Guido Lorenzoni, Professor an der Northwestern University in den Vereinigten Staaten, erklärt das in einem [lesenswerten Überblicksartikel](#) über Finanzkrisen so: „Die Situation in einer Währungsunion ist äquivalent zu einem System fixer Wechselkurse, in dem die nationalen Notenbanken daran gebunden sind, sich gegenseitig unlimitiert Reserven bereitzustellen, um den Peg zu verteidigen. Im Kontext der Europäischen Währungsunion ist so ein Arrangement explizit gemacht worden im Funktionieren des Zahlungssystems, des sogenannten TARGET2-Systems.“ Wie dieser Stabilitätsmechanismus in der Praxis funktioniert, zeigte sich infolge der Euro-Krise bekanntlich in den Veränderungen der TARGET-Salden. Ein klassisches System fester Wechselkurse hätte einen entsprechenden Stress mutmaßlich nicht ausgehalten.

Schlagwörter: [Euro](#), [Finanzkrisen](#), [Geldpolitik](#), [Paul Krugman](#), [Target-Salden](#), [Währungskrisen](#), [Währungsreserven](#), [Wechselkurs](#)

Spezialisierung als Problem: Die Theorie hinter dem Euro (Teil 3 von 3)

9. Februar 2017 von [Alexander Armbruster](#) | [0 Lesermeinungen](#)

Spezialisierung schafft mehr Wohlstand. Wenn jeder sich auf das konzentriert, was er vergleichsweise besser kann als andere, haben am Ende unter dem Strich alle etwas davon. Damit werben Wirtschaftsforscher seit Generationen für möglichst freien Handel, argumentieren gegen Zölle und andere Marktbarrieren. Häufig unterstützt die Produktionstechnologie dies sogar noch, zumal in der Industrie: Viele Unternehmen können Skalenerträge realisieren, das bedeutet, sie produzieren umso günstiger (je Stück), umso mehr sie herstellen – das gilt für jede „Fließbank-Fertigung“ ebenso wie etwa auch für Technologieunternehmen à la Google oder Facebook, die zwar nicht Industrie sind, aber ebenfalls hohe Fixkosten haben für ihre Server und Kosten nahe null für jeden zusätzlichen Käufer/Kunden/Nutzer.

Gemeinsame Währung steigert Spezialisierung

Solche Größenvorteile ergeben sich nicht nur auf der Ebene eines Unternehmens. Das betrifft auch ganze geografische Räume – dies steht dahinter, warum sich Firmen aus einer Branche häufig regional konzentrieren. Mit den Firmen kommen mehr Menschen mit entsprechender Ausbildung, das genau passende Arbeitskräfteangebot steigt, Zulieferer siedeln sich an, die wiederum selbst hoch spezialisiert sind auf das, was ihre nahegelegenen (Groß-)Kunden brauchen. Spezialisierung nimmt, so sie nicht gestört wird, über die Zeit tendenziell zu. In den Vereinigten Staaten gibt es beispielsweise ein Silicon Valley und eine Wall Street, in Deutschland florieren Großräume (die Bezeichnung „Ballungsgebiete“ ist allzu passend!) wie Rhein-Main oder München verglichen mit ländlicheren Regionen.

Es mag zunächst kurios klingen, aber: Die wirtschaftliche eigentlich erwünschte zunehmende Spezialisierung und Wohlstandssteigerung ist eine Sorge, die zumal amerikanische Ökonomen in Bezug auf die Europäische Währungsunion geäußert haben. Denn eine gemeinsame Währung ist letztlich auch ein Vehikel, das Spezialisierung fördert, etwa weil Preise transparenter und vergleichbarer werden, Transport- und Transaktionskosten im weiteren Sinne sinken.

Martin Feldstein, Professor an der Harvard-Universität und wichtiger Berater des früheren Präsidenten Ronald Reagan, vertrat auch aus diesem Grund die Ansicht, dass die Europäer den Euro nicht einführen sollten. Paul Krugman, der dieses Fachgebiet („New Economic Geography“) zu Beginn der neunziger Jahre erneuerte und auch dafür später den Nobelpreis bekam ([ein Paper vom ihm darüber gibt es hier](#)), schrieb im Jahr 1993 [unter dem Titel „Lessons of Massachusetts for EMU“](#) einen ausführlichen warnenden Beitrag über ebendieses Phänomen.

Er führte darin die Erfahrung der sogenannten „New-England“-Staaten in den achtziger Jahren des vergangenen Jahrhunderts an. Die Region war hochspezialisiert auf Mini-Computer, Militärtechnik und fortgeschrittene Medizin und „exportierte“ diese Produkte in andere amerikanische Bundesstaaten; der regionalen Wirtschaft ging es gut, auch Angestellte im Bereich der nicht-exportierenden Branchen wie dem Lebensmitteleinzelhandel merkten das im eigenen Geldbeutel. Gegen Ende des Jahrzehnts änderte sich das ziemlich plötzlich aus mehreren Gründen: Die Computer-Nachfrage (der „Geschmack“) vieler Menschen veränderte sich weg von den Produkten, die aus New England kamen. Zudem gingen die unter Reagan gesteigerten Militärausgaben zurück – der Bauboom in der Region, der mit der florierenden Wirtschaft einhergegangen war, stockte, die Arbeitslosenquote vervierfachte sich in wenigen Jahren von 2,5 auf 10 Prozent. „Wenn New England ein souveräner Staat gewesen wäre, hätte er wohl seine eigene Währung abgewertet oder eine expansive Geldpolitik auf den Weg gebracht“, schreibt Krugman.

Weiter schreibt er mit Bezug dann zur geplanten Europäischen Währungsunion: *„Amerikanische Regionen sind stärker spezialisiert als europäische vergleichbarer Größe. Dieser größere Grad der Spezialisierung wurde gefördert durch die größere Integration des amerikanischen Marktes, eine Integration, die Europa nun nachahmen möchte. Größere Spezialisierung führt in der Folge zu Instabilität regionaler Exporte: Weil amerikanische Regionen hoch spezialisiert sind, führen Veränderungen des Geschmacks und besonders der Technology zu großen und erratischen Veränderungen der Exporte. Europäische Regionen können sich künftig ähnlichen Schocks ausgesetzt sehen.“*

Forscher um den britischen Wirtschaftsprofessor Anthony Venables, der mit Krugman ein renommiertes Standardwerk über Regionale Wirtschaftslehre (Spatial Economics) verfasste, haben in einer Analyse für die Europäische Kommission nach der Jahrtausendwende die Produktionsstrukturen in vielen EU-Ländern untersucht. Sie stellten fest, dass sie sich im Verlauf der achtziger und neunziger Jahre meist stärker spezialisierten verglichen jeweils mit dem EU-Durchschnitt; also schon in einer Zeit, in der es den Euro noch gar nicht gegeben hat. Die Währungsunion als zusätzliche Integration neben dem gemeinsamen Binnenmarkt mit seinen vier Grundfreiheiten dürfte wie erwartet die Spezialisierung noch vergrößert haben.

Die „Krönung“ ist nicht das Ende

Wer nun so etwas wie eine Theorie hinter dem Euro sucht, findet in den Erkenntnissen aus der regionalwirtschaftlichen Forschung ein bereicherndes zusätzliches Argument. Zunächst als Erinnerung: Die in dieser Serie beschriebenen Arbeiten rund um den „optimalen Währungsraum“ von Robert Mundell, Ronald McKinnon und Peter Kenen befassen sich damit, ob und wie ähnlich die an einer Währungsunion teilnehmenden Länder einander sein müssen. Die ebenfalls beschriebene „endogene“ Währungsraumtheorie beinhaltet die These, dass eine „nicht-optimale“ Währungsunion über die Zeit zu einer „optimalen“ Währungsunion wird, weil etwa Krisen entsprechende Veränderungen der Institutionen und des Verhaltens (Stichworte sind zum Beispiel ESM und QE) begünstigen.

Die in diesem Beitrag illustrierten Folgen von Spezialisierung, zu realisierenden Skalenerträgen und räumlicher Konzentration eröffnen nun den theoretisch umgekehrten Weg: Aus einer „optimalen“ Währungsunion kann eine „nicht-optimale“, asymmetrischere Währungsunion werden quasi durch das schlichte Wirken von Marktkräften.

Dieses Ergebnis ist eine kontrastierende Ergänzung zu einer prominenten Ansicht, die gerade in Deutschland im Vorfeld der Währungsunion vertreten worden ist von der Bundesbank. Deren aktueller Präsident Jens Weidmann sagte im Herbst des vergangenen Jahres [während eines Vortrags in Karlsruhe](#): *„Die Bundesbank – zum Beispiel – vertrat die sogenannte Krönungstheorie: Danach sollte die Währungsunion erst am Ende des europäischen Integrationsprozesses stehen: Denn wenn die Volkswirtschaften nur unzureichend integriert und angeglichen seien, passe eine gemeinsame Geldpolitik nicht für alle Staaten und die Währungsunion würde krisenanfällig. Dass diese Befürchtung nicht ganz unrealistisch war, hat die Krise im Euro-Raum dann gezeigt.“* Aus der regionalwirtschaftlichen Theorie und den geschilderten Erfahrungen etwa in den Vereinigten Staaten ergibt sich, dass dieses Narrativ mit der „Krönung“ keineswegs zu Ende ist in dem Sinne, dass Krisen dann nicht mehr möglich wären. Vielmehr bleiben sie eine inhärente mögliche Folge von zunehmender wirtschaftlicher Spezialisierung.

Eine Möglichkeit damit umzugehen, sind (wie immer) Transferzahlungen. Diese dämpfen in den Vereinigten Staaten entsprechende regionale Probleme. In der Europäischen Union gibt es bekanntlich ebenfalls einen gemeinsamen Haushalt und beispielsweise Strukturfonds, die verteilt werden. Wie akzeptabel sie aus Sicht der Bürger sind, zeigen Wahlen und Umfragen, darum soll es hier nicht gehen.

Zum Schluss wollen wir ein kleines Fazit dieser kleinen Serie ziehen: Auf der Suche nach so etwas wie einer „Theorie hinter dem Euro“ haben wir drei wichtige Forschungsfelder der Volkswirtschaftslehre angesehen. Zunächst den „optimalen Währungsraum“ mit den entsprechenden wichtigsten wissenschaftlichen

Beiträgen. Wie beschrieben lassen sich im Grunde alle aktuellen politischen Debatten schlussendlich zurückbinden auf theoretische Argumente der entsprechenden Forscher. Danach ging es um das Währungskrisen-Modell von Paul Krugman, dessen Ergebnisse dem Geiste nach etwa in den Defizit-Kriterien im Vertrag von Maastricht wiederzufinden sind und die auch erklären, welche Funktion das sogar zu öffentlicher Berühmtheit gelangte TARGET2-System erfüllt. Schließlich haben wir wichtige Arbeiten in Bezug auf die Folgen von wirtschaftlicher Spezialisierung vorgestellt – im besonderen Hinblick darauf, welche Probleme sich daraus für eine Währungsunion ergeben können. Anfügen ließe sich hierzu noch, dass diese Probleme schon durch zunehmenden Handel entstehen (können) und nicht erst durch eine zusätzlich vereinheitlichte Währung; allerdings steht betroffenen Ländern durch eine eigene Währung möglicherweise ein zusätzliches Politikinstrument zur Verfügung in diesem Fall (unter welchen Bedingungen eine Währung stabilisierungspolitisch hilft, dazu sei etwa auf den Aufsatz von McKinnon verwiesen, den wir im ersten Teil vorstellten). Die beschriebenen Theorien sind (hoffentlich) auch Beispiele dafür, wie viel Ökonomen für ganz praktische Entscheidungen beitragen können.

151,40

• [WORLD](#)
• [EUROPE](#)

In Departure, ECB Officials Stump for the European Union

Central bank officials weigh in for the bloc, as it comes under attack from within and outside



European Central Bank President Mario Draghi in Brussels this week. PHOTO: JOHN THYS/AGENCE FRANCE-PRESSE/GETTY IMAGES

By [TOM FAIRLESS](#)

Updated Feb. 9, 2017 4:44 p.m. ET

FRANKFURT—European Central Bank chief Mario Draghi’s meeting with German Chancellor Angela Merkel in Berlin on Thursday was only the latest turn in an exceptional round of election-year politicking by top ECB officials.

Senior ECB staff have recently weighed in on France’s presidential election, defended Germany’s vast trade surpluses against U.S. criticism, and attacked President Donald Trump’s plans to deregulate the U.S. finance industry.

The unusual ECB interventions come against [a backdrop of intense opposition](#) to the European Union within some of its member states, as well as unprecedented criticism of the bloc from a U.S. president.

The ECB’s unelected civil servants are mounting their defense of the EU as Europe’s elected leaders are enmeshed in national debates. Britain is preparing to leave the EU, and elections will be held this year in France, Germany, the Netherlands and possibly Italy.

Mr. Draghi last had a bilateral meeting with Ms. Merkel in January 2016, according to his diary as published on the ECB’s website. On Thursday the two discussed the eurozone economy, an ECB spokesman said, without elaborating.

The meeting occurred amid a surge of criticism of the ECB’s policies in Germany, where [a jump in inflation has raised fresh concerns](#) about the impact of ultralow interest rates on the nation’s savers.

German politicians and economists have been urging the ECB to start winding down its €2.3 trillion (\$2.5 trillion) bond-purchase program, known as quantitative easing or QE. The ECB extended the program by nine months in December and bank officials have signaled they want to provide steady support for the economy during an election-heavy year.

The ECB, which won sweeping new powers after helping to beat back Europe’s successive crises in recent years, has become a last line of defense for the bloc and its single currency.

The bank’s decision to launch QE, fiercely opposed by Germany’s Bundesbank, has contributed to the ECB’s politicization. By buying €80 billion a month of mainly government bonds, the ECB redistributes wealth across the region from creditors to debtors, driving up asset prices and reducing government borrowing costs.

“For the most part, EU leaders are weak and have limited mandates, while Draghi is strong,” said Mujtaba Rahman, managing director at Eurasia Group. “What’s new is the fact that the ECB is now wading into the EU’s international relations.”

In a series of statements this year, Mr. Draghi called for closer integration among eurozone countries, [complained about their economic policies](#) and criticized policy proposals of the new U.S. administration.

“Unity is the key to security for our continent—today as it has always been,” Mr. Draghi said this month in Slovenia. In Italy, where Beppe Grillo’s 5 Star Movement has advocated ditching the euro, the ECB president spoke glowingly of Italy’s historic ties with Europe. In Brussels, he called the euro “irreversible” and slammed potential the Trump administration’s plans by the Trump administration to roll back financial-services regulation.

The risk in speaking out, analysts say, is that the ECB could draw more of the same criticism the EU has faced: being a distant, opaque, unaccountable bureaucracy. From Rome to Berlin, the ECB is already a prime target for anti-EU parties that have lambasted it for stifling growth, stoking inflation or increasing inequality.

“The ECB has to walk a very careful line,” said Guntram Wolff, the director of Bruegel, a Brussels-based think tank. “They are ultimately bureaucrats.”

It is perfectly legitimate, analysts say, for the ECB to highlight economic risks, such as a breakup of the eurozone, and to defend the common currency. The problem comes if the ECB is seen as trying to shape political decisions. “There is a legitimate question to be asked about whether they really have the mandate to push states toward political union,” Mr. Wolff said.

In France this week, where National Front presidential candidate Marine Le Pen has laid out her plans for yanking her country out of the euro, two ECB officials [warned sharply that such a move would impoverish the nation](#).

“The euro is not the enemy of growth,” Bank of France Governor François Villeroy de Galhau said Tuesday. He warned that returning to the franc would cost the nation €30 billion a year in added debt-financing costs. In a dig at Mr. Trump’s “America first” stance, he referred to “this new world that the current U.S. administration seems to coldly envisage.”

Benoît Coeuré, a French member of the ECB’s executive board, said the euro allows “medium-sized countries like France to speak as an equal to the United States or China.” Sounding more like a politician than an economist as he , Mr. Coeuré praised the single currency for helping “the disadvantaged and the vulnerable,” and warned that leaving the euro “would be to choose impoverishment.”

With such comments, the ECB is trying to fill a political void at the heart of the eurozone, according to Mr. Wolff. “We do have a currency without a state and without a real political representative that would take care of that currency,” he said.

That void creates a dilemma for non-eurozone governments, who have no one outside the central bank to call to discuss the euro. When Peter Navarro, the head of Mr. Trump’s National Trade Council, last week said Germany was exploiting its trading partners by using a “grossly undervalued” euro, German Finance Minister Wolfgang Schäuble responded by blaming the ECB.

Several ECB officials, including Bundesbank President Jens Weidmann, hit back, calling the U.S. accusations absurd.

Forcing the ECB to defend European policies, such as Germany’s trade surpluses, could be beneficial if it allows national leaders to preserve precious political capital while bank officials make important points, said Mr. Rahman.

Even as ECB officials step into the international spotlight, they have generally avoided specific policy recommendations. But sometimes, it is a fine line. In Slovenia this month, Mr. Draghi urged governments to construct “an institutional architecture” for the eurozone, and called for “a new stage of integration.”

“The central bank can’t be a political” actor, Mr. Wolff said. “The risk is that it is seen as illegitimate.”

151,42

MEINUNG

HANDELSBILANZ

Die Schattenseite unserer Rekord-Überschüsse

Von Olaf Gersemann | Stand: 09.02.2017 | Lesedauer: 2 Minuten

Die deutsche Wirtschaft boomt. 2016 haben die Exporte sogar ein neues Rekordhoch erreicht. Doch nach der Machtübernahme von Trump blicken die Exportunternehmen mit Sorge in die Zukunft.

Quelle: N24

Eine positive Handelsbilanz ist ein Zeichen von Stärke. Aber sie geht einher mit einem Nettoexport von Kapital: Geld, das auch in Deutschland hätte investiert werden können, fließt ins Ausland ab.

Ende der Globalisierung? Gibt es in den Schlagzeilen. Aber nicht in den Zeitreihen des Statistischen Bundesamtes. Die deutschen Ausfuhren waren 2016 auf Rekordniveau, die deutschen Einfuhren ebenso. Und der Abstand zwischen Ausfuhren und Einfuhren, also der Handelsbilanzüberschuss, war im vergangenen Jahr mit 253 Milliarden Euro auch so hoch wie noch nie.

Für angelsächsische Ökonomen und für französische Politiker ist der deutsche Überschuss längst eine Obsession geworden. Hört man ihnen zu, könnte man zuweilen glauben, unser positiver Handelsbilanzsaldo sei die Ursache aller Probleme in wachstumsschwachen Ländern wie Frankreich oder Italien.

Noch abenteuerlicher als die Diagnose sind die verschriebenen Rezepte: Die deutsche Politik möge doch bitte die Konjunktur künstlich stimulieren. Ein Teil der zusätzlichen Nachfrage, so die Logik, würde dann auch bei ausländischen Anbietern von Waren und Dienstleistungen landen.

Derlei zeugt von Realitätsverweigerung. Wenn halb Südeuropa in Dauerstagnation verharrt und Amerikaner wie Briten mehr konsumieren, als sie selbst erwirtschaften, dann hat das hier wie dort keine konjunkturellen Gründe – sondern strukturelle Ursachen.

Wie beim Bier-Anschreiben

Die fragwürdigen Belehrungen aus dem Ausland rechtfertigen aber nicht die Borniertheit, mit der die Überschüsse hierzulande von Politikern wie Wirtschaftsführern gerne verteidigt werden. Ja, ein dynamisches Exportgeschäft ist ein Indiz für wirtschaftliche Leistungsfähigkeit.

Ein Überschuss im internationalen Handel aber ist im Zweifel ganz anders zu bewerten. Denn er geht einher mit einem Nettoexport von Kapital: Geld, das auch in Deutschland hätte investiert werden können, fließt ins Ausland ab, und das in großem Stil.

Deutschland agiert im Grunde wie ein Gastwirt, der seine Gäste jedes vierte Bier anschreiben lässt. Kurzfristig sind alle damit zufrieden: Die Gäste trinken so viel sie wollen, der Wirt wiederum bringt Schwung in seinen Laden.

Aber das Geschäftsmodell funktioniert nicht auf Dauer: Je länger es betrieben wird, desto größer wird die Wahrscheinlichkeit, dass der Kneipenbetreiber auf seinen Deckeln sitzen bleibt.

151,43

Währungsunion

Profitiert Deutschland wirklich vom Euro?

Auf dem Rücken des Südens, der darbt, ist Deutschland erstarkt: So ist es landauf, landab zu hören. Aber stimmt das auch?
Ein Gastbeitrag.

13.02.2017, von JOHANNES BECKER UND CLEMENS FUEST



© DPA Schon vor dem Ausbruch der Krise ging es mit Südeuropa bergab.

Ein Land wie Deutschland profitiert vom Handel mit einem Land wie Frankreich aus zwei Gründen. Erstens erlaubt es der Handel beiden Ländern, sich zu spezialisieren. Weil Deutschland Kleinwagen und Käse importiert, kann es sich auf die Herstellung von Sportwagen und Maschinen fokussieren. Dadurch entstehen Spezialisierungsgewinne in Form höherer Produktivität, die sich darin äußert, dass der deutsche Arbeitnehmer deutlich weniger arbeiten muss als noch vor 50 Jahren, um ein bestimmtes Güterbündel konsumieren zu können. Zweitens gewinnt der deutsche Konsument durch abwechslungsreicheren Konsum. Wir konsumieren Filme aus Amerika, Wein aus Italien und Urlaube in Griechenland - alles Güter, bei denen wir nicht nur komparative Nachteile haben, sondern die wir schlicht nicht herstellen können.

Doch ob man aus Sicht der ökonomischen Theorie erwarten kann, dass der Euro den Handel und die Investitionen wirklich befördert, ist nicht so klar, wie man angesichts des Optimismus der Euro-Enthusiasten meinen könnte. Deutschland wäre auch ohne den Euro höchstwahrscheinlich Teil des Europäischen Währungssystems mit festen, aber gelegentlich anzupassenden Wechselkursen. Der Euro-Effekt besteht hier also darin, diese gelegentlichen Anpassungen auszuschließen.

Wirtschaftstheorien sind zwiespältig

Dies ist aus Sicht des einzelnen Unternehmens begrüßenswert, weil unwiderrufliche Wechselkurse wie eine kostenlose Vollversicherung gegen Wechselkursschwankungen wirken. Wenn diese das wahrgenommene Preisrisiko reduzieren, könnte dies den Handel befördern. Aus gesamtwirtschaftlicher Sicht allerdings sind fixierte Wechselkurse eher kontraproduktiv. Marktpreise passen sich in vielen Fällen nicht schnell genug in alle Richtungen an - insbesondere Lohnsenkungen auf breiter Front sind nur selten zu beobachten.

Gleiches gilt für die Zentralisierung der Geldpolitik, die unweigerlich damit einhergeht, dass für einige Mitgliedstaaten eine stabilitäts- und wachstumsorientierte Geldpolitik verfehlt wird (schließlich muss sie sich nach dem Durchschnitt der [Eurozone](#) richten). Die Vorhersage der Wirtschaftstheorie über den Einfluss der Euroeinführung auf den grenzüberschreitenden Handel fällt also insgesamt zwiespältig aus.

Europäische Staaten profitieren unterschiedlich stark

Auch ein Blick auf die Daten klärt diese Frage nicht eindeutig. Wenn der Euro tatsächlich den Handel und damit die internationale Arbeitsteilung innerhalb der Eurozone befördert, sollte sich dies in einer Steigerung der Marktanteile der Eurostaaten innerhalb der [EU](#) niederschlagen. Deutschlands Marktanteil bleibt über den

gesamten Zeitraum nahezu stabil, der Anteil der Nord-Eurozone steigt moderat an (verantwortlich dafür sind aber ausschließlich die Niederlande).

Die eigentlichen Bewegungen aber finden in der Süd-Eurozone und in den Ländern statt, die den Euro nicht oder nicht von Beginn an haben. Die südlichen Länder, darunter Frankreich und Italien, verlieren massiv. Gleiches gilt für Großbritannien, Schweden und Dänemark, die die Nicht-Euro-Nordgruppe bilden. Die osteuropäischen Staaten gewinnen stark. Ein Unterschied zwischen Neu-Eurostaaten und Ländern wie Polen und Tschechien lässt sich dabei nicht erkennen. Der Abstieg Südeuropas beginnt wohlgerne vor Ausbruch der Krise.

Eurozone als großer Kapitalmarkt

Vielleicht wäre es Deutschland ohne den Euro wie Großbritannien oder Schweden ergangen? Das ist durchaus möglich, aber die zusätzliche Nachfrage müsste aus der Eurozone kommen, um dieses Argument zu stützen. Doch genau das findet nicht statt. In der gesamten Eurozone (außer in Deutschland) nehmen die Marktanteile im Import ab. Insgesamt hat die Eurozone über die gesamte Periode fünf Prozentpunkte an Importmarktanteilen verloren. Gleiches gilt für den Export. Deutschland konnte seinen Exportanteil also aufgrund der höheren Importnachfrage aus dem Osten stabil halten. Die Eurozone hat hier nicht geholfen.

Hat der Euro zumindest die Investitionen angekurbelt? Die Eliminierung der Wechselkursschwankungen hat natürlich auch Konsequenzen für die Kapitalmärkte und die Ansiedlung von Investitionen. Deutschland wird mit dem Euro Teil eines größeren und tiefer integrierten europäischen Kapitalmarkts. Größere Kapitalmärkte weisen höhere Liquidität auf sowie stärkeren Wettbewerb unter den Anbietern von Kapital in allen Risikoklassen. Dies nützt den Nachfragern von Kapital, meist den Unternehmen, die von günstigeren Finanzierungsbedingungen profitieren und mehr investieren können. Wie groß dieser Liquiditätseffekt ist, lässt sich nur langfristig ermitteln.

Unternehmen suchen Standorte außerhalb von Deutschland

Unmittelbar wirksam wird der Wegfall des Wechselkursrisikos vor allem für Investitionen in Staaten, deren Währungen gegenüber der D-Mark häufig abgewertet worden sind. Für sie bedeutet der Euro eine glaubwürdige Selbstbindung an feste Wechselkurse zu Deutschland und zur Eurozone insgesamt. Der Rückgang der Zinsdifferenzen zu Deutschland gleich nach der Entscheidung, den Euro einzuführen, belegt den Wert dieser Glaubwürdigkeit. Dies spiegelt die erhöhte Bereitschaft internationaler Investoren wider, sich in diesen Staaten zu engagieren. Deutschland kann von diesem Effekt naturgemäß nicht profitieren.

Für Investitionen in Deutschland entfällt zudem der bisherige Standortvorteil der stabilen Ankerwährung. Unternehmen, die den deutschen Markt beliefern wollen, aber vor deutschen Löhnen und Steuern zurückscheuen, haben es nun leichter, ihren Standort außerhalb Deutschlands zu suchen. Man denke hier vor allem an Irland, das in den Jahren nach der Euroeinführung gleich mehrere große amerikanische Unternehmen anziehen konnte, die von dort aus den Kontinent beliefern. Dieser Effekt des Euros belastet die Staaten der ehemaligen D-Mark-Zone.

Kein positiver Effekt auf Handel und Investitionen sichtbar

Die Daten geben auch hier keinen klaren Hinweis, dass der Euro die Investitionen gefördert haben könnte. Der deutsche Anteil an den gesamten Bruttoinvestitionen in der EU liegt unterhalb des Niveaus der 1990er Jahre, hält sich aber ansonsten stabil. Deutlich zu erkennen ist der Investitionsboom in den Südländern. Diese Zahlen enthalten jedoch auch Investitionen in Immobilien, die nach dem Platzen der Blase vielfach abgeschrieben werden müssen.

Was Handel und Investitionen angeht, ist ein positiver Effekt des Euros nicht zu erkennen. Weil aber Handel und Investitionen kein Selbstzweck sind, sondern den Wohlstand eines Landes mehreren sollen, ist ein besserer,

obgleich bei weitem kein vollkommener Indikator die Entwicklung des Bruttoinlandsprodukts. Betrachtet man die durchschnittlichen Wachstumsraten des BIP in konstanten Preisen seit der Euroeinführung, so ergibt sich ein ernüchterndes Bild. Bis auf Irland und Luxemburg landen die Euro-Gründerstaaten und Griechenland in dieser Zeit auf den letzten Plätzen, ergänzt durch Dänemark, dessen Währung stabil zum Euro gehalten wird.

Geringes Wachstum in Deutschland

Deutschland landet auf dem fünftletzten Platz, hinter Frankreich und sogar hinter den Krisenstaaten Spanien und Irland. Zugegebenermaßen belegte Deutschland auch schon vor der Einführung des Euros einen der hinteren Ränge in der Wachstumsrangliste. Plausibel ist auch, dass Länder mit einem deutlich unterdurchschnittlichen Pro-Kopf-Einkommen wie etwa die baltischen Staaten einen Aufholprozess durchlaufen. Dass der Euro Deutschland (mehr als anderen Mitgliedstaaten) genutzt habe, lässt sich aber aus den Daten nicht herauslesen. Begrenzt man den Betrachtungszeitraum auf die Zeit vor der Krise, ändert sich übrigens nicht viel. Deutschland teilt sich mit einem durchschnittlichen Wachstum von 1,4 Prozent mit Dänemark den drittletzten Rang vor Portugal und Italien. Griechenland belegt mit einer Durchschnittswachstumsrate von 3,2 Prozent noch einen guten Mittelfeldplatz.

Man kann mit solch oberflächlichen Betrachtungen natürlich keinen kausalen Effekt des Euros auf Handel, Investitionen und Wachstum belegen. Doch auch wissenschaftliche Untersuchungen, die mit Hilfe statistischer Methoden genau diesen Effekt des Euros zu messen versuchen, kommen hier nicht zu einem eindeutigen Ergebnis. Unstrittig ist lediglich, dass Deutschland in der Zeit des Euros seinen Marktanteil im Handel und bei den Investitionen stabil gehalten hat und im Wachstum trotz der relativ guten Performance seit der Krise einen der hinteren Plätze belegt.

Sicher, es hätte ohne Euro noch schlimmer kommen können. Dafür liefern die Daten zwar zunächst keine Anhaltspunkte. Doch eine Reihe von Kritikern behauptet, Deutschland habe vom Euro profitiert, weil es ihm nur durch die einheitliche Währung gelungen sei, seine Krise Anfang des vergangenen Jahrzehnts zu überwinden. Dieses gar nicht so triviale Argument hat mindestens zwei Versionen. Die erste Version stellt auf die politischen Schwierigkeiten einer internen Abwertung ab. Bei [Paul Krugman](#) heißt es: „Deutschland glaubt, dass seine wirtschaftliche Gesundung die Frucht eigener Anstrengung war, aber in Wahrheit ist sie dem inflationären Boom im Rest Europas zu verdanken.“

Boom im Süden hat Einfluss auf Deutschland

Es ist richtig, dass die Inflation im Süden die relative Wettbewerbsfähigkeit (also das Verhältnis der deutschen Produktionskosten zu denen im Süden) verschoben hat. Deutschlands Wettbewerbsfähigkeit innerhalb der Eurozone konnte sich auf diese Weise verbessern, ohne dass die deutschen Arbeitskosten tatsächlich nominal sinken mussten. Es liegt aber nahe, dass der Boom im Süden gleichzeitig den Eurokurs angehoben und damit Deutschlands Wettbewerbsfähigkeit außerhalb der Eurozone verschlechtert hat. Wenn man nun noch in Betracht zieht, dass die Inflation im Süden vor allem im nicht handelbaren Sektor stattfand, dessen Produkte per definitionem nicht mit deutschen Gütern konkurrieren, und die Importe aus dem Nicht-Euroraum deutlich höhere Wachstumsraten hatten als jene aus dem Euroraum, wird deutlich, dass Krugmans Argument nicht weit trägt.

Vielleicht gilt es sogar in umgekehrter Form: Der Boom im Süden könnte den Eurokurs angehoben und so die Erholung Deutschlands verlangsamt haben. Zumindest aber taugt dieses Argument sicherlich nicht dazu, einen Vorteil Deutschlands zu beschreiben. Denn mit einer eigenen Währung hätte Deutschland in jedem Fall noch viel leichter seine Wettbewerbsfähigkeit wiederherstellen können.



© DPA  Clemens Fuest ist Präsident des Münchner Ifo-Institutes und einer der Autoren dieses Textes.

Schwache Währung als Vorteil?

In seiner zweiten Version taucht das Argument als die allgemeine Vermutung auf, es sei vorteilhaft, Teil einer schwachen Währungsunion zu sein. So liest man im „Wall Street Journal“: „Die relative Schwäche des Euros gegenüber einer hypothetischen D-Mark ist ein Vorteil für Deutschland. Die Währungsunion umfasst auch Länder wie Italien, Frankreich, Spanien und Griechenland, die in den letzten Jahren alle nicht so erfolgreich wie Deutschland waren. Dies belastet den Eurokurs, was wiederum den deutschen Exporteuren hilft. Wie man weiß, lebt die deutsche Wirtschaft vom Export. Eine stärkere Währung würde daher mit Sicherheit den deutschen Exporteuren das Leben schwerer machen, weil ihre Produkte auf dem Weltmarkt teurer würden.“

Hier wird angenommen, dass der Kurs einer deutschen Währung höher liegen würde als der Eurokurs. Das mag richtig sein für die Zeit nach Ausbruch der Krise, in der vor allem Kapitalbewegungen in den „Safe Haven“ Deutschland den Kurs der D-Mark gesteigert hätten. Auf der Handelsseite aber sind Zweifel angebracht, da ein wichtiges Symptom einer Unterbewertung des „deutschen“ Euros fehlt: Die deutsche Inflationsrate gehörte im Betrachtungszeitraum zu den geringsten aller Euroländer.

Zu niedriger Wechselkurs führt zu weniger Wachstum

Darüber hinaus ignoriert dieses Argument, was zu den zentralen Erkenntnissen der Handelsökonomik gehört: die Einsicht nämlich, dass die Subventionierung von Exporten dem Exportland langfristig mehr schadet als nützt. Eine künstlich niedrig gehaltene Währung verteilt Einkommen um: von den Importeuren und den Verbrauchern zu den Exporteuren. Dass Deutschland davon profitieren soll, wenn es das reale Einkommen seiner Verbraucher zugunsten seiner exportierenden Unternehmen senkt, ist kaum zu begründen. Der Einwand, dies helfe beim Abbau der Arbeitslosigkeit, ist hinfällig. Wenn die deutsche Ökonomie nicht auf der Höhe ihres Potentials arbeitet, ist der Wechselkurs ihrer Währung auch nicht zu niedrig.

Es bleibt dabei: In konjunktureller Normallage profitiert Deutschland am meisten von einem gleichgewichtigen Wechselkurs, der weder Exporte subventioniert noch Importe besteuert. Denn langfristig führt ein zu niedriger Wechselkurs nur zu Wachstumseinbußen aufgrund einer verzerrten Produktionsstruktur.

Ländern profitieren nicht immer von der Schwäche der anderen

Deutschland scheint als eines der wenigen Länder in der Eurozone die Finanzkrise hinter sich gelassen zu haben. Während der Süden darbt, ist die Arbeitslosigkeit hierzulande niedrig, der Staatshaushalt ausgeglichen. Es wäre doch überraschend, wenn sich hier kein Zusammenhang entdecken ließe.

Nun profitieren Länder innerhalb einer Währungsunion nicht allgemein, wenn andere Mitgliedstaaten in die Krise geraten. Deutschland könnte allerdings erstens, wie eben schon besprochen, von niedrigen Eurokursen profitieren und zweitens von den Kapitalströmen, die in Deutschland Schutz suchen und sich in komfortablen Finanzierungsbedingungen für Staat und Unternehmen niederschlagen.

Ohne Euro, Vier Prozent Zinsen?

Das Institut für Wirtschaftsforschung Halle hat 2015 in einer vielbeachteten Studie den Gewinn für den deutschen Staat auf 100 Milliarden Euro geschätzt. Diese Zahl beruht unter anderem auf der mutigen Annahme,

dass Deutschland ohne den Euro Zinsen um die vier Prozent zahlen würde und damit unter den OECD-Ländern zu den Ländern mit den schlechtesten Finanzierungsbedingungen gehören würde (zum Vergleich: Das hochverschuldete Großbritannien zahlte im Krisenzeitraum durchschnittlich rund zwei Prozent).

Dies erscheint uns angesichts der niedrigen aktuellen und erwarteten Inflationsraten in Deutschland, milde ausgedrückt, als eine kühne Annahme. Doch soll es hier nicht um die quantitativen Dimensionen gehen, sondern um das Argument als solches.

Auch andere Staaten profitieren

Dass der deutsche Staat von der Krise durch niedrige Zinsen profitiert, ist zunächst richtig. Wenn sich ein Preis verändert, gibt es stets eine Marktseite, die gewinnt, und eine, die verliert. Es lassen sich allerdings drei Einwände vorbringen:

Erstens haben fast alle Staaten, mit Ausnahme der Krisenstaaten, erhebliche Rückgänge in den Finanzierungskosten verzeichnet. Selbst Frankreich, das kein Triple-A-Rating mehr hat, zahlt nur wenige Basispunkte mehr als Deutschland. Ob es die exzessive weltweite Ersparnis („saving glut“), die säkulare Stagnation (die Abwesenheit lohnender Investitionsmöglichkeiten) oder der allgemeine Schuldenüberhang ist - die Zinsen sind weltweit auf einem Rekordniedrigniveau.

Zweitens spielt der Euro hier eher eine kompensierende Rolle. Die Schweiz - außerhalb des Euroraums - „profitiert“ noch viel mehr und hat durchgehend negative Renditen auf ihre Staatsanleihen. Dort wird das hereinströmende Kapital übrigens mit gemischten Gefühlen gesehen. In einer aktuellen Studie des Internationalen Währungsfonds wird gezeigt, dass Kapitalzuflüsse eine Belastung für die nationale Wirtschaft darstellen, weil der daraus resultierende deutliche Anstieg des Wechselkurses kurzfristig die preisliche Wettbewerbsfähigkeit der Exportindustrie beeinträchtigt. Es ist also aus deutscher Sicht vermutlich erfreulich, dass wir nicht noch mehr „Geschenke“ dieser Art bekommen.

Drittens ist Deutschland in der Gesamtheit aus Staat, Unternehmen und Privathaushalten international ein Nettogläubiger. Das heißt, der Zinsrückgang belastet Deutschland im Aggregat. Daher die landläufige Klage über die „Enteignung der Sparer. (Wie stark die Belastung genau ausfällt, hängt freilich vom deutschen Investitionsportfolio ab). Die These, Deutschland habe wegen der niedrigen Zinsen auf deutsche Staatsanleihen von der Euro-Krise profitiert, ist also nicht haltbar.

Fazit: Es gibt viele Gründe dafür, dass Deutschland sich für die Eurozone engagiert. Dass Deutschland zu den großen Gewinnern des Euros zählen würde und fairerweise - als Kompensation für die vermeintlichen Verlierer - diese Gewinne mit anderen Mitgliedstaaten teilen sollte, gehört nicht dazu.

Der Text auf dieser Seite ist ein Vorabdruck des Buches „Der Odysseus-Komplex: Ein pragmatischer Vorschlag zur Lösung der Eurokrise“. Verfasst haben es der Präsident des Münchner Ifo-Instituts Clemens Fuest und der Münsteraner Ökonomieprofessor Johannes Becker. Es erscheint am 20. Februar im Carl Hanser Verlag in München. Preis: 24 Euro.

[Zur Homepage](#)

Quelle: F.A.S.

151,48

- [OPINION](#)
- [COMMENTARY](#)

Vladimir Putin's German Friends in High Places

A major party's leadership is stacked with politicians unconcerned about Russia. They could win the election.



Frank-Walter Steinmeier (left) and Sigmar Gabriel in Berlin on Jan. 27. PHOTO: EUROPEAN PRESSPHOTO AGENCY

By **JOHN VINOCCUR**

Feb. 13, 2017 3:36 p.m. ET

[2 COMMENTS](#)

Germany has chosen a new federal president. And it's someone whom, a year and a half ago John McCain, the U.S. senator, described as belonging to the "Neville Chamberlain school of diplomacy."

Frank-Walter Steinmeier, elected Sunday by an assembly of national and regional delegates to take the president's traditional role as a moral arbiter starting March 18, had been Angela Merkel's Social Democrat foreign minister. Chamberlain, whose name is eternally linked to the word appeasement, agreed in 1938 as Britain's foreign secretary to abandon a part of Czechoslovakia to Nazi control.

Sen. McCain made his devastating remark in 2015 after Mr. Steinmeier complained on a visit to Washington about Republican lawmakers undermining talks with Iran on its nuclear program. "The foreign minister of Germany is the same guy that refuses, in his government, to enact any restrictions on Vladimir Putin, who is slaughtering Ukrainians," the senator said. "He has no credibility."

In particular, Mr. Steinmeier has a strong reputation in Germany and beyond for his eagerness to accommodate Russia. Sigmar Gabriel, the Social Democrat member of Ms. Merkel's grand-coalition government named as the new foreign minister, shares that friend-of-Russia track record.

Together as cabinet ministers, the two argued in favor of the European Union starting to ease its sanctions against Moscow—while Ms. Merkel insists that Russian troops leave Ukraine first. Mr. Steinmeier, who pays lip service to trans-Atlantic ties, mocked NATO maneuvers in Eastern Europe last summer as useless parading to provoke Russia. "The impression must not be given, even in theoretical terms," Mr. Gabriel has warned, "that we're playing with military options" to confront Russian aggression.

This used to not matter as much. Until late last year, a fourth Merkel term wasn't threatened by the prospect of a Social Democratic campaign pledge to make Germany a "mediator" between America and Russia.

Then a factional dispute within the Christian Democrats left the chancellor embarrassingly exposed and stuck with confirmation of Mr. Steinmeier's presidential candidacy. Now, a surge in polling is demonstrating the Social Democrats' chances of winning the chancellery with the nomination of Martin Schulz, the former president of European Parliament and a perceived candidate of change.

With his own party having endorsed Ms. Merkel's much-disliked choices on Muslim immigration, Mr. Schulz's popularity comes attached to a situation instead where Donald Trump's pro-Putin bent makes America very much less a guarantor of the integrity of the West.

In his first lengthy interview with the German press, Mr. Schulz described Mr. Trump's goal as "splitting Europe apart and shattering the European internal market." Not a word about Mr. Putin, who incontestably seeks the destruction of the West's postwar order.

How did the Germans get here, accepting a new president who talked in August about working "hand in hand" with Russia to reconstruct Aleppo in a postwar Syria? Yes, martyred Aleppo—an area of Russian and Iranian crimes that Ms. Merkel says "must be punished."

The answer in part: A study by the Bertelsmann Foundation last March reported that a majority of Germans don't think that Russia is a military threat, don't support sanctions against Russia, and oppose German soldiers defending Poland or the Baltic states in the event that Russia attacks them.

Christian Lindner, chairman of the centrist Free Democratic Party and a possible Merkel ally, says Germany can wind up with a Social Democrat-led coalition of the left where the “only choice will be whether to get buried with your head or your feet facing Moscow.”

Excessive babble? For a supposedly nonpolitical presidency, Mr. Steinmeier is bringing a significant slice of his foreign-policy staff with him.

“This is an opportunity for Angela Merkel—and she knows it—as the last woman standing,” Joschka Fischer, a former foreign minister, told me. “She doesn’t have to reinvent her positions on Ukraine and Russia. But she has to reinvent how she represents herself. There has to be greater personal engagement. The kind that reaches people.”

That means Ms. Merkel talking like Joachim Gauck, Mr. Steinmeier’s predecessor (and antithesis in ethos). At his swearing-in in 2012, Mr. Gauck said of the Germans: “Fear sometimes so diminishes our courage . . . to the point where we take cowardice for a virtue and regard running away as a legitimate political position.”

It’s time Ms. Merkel gets her gun. Unlike the American—or even Belgian!—fighter-bombers of the anti-Islamic State coalition, German aircraft keep out of harm’s way by flying reconnaissance missions. To make a point of who she is and where her Germany determinedly stands, the chancellor ought to send the Luftwaffe on full-risk raids over Syria.

Add for punctuation: a nudge by Ms. Merkel moving Donald Trump toward U.S. supply of lethal defensive weapons to Ukraine. In a less bewildered world, this weekend’s Munich Security Conference would be the right place to start pushing.

151,50

Kommentar

Das deutsche Target-Risiko

Die Target-Salden im Zahlungssystem der Euronotenbank steigen dramatisch. Deutschland sitzt dabei auf einer riesigen unsicheren Bilanzposition. Doch die EZB verharmlost das Risiko.

14.02.2017, von PHILIP PLICKERT

Weitgehend unbemerkt von der breiten Öffentlichkeit steigen die sogenannten Target-Salden im Zahlungssystem der Euronotenbanken. Sie divergieren aktuell stärker als auf dem Höhepunkt der Euro-Krise 2012. Auf 800 Milliarden Euro sind die Target-Forderungen der Bundesbank gewachsen, mehr als je zuvor. Geht es im derzeitigen Tempo weiter, steuert die deutsche Target-Position dieses Jahr auf die Billionengrenze zu. Umgekehrt liegt das Target-Konto vor allem Italiens immer tiefer im Minus, zuletzt mit 364 Milliarden Euro. Negative Target-Salden in drei- oder zweistelliger Milliardenhöhe haben auch Spanien, Griechenland und Portugal.

Wäre die Target-Statistik eine Ampel, viele Lichter würden rot leuchten, sagen die Kritiker. Denn die Target-Zahlen zeigen Kapitalflucht aus dem Süden an, etwa aus Italien mit seinem Bankensystem voller fauler Kredite. Aus der Europäischen Zentralbank dagegen heißt es beschwichtigend, es handle sich bei der Target-Entwicklung nur um einen technisch-statistischen Nebeneffekt des vor zwei Jahren begonnenen Anleihekaufprogramms. Alles kein Grund zur Sorge, so die Parole der EZB. Auch Vertreter der Bundesbank schließen sich ihr zum Teil an. Allerdings ist diese Erklärung nicht die ganze Wahrheit.

„Target“ ist das elektronische System zur Abwicklung grenzüberschreitender Zahlungen (Trans-European Automated Real-time Gross Settlement Express Transfer System). Darüber fließen Geldströme zwischen den Notenbanken des Euroraums. Vereinfacht gesprochen, bedeutet ein wachsender Negativsaldo, dass aus einem Land Geld abfließt. Bis zur Finanzkrise pendelten die Target-Salden aller Länder unauffällig um die Nulllinie. Erst mit der Finanzkrise schossen sie in die Höhe. Anfangs war der Grund, dass die Leistungsbilanzdefizite der Peripherieländer nicht mehr durch private Kredite gedeckt wurden. Dann kam Kapitalflucht aus dem Süden hinzu. Erst als EZB-Präsident Mario Draghi 2012 seine magischen Worte „whatever it takes“ zur Euro-Rettung sprach, stoppte die Kapitalflucht. Die Salden sanken.

Zahlen sind stark in Bewegung

Seit 2015 sind die Zahlen aber wieder stark in Bewegung. Italiens Target-Konto weist das größte Minus auf, Spanien folgt mit rund 330 Milliarden Euro, Portugal kommt auf 72 Milliarden Euro. Auf der anderen Seite haben Deutschlands Target-Forderungen seit Anfang 2015 um fast 300 Milliarden Euro zugelegt. Dreistellige Milliardenforderungen haben auch Luxemburg und die Niederlande.

Der umstrittene Anleihekauf ist nur der technische Anlass für die explosionsartig zunehmenden Salden, nicht der Grund. Wenn beispielsweise Italiens Notenbank von internationalen Banken, die in London sitzen und üblicherweise ein Konto bei der Bundesbank in Frankfurt führen, italienische Staatsanleihen kauft, dann überweist die Banca d'Italia neugeschaffenes Zentralbankgeld an die Bundesbank – und diese verbucht im Gegenzug eine Target-Forderung. Im Rahmen des Kaufprogramms haben die Notenbanken schon für 1,6 Billionen Euro Wertpapiere erworben. Etwa die Hälfte stammt von Verkäufern außerhalb des Euroraums mit Konto bei der Bundesbank. Rein technisch ist das EZB-Programm also Treiber der Target-Salden.

Deutschland sitzt auf einer riesigen fragilen Bilanzposition

Aber das ist nicht die ganze Geschichte: Die Banken und Fonds, die ihre italienischen Staatspapiere abstoßen, reinvestieren das erlöste Geld eben nicht in italienische Anleihen, Aktien oder andere Sachwerte. Stattdessen bunkern sie das Geld in Deutschland. Daher gibt es faktisch doch eine verdeckte Kapitalflucht aus den südlichen Krisenstaaten heraus – finanziert mit Bundesbank-Krediten. Und hinter dieser steht, wenn es schiefgehen sollte, der deutsche Staat, letztlich der Steuerzahler.

Vor kurzem überraschte EZB-Chef Draghi mit einem Brief an zwei italienische EU-Parlamentarier. Darin schrieb er, ein Land, das aus dem Euro ausscheide, müsse vorher seine gesamte Target-Schuld begleichen. Der Brief war als Warnung an die Fünf-Sterne-Bewegung gedacht, die für den Euroaustritt wirbt. Draghis Worte waren bemerkenswert, weil er erstmals offen von einem möglichen Euroaustritt eines Landes sprach, wohingegen er früher den Euro stets als „irreversibel“ bezeichnet hatte. Man darf aber fragen, ob Draghis juristische Position ökonomisch glaubwürdig ist: Würde Italien, falls es austräte, wirklich 364 Milliarden Euro Target-Schulden begleichen? Erhielte umgekehrt Deutschland bei einem hypothetischen Euroausstieg von den anderen Ländern 800 Milliarden Euro? Wohl kaum.

Realistisch ist eher, dass die Target-Salden im Falle eines Euroaustritts eines Landes weitgehend verloren wären. Deutschland sitzt auf einer riesigen fragilen Bilanzposition. Über Target, das wird der Öffentlichkeit verschwiegen, werden zudem Ausfallrisiken aus den Anleihekäufen vergemeinschaftet beziehungsweise Deutschland ans Bein geheftet. Target birgt großes Erpressungspotential und Verlustrisiken – anders als die verharmlosenden Erklärungen aus dem Eurotower suggerieren. Das Thema ist brisant, und die potentiellen Risiken sind so groß, dass sie mehr kritische Beachtung durch Öffentlichkeit und Politik verdient hätten.

Quelle: F.A.Z.

151,51

5 chiffres qui montrent l'urgence de réduire les dépenses publiques en France

Publiée le 14/02/2017 à 22:59

Michel Pébereau remet ce mercredi le rapport sur les dépenses publiques qu'il publie en tant que président d'honneur de l'Institut de l'entreprise. Il y montre l'urgence de les réduire. Quelques chiffres le confirment.

«Dépense Publique: l'état d'alerte». C'est le titre du rapport publié ce mercredi par l'ancien patron de BNP Paribas, Michel Pébereau, qui s'était déjà alarmé, en 2005, de la situation de la dette française. «Nos finances publiques sont dans un état alarmant. Ce constat, oublié par une partie de l'opinion, doit être placé au cœur du débat présidentiel de 2017», écrit-il. Quelques chiffres tirés de ce document très détaillé montrent effectivement l'impératif de réduire le train de vie de la sphère publique.

70 milliards d'euros: c'est le déficit de l'État en 2016. Ses dépenses nettes se sont élevées à 374 milliards d'euros et ses recettes nettes à 302 milliards. Les recettes de l'État ne couvrent donc que 80 % de ses dépenses. Le budget de l'État est déficitaire depuis 1974. Le régime général de la Sécurité Sociale est installé dans le rouge, ce qui nous distingue de tous nos grands voisins. «Les déficits publics moyens dans la zone euro et l'Union européenne sont structurellement plus faibles que celui de la France», note le rapport.

35% : C'était la part des dépenses publiques françaises dans le PIB au début des années 1960. Elle était de la moitié de la richesse nationale annuelle au début des années 1990. Elle dépasse ce seuil depuis 1991. En 2015, elle a atteint 57% du PIB, ce qui a placé notre pays au deuxième rang de l'OCDE derrière la Finlande. En moyenne, dans la zone euro, les dépenses publiques atteignaient 48,5% du PIB. La France est donc encore 8,5 points au-dessus, ce qui équivaut à de 185 milliards d'euros. «Entre 2010 et 2014, la France est le seul grand pays européen à avoir augmenté ses dépenses publiques (hors inflation), alors qu'elles ont baissé de 2 à 12 % ailleurs», insiste le rapport. Entre 2007 et 2015, la dépense publique a ainsi augmenté de plus de 250 milliards (passant de 991 milliards à 1 243 milliards).

3,3 points de PIB: c'est l'écart entre la France et la moyenne de la zone euro pour l'ensemble des dépenses de fonctionnement et les subventions, en 2014. Pour les dépenses sociales d'intervention (prestations sociales et transferts en nature), il est de 3,2 points de PIB. L'écart est plus faible s'agissant des dépenses d'investissement (1 point de PIB). Par rapport à notre principal partenaire, l'Allemagne, l'écart est particulièrement marqué pour les dépenses de fonctionnement (7 points de PIB) et dans une moindre mesure pour les prestations sociales et transferts en nature (2,5 points).

63%. C'était le taux de dépenses publiques en Suède entre 1986 à 1995. Le rapport se sert notamment de cet exemple pour montrer qu'une baisse «très significative est possible». Car elles sont revenues à 53,5% en 2000 pour s'établir à 50,5% du PIB en 2015. Au Canada, les dépenses publiques étaient en moyenne de 49% du PIB entre 1986 et 1995 ; elles sont revenues à 40 % en moyenne dans les années 2001 à 2010.

2150 milliards d'euros: c'est le niveau actuel de la dette française. Conséquence d'un déficit permanent, la dette publique française n'a cessé d'augmenter. Elle s'élevait à 12% du PIB en 1974, 20% en 1981, 50% en 1994 et atteint désormais 97% en 2016. Cette croissance semble inexorable. En 2003, la dette a dépassé les 1000 milliards. En 2014, elle a franchi les 2000 milliards. Fin 2016, elle est d'environ 2 150 milliards. Mécaniquement, elle augmentera tant que les déficits persisteront.

Conclusion: «une réduction de l'ordre de 7 à 8 points de la part des dépenses publiques (autour de 50 % du PIB) permettrait à la France, tout en résorbant son déficit structurel actuel (autour de 2% du PIB potentiel), de baisser son niveau de prélèvements obligatoires de l'ordre de 5 à 6 points», peut-on lire. Dit autrement dépenser moins permettrait de réduire le déficit, tout en diminuant les impôts. À moyen terme, une baisse de 10 à 11 points des dépenses publiques (autour de 46% du PIB, soit un niveau beaucoup plus proche de l'Allemagne) serait même d'ampleur à «combler le déficit entre la France et l'Allemagne en termes de prélèvements obligatoires (8,6 points) tout en maintenant l'équilibre structurel de ses finances publiques».

151,52

Le Point.fr, no. 201702

Société, mercredi 15 février 2017

Seine-Saint-Denis : "L'enclavement est en partie mental"

Propos recueillis par Clément Pétreault

Dépolitisation, frustrations, absence de sociabilité... Didier Leschi, ancien préfet à l'égalité des chances du 93, décrypte le département. Percutant.

La proximité de Paris est un facteur important de ressentiment car la Seine-Saint-Denis est dans une situation paradoxale. C'est le département d'Île-de-France où sont créés le plus d'emplois, mais les entreprises nouvellement arrivées ne recrutent pour ainsi dire pas dans le bassin d'emploi où elles sont implantées. C'est ce qui se passe, par exemple, à la Plaine-Saint-Denis, qui est l'équivalent du quartier d'affaires de la Défense dans le nord de Paris. La distance qui sépare ce qu'il y a de plus riche et ce qu'il y a de plus pauvre dans ce pays se mesure en stations de métro. Cela génère, fort logiquement, une très grande frustration sociale, en particulier chez ceux qui s'en sortent le moins : les garçons.

On le voit dans les statistiques de l'Insee, une partie des garçons commence à décrocher au collège. Cela s'accroît au lycée. Selon la composition et l'origine des familles, les mécanismes de rattrapage diffèrent. Dans de nombreuses familles subsahariennes par exemple, la réussite scolaire des garçons n'est pas suffisamment valorisée pour empêcher les décrochages. Cela entraîne des conséquences dramatiques pour les filles. Je m'explique. En Seine-Saint-Denis, les jeunes garçons dominent l'espace public : le trafic de drogue, exclusivement masculin, est tenu par des décrocheurs scolaires. D'autres jeunes en échec vont se tourner vers la religion pour donner un sens au rejet de cette société qui ne leur permet pas de trouver leur place. Sauf que la religion propose, à travers la réislamisation massive, de maîtriser le corps de la femme et de le cacher. Les filles réussissent mieux à l'école, mais elles sont aussi plus souvent victimes de cette occupation masculine de l'espace public. L'égalité homme-femme dans les quartiers, c'est compliqué.

Il existe des travaux de sociologues sur cette question, mais, oui, très nettement, on assiste à un empilement des frustrations : non-réussite scolaire, éviction du système, difficulté à trouver des maîtres d'apprentissage, rapport à la sexualité compliqué, déchiré entre la pornographie et une image très traditionaliste de la femme... Ce regard ambigu sur la femme explique en partie pourquoi beaucoup de filles peuvent avoir envie de se voiler pour se protéger. Tout cela est tragique.

Lorsqu'il y a enclavement, il n'est pas nécessairement lié à l'absence de transports. L'enclavement est en partie mental. Il peut effectivement y avoir chez certains jeunes un sentiment de malaise lorsqu'ils passent le périphérique. Allez à Aubervilliers. Cette ville qui est aux portes de Paris est l'une des plus pauvres de France, vous verrez que l'on est au cœur de cette friction. Contrairement à l'image que l'on s'en fait, la Seine-Saint-Denis est très irriguée par les réseaux de transports publics. Métros et RER permettent à une partie de la jeunesse de se retrouver dans le cœur de Paris, comme c'est le cas dans le quartier des Halles. Dans l'autre sens, le trafic de stupéfiants génère un flux de personnes important. Le trafic de drogue, c'est un transfert de richesses du cœur riche de l'agglomération vers sa marge pauvre.

L'absence de travail, liée au faible niveau de qualification, empêche d'accéder aux lieux de travail qui sont des lieux de la mobilité. Mobilité affective, sociale, professionnelle... Cette absence de sociabilité au-delà du pied d'immeuble génère les mécanismes d'enfermement personnel.

Il y a chez les jeunes des quartiers une fascination pour le marché et la petite entreprise. Ils sont très libéraux. Le deal, c'est de la petite entreprise. L'idéologie libérale leur plaît, car elle répond à une envie d'argent facile, à l'idée que l'on va pouvoir trouver la martingale pour s'enrichir vite, loin des modèles promus par les pouvoirs publics qui encouragent l'accès à la fonction publique ou à l'emploi parapublic avec le secteur associatif. Ces deux secteurs ne font pas rêver, car ils sont bien modestement rémunérés par rapport aux icônes du libéralisme. Ce phénomène ancien s'accroît avec la mondialisation. Le must des vacances de beaucoup de jeunes de Seine Saint-Denis, c'est le Qatar. Prendre l'A380 pour rejoindre un pays du Golfe, c'est le top du top. Ces pays qui mélangent mondialisation clinquante et valeurs morales archaïques leur plaisent. C'est finalement la projection heureuse de ce qu'ils vivent tristement ici : le commerce ne marchera jamais au point d'en faire des millionnaires et il y a une résistance d'une partie de la société au traditionalisme religieux.

Et ce qui domine dans la réislamisation, c'est le retrait de la vie sociale

Je suis peut-être vieille école, mais pour moi, le collectif, la confrontation d'idées entre personnes est ce qui rend possible la sociabilité. Il y a une perte de la sociabilité évidente due à l'effondrement du mouvement ouvrier. On parle des « quartiers populaires »... mais il y a beaucoup de quartiers populaires sans peuple, au sens politique du terme ! Il n'y a plus de structuration collective pour prendre en charge la vie en société de manière positive. « Le peuple » n'est pas une masse informe, c'est un ensemble de traditions et une dynamique porteuse d'espoir. Ici nous sommes face à un phénomène pris dans une dynamique régressive aux dépens d'une émotion légitime. Prenez l'exemple de la manifestation de samedi qui a dégénéré à Bobigny. Au fond, ceux qui vont détruire, c'est ce que Marx appelait *lumpen*, « une partie du prolétariat trop misérable pour prendre conscience de sa condition et se rallier à la révolution ». Il manque donc des militants pour transmettre une politisation.

Ces manifestations qui dégénèrent ne peuvent que renforcer la frange la plus réactionnaire de l'électorat, mais je pense que ceux qui font l'émeute n'ont pas conscience du coup politique. Leur démarche se joue clairement en dehors de tout intérêt collectif. Il y a 30 ou 40 ans, la politisation était telle que les manifestations auraient eu lieu dans Paris, en direction du pouvoir. Là on manifeste à Bobigny, sur son territoire. Aujourd'hui, ce qui peut ressembler à un embryon de mouvement politique n'est pas suffisamment structuré pour empêcher sa marge de le dénaturer. C'est assez symptomatique de ce qui se joue souvent en Seine-Saint-Denis : beaucoup d'initiatives positives éclosent. Mais parfois ces espoirs se fracassent, car la marge y est plus importante qu'ailleurs et insuffisamment politique pour être porteuse de progrès. Lorsque l'on brûle des voitures à Bobigny, on brûle des véhicules des catégories sociales les moins riches. C'est bien la preuve d'une absence de vision et de réflexion sur le collectif. Cette dynamique est portée par de très jeunes hommes hermétiques à la raison politique. Lorsque le sentiment de révolte n'arrive plus à être tourné vers un idéal, l'idée même de collectif disparaît. Et la religion devient le reflet d'un monde sans politique. Car parmi les rares choses qui perdurent dans certains quartiers très marginalisés, il y a des associations religieuses de type salafiste. Et ce qui domine dans la réislamisation, c'est le retrait de la vie sociale.

Nous sommes face à une situation paradoxale. L'État a beaucoup investi, déployé des réalisations concrètes, des rénovations... sans que cela ne permette de faire retomber les tensions. Ce qui a été fait devait l'être, mais cela ne résoudra pas tout. Au fond, le problème n'est pas l'abandon. Le problème vient du fait qu'aucun investissement guidé par le haut ne pourra compenser l'absence d'un mouvement provenant de la base. Une société civile articulée à un État -- même jacobin --, ça fonctionne. Un État qui met des moyens, mais sans aucun répondant en bas, c'est qu'il y a quelque chose qui ne fonctionne pas. L'État essaye de compenser l'absence de mouvement autonome dans la société civile avec des lois. C'est le cas avec la loi Lamy qui prévoyait d'instaurer des conseils citoyens. La mobilisation citoyenne ne peut fonctionner qu'avec des ressorts

internes. Ces ressorts étaient auparavant animés par les partis politiques, les syndicats, le christianisme social et toute une série de mouvements qui mobilisaient la société. Mais le PS n'a pas remplacé le PCF et les salafistes n'ont pas remplacé la Jc... Plus rien ne soutient, ne critique ou ne transforme les politiques publiques mises en place par l'État. Pour les élus, c'est préoccupant. Ils sont « mal élus », par une part infime du corps électoral dans des villes où une grande partie de la population ne bénéficie pas du droit de vote.

Le problème n'est pas de s'émouvoir, mais de s'interroger sur les mécanismes que l'on a mis en place. Prenons par exemple le droit opposable au logement. Son application stricte impose la prise en charge prioritaire des plus démunis dans les logements vides. Sauf que les familles les plus démunies sont très souvent des familles issues de l'immigration ou des familles qui ont des difficultés parce qu'elles ont beaucoup d'enfants. Si vous les installez dans des logements vides dans des zones peu attractives, vous accélérez l'homogénéité sociale. Il faudrait avoir le courage de s'interroger sur ces mécanismes.

Le divorce entre jeunes et police ne se limite pas aux banlieues et ne date pas d'hier

En Seine-Saint-Denis, l'un des tout premiers bassins d'emploi, c'est Roissy. On ne peut pas faire mieux comme bénéficiaire de la mondialisation. Le rêve de beaucoup de jeunes, c'est d'être embauché sur la plateforme de Roissy. La RATP est l'un des premiers recruteurs de la Seine-Saint-Denis. Là aussi, c'est la proximité de Paris qui permet cela. Ce que dit Guilluy est vrai, j'y ajouterais en complément l'effet de frustration dont nous parlions tout à l'heure. On peut être davantage frustré de voir passer le train de la mondialisation sous son nez que de le savoir passer loin de chez soi...

Le divorce entre jeunes et police ne se limite pas aux banlieues et ne date pas d'hier. Sauf qu'auparavant la défiance était politisée et donc canalisée. Aujourd'hui, cette dimension critique s'est effondrée, tout comme la légitimité accordée à l'institution. Paradoxalement, et on les entend peu, il y a beaucoup d'habitants des quartiers qui aimeraient bien voir plus de police chez eux. Les populations asiatiques ou encore des petits copropriétaires qui voient la valeur de leur bien s'effondrer à cause d'un trafic de drogue au pied de l'immeuble...

Non. Les policiers savent depuis très longtemps qu'il faut faire très attention avec les modes d'intervention. Ils savent qu'ils ont interdiction de poursuivre des jeunes en mini-moto, de peur de créer des accidents. Sauf que dès qu'il fait beau, les mini-motos sont de sortie, ça fait un bruit d'enfer, et à la fin de la soirée, les voisins sont au bord du craquage. Une partie de la population réclame des interventions de la police, mais elles ne se font pas de peur de créer un accident. Le seul moyen d'empêcher cela est de repérer où sont stockées les mini-motos la nuit et les saisir pendant qu'elles ne roulent pas... Il est illusoire de croire que l'ensemble de la population a de mauvais rapports avec la police. Simplement, il existe sur un même territoire des attentes contradictoires. Les choses évoluent. On voit des mairies communistes réclamer plus de policiers, des enseignants demander un agent à la porte du collège, des demandes proprement inimaginables il y a vingt ans. Une partie de la jeunesse cherche à se confronter à la police, car, d'une certaine manière, la police, c'est leur seule aventure, le seul piquant de leur existence.

Dernier ouvrage paru, Misère(s) de l'islam de France , Didier Leschi, éditions du Cerf.

151,55

Ces musulmans des quartiers sous la pression de l'islam radical

Dans certaines villes de banlieue, un contrôle social agressif incite la communauté musulmane à respecter les rites et les codes d'un islam rigoriste. Des résistances s'organisent.

LE MONDE | 17.02.2017 à 06h36 • Mis à jour le 17.02.2017 à 11h30 | Par Louise Couvelaire

Réagir Ajouter

Dans le salon de son appartement d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), à la décoration « *un peu arabisante* », sourit-elle, Nadia Benmissi peste contre les « *intellos* ». Les uns, estime-t-elle, tout en servant une part de galette des rois et une bolée de cidre, pêchent par angélisme, au nom du sacro-saint multiculturalisme. Et ne prennent pas la mesure de la « *gangrène* » islamiste. Les autres ont une fâcheuse tendance à la caricature, à tout confondre, à assimiler tous les musulmans à des salafistes. Elle, qui se sent « *Française avant tout* » et « *citoyenne de culture musulmane ensuite* », ne trouve pas sa place dans ces discours, ni dans les pages des livres.

Cette féministe revendiquée, fondatrice du collectif des Femmes sans voile d'Aubervilliers, n'a pas encore pris le temps d'ouvrir *Une France soumise* (Albin Michel, 664 p., 24,90 euros), publié mi-janvier. « *Les intellos comme lui n'accordent aucune place aux gens comme nous* », fulmine-t-elle. « *Lui* », c'est Georges Bensoussan, l'un des coauteurs de l'ouvrage, docteur en histoire détaché auprès du Mémorial de la Shoah. En 2002, il avait collecté les témoignages d'enseignants dans *Les Territoires perdus de la République* (Ed. Mille et Une nuits), souvent anonymes, qui s' alarmaient du comportement inquiétant dans les quartiers populaires de certains élèves, sexistes, islamistes, antisémites. Un livre qui avait fait date, à défaut de trouver alors un public.

Quinze ans plus tard, *Une France soumise* durcit le trait. En donnant la parole, cette fois, à des médecins, assistants sociaux, policiers... Ce nouveau recueil de témoignages, anonymes pour la plupart, se veut démonstratif : des pans entiers de la République subiraient désormais le joug de l'islam radical. Certains territoires seraient désormais « *interdits* » et les musulmans modérés feraient « *souvent part de leur admiration pour ces "salafis", ces personnes pieuses qui montrent l'exemple, qui ont le courage de vivre selon les principes édictés par le Prophète* », comme le soutient, dans l'ouvrage, une fonctionnaire territoriale.

Ces deux affirmations font bondir Nadia Benmissi. Et elle n'est pas la seule. Elle ne conteste pas l'offensive salafiste. Elle qui s'est fait traiter de « *mécréante* » dans la rue parce qu'elle ne portait pas le voile ou qui s'est vu reprocher par un jeune homme, à la sortie d'un supermarché, d'acheter des yaourts non halal. Mais elle refuse que l'on ignore tous ceux qui, comme elle, résistent à cette offensive. Ceux qui sont à la fois les premières cibles de la vague islamiste et aussi le premier rempart. Tous ceux qui, sur le terrain, organisent peu à peu des formes de « *microrésistances* », selon l'islamologue Rachid Benzine.

« Les jeunes mettent la pression »

« *Vous pouvez vous promener en minijupe et manger un sandwich au jambon pendant le ramadan, il ne vous arrivera rien !*, nous affirme Nadia Benmissi. *En revanche, si vous êtes d'apparence maghrébine, vous aurez des problèmes. Car ce sont les musulmans que les salafistes veulent soumettre. Mais aujourd'hui, les Maghrébins se réveillent.* »

« *S'il s'agissait simplement de lutter contre les barbus dans les mosquées, ce serait plus simple*, souligne Nadia Remadna, 53 ans, fondatrice, en 2014, de la Brigade des mères, à Sevran (Seine-Saint-Denis). *Mais on ne sait pas qui mène la danse dans les quartiers. Ce sont surtout des jeunes qui passent et mettent la pression.* » Sur les femmes comme sur les hommes.

Alors qu'il déjeunait tranquillement à la terrasse d'un café du centre-ville de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), pendant le ramadan avec un ami « *blanc* », Medhi (le prénom a été changé), la trentaine, entend soudain des cris venant d'une voiture arrêtée au milieu de la rue. Deux jeunes s'adressent « *uniquement* » à lui et l'insultent – « *mécréant* », « *mauvais musulman* » – avant de redémarrer aussi sec. « *J'ai une gueule de musulman mais je n'en suis pas un, tempête-t-il. Et même si j'en étais un, qu'on me foute la paix !* » C'est ce que le patron d'un restaurant, situé à quelques dizaines de mètres du café où s'est déroulée cette scène, a répondu à une bande de jeunes en kamis (vêtement long porté par les hommes) venus lui demander, en 2016, d'arrêter de vendre de l'alcool dans son établissement.

A Saint-Denis, comme ailleurs dans certaines banlieues, ce type de comportement se multiplie, nourri par une propagande omniprésente. Dans une librairie musulmane du centre-ville de Saint-Denis, par exemple, les étagères sont remplies de livres pour enfants (la vie des prophètes en dix volumes, le Coran pour les plus jeunes...) et d'ouvrages du type coaching de couple. *J'aime mon mari*, par exemple, dresse ainsi la liste de « *57 procédés pour raffermir l'amour de ton mari* », parmi lesquels « *Satisfais ses désirs* », « *Sois à son service* », « *Ne hausse pas la voix sur lui* », « *Parle-lui de sa personne* », « *Prononce souvent le mot "oui"* »...

« Guerre de religion interne »

Au rayon philosophie de l'islam, l'œuvre complète du prédicateur [Tariq Ramadan](#), réputé proche des Frères musulmans. C'est à peu près tout. Impossible de trouver des auteurs tels que [Mohammed Arkoun](#), historien de l'islam et philosophe, à l'origine du dialogue interreligieux, ou [Abdelwahab Meddeb](#), islamologue et essayiste plaidant pour un « *islam des lumières* ». « *Mais on peut vous les commander* », suggère le vendeur, la mine contrite, avant de proposer un choix d'une autre veine : Maurice Bucaille, l'ancien médecin français du roi Fayçal d'Arabie, selon qui seul le Coran est compatible avec les théories scientifiques modernes.

A quelques encablures, dans une boutique de vêtements communautaires pour femmes, la vendeuse, une jeune femme vêtue d'un jilbab noir, propose quant à elle une longue robe noire bordée de sequins... pour une petite fille de 8 ans. Ainsi qu'un large choix de foulards de multiples couleurs. « *Si elle prie et qu'elle va à l'école coranique, il lui en faut un* », conseille-t-elle.

« *C'est une guerre de religion interne à l'islam*, explique l'islamologue Mathieu Guidère. *Une guerre dans laquelle différents courants doctrinaux radicaux sont en compétition pour convertir les fidèles. Difficile pour eux d'y échapper.* » Ils sont de plus en plus nombreux à résister. A l'instar de ces fidèles de la métropole de Lyon. En 2014, un groupe de jeunes intégristes mené par un leader, lui, de 54 ans a tenté de noyauter la mosquée de la commune d'Oullins. Distributions de tracts devant la porte, prise à partie des fidèles, occupation en bande des premiers rangs, réflexions irrespectueuses envers les personnes âgées... Les fidèles ont fini par se poster à l'entrée de la mosquée pour leur en interdire l'accès. « *C'était des gamins barbus et agressifs qui se prenaient pour des savants*, se souvient Ahmed Belhay, de l'Association d'orientation islamique de la mosquée d'Oullins. *Au début, nous avons essayé de régler le problème en discutant avec eux, mais ils n'écoutaient rien, ils étaient totalement fermés au dialogue. Nous avons donc pris la décision de nous en débarrasser.* »

Les responsables de la mosquée [ont porté plainte](#) en s'appuyant sur les articles 31 et 32 de la [loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat](#), qui prévoit une contravention pour « *violation de la liberté du culte par menaces, voies de fait ou violences* ». Une première. En 2015, l'association a obtenu la condamnation –

symbolique (1 500 euros d'amende) – du meneur et n'a plus jamais revu ses troupes. « *Même si ça n'est pas facile, avec ces gens-là, il faut rester mobilisé et être ferme* », poursuit Ahmed Belhay.

L'année suivante, en 2016, c'est la mosquée du quartier de La Duchère, à Lyon, qui a fait l'objet d'une offensive intégriste. « *Il s'agissait d'un groupe de jeunes du quartier d'obédience salafiste qui ne voulait pas d'un imam prêchant en français* », raconte Abdelkader Bendidi, président du conseil régional du culte musulman Rhône-Alpes. Lorsqu'un jour, les jeunes ont essayé de vendre des vêtements islamiques devant l'entrée, le président de l'association de la mosquée a appelé la police, puis a porté plainte. « *La communauté s'est mobilisée pour refuser leur diktat, nous avons fait voir que nous étions là, le préfet et l'Etat ont suivi, et [ces jeunes] sont partis.* »

« *La première génération regardait vers le bled, la seconde vers la République, la troisième, elle, est dans une quête identitaire*, analyse l'islamologue Rachid Benzine. *Ces déchirements internes à la communauté se retrouvent dans les familles, à l'école... La pression du groupe s'exprime désormais par le biais du religieux.* » « *Ce ne sont pas forcément les hommes qui voilent les femmes*, souligne Nadia Remadna, de la Brigade des mères. *Aujourd'hui, beaucoup de femmes choisissent le voile pour exister, avoir une place dans le quartier, un statut. Les garçons aussi subissent cette pression sociale et veulent montrer qu'ils sont de bons musulmans.* »

« Phénomène de mode »

Il a fallu plusieurs semaines à Scander B., 15 ans, pour oser résister. En classe de seconde dans un lycée public du quartier de Saint-Martin, à Montpellier, il est croyant mais peu pratiquant. Et depuis peu, il voit ses copains d'enfance embrasser de nouvelles pratiques religieuses. En 2016, pendant le ramadan, il a fini par se sentir obligé de se cacher pour manger la journée. « *Ils m'ont assuré qu'ils faisaient le ramadan depuis l'âge de 8 ans, mais je ne les ai jamais vus le faire* », raconte l'adolescent. Soutenu par son père, il s'est décidé à leur avouer qu'il ne le faisait pas. A ceux qui se sont étonnés, il a rétorqué, sûr de lui : « *Cela ne te regarde pas, c'est entre Dieu et moi.* » « *Les garçons font le ramadan, les filles se voilent en sortant des cours... Ce ne sont pas tant les parents qui ont changé mais les jeunes* », constate-t-il. Pour l'ex-mufti de Marseille, Soheib Bencheikh : « *C'est devenu un phénomène de mode, un courant, un mouvement lié à la bravoure, à l'idée d'être fidèle à ses origines. Mais ça va passer...* »

A condition d'occuper à la fois le terrain et le débat. Y compris face aux organisations telles que l'Union des organisations islamiques de France (UOIF, l'une des principales fédérations musulmanes, proche de la mouvance des Frères musulmans) ou encore le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) qui, aux yeux de nombre de musulmans modérés, confisquent le dialogue en accusant d'islamophobie toute voix discordante.

Pour la première fois, le 18 décembre 2016, plusieurs associations et collectifs ont décidé de s'unir contre ce « *rouleau compresseur* », comme l'appelle Nadia Benmissi. Femmes sans voile d'Aubervilliers, Brigade des mères, Observatoire de la laïcité de Saint-Denis... Munis de banderoles – « *La laïcité rassemble, le communautarisme divise* » –, ils étaient une vingtaine ce matin-là glacial à manifester leur colère devant la bourse du travail de Saint-Denis en scandant « *L'islamo-fascisme basta !* », « *So so so solidarité avec les laïcs du monde entier !* » A l'intérieur, se tenait un meeting sur le thème « *Islamophobie et xénophobie à l'heure de la présidentielle* ». L'événement rassemblait notamment des membres du CCIF et de la Ligue des droits de l'homme, qui dénoncent « *le racisme d'Etat* ». Un premier pas seulement dans le but « *de montrer qu'on existe* », martèle Nadia Redmana, qui travaille actuellement à la mise en place d'un réseau de réflexion axé sur « *la prise de conscience* » du danger de l'islam radical.

Contre-arguments 100 % halal

« *Les mouvements minoritaires sont toujours les plus organisés*, analyse Rachid Benzine. *De plus, entrer dans le débat avec eux, c'est entrer dans un débat religieux et la plupart de ceux qu'on appelle*

les modérés n'ont pas les moyens théologiques et historiques de le faire. » Il ne suffit pas de marteler « l'islam, c'est la paix et la fraternité » pour convaincre. « Tariq Ramadan occupe un créneau unique, souligne Mathieu Guidère. Les intellectuels qui lui font face sont laïcs. Or, pour être entendue et efficace, la parole "modérée" devrait émaner d'un intellectuel qui se réclame de l'islam. »

Abdelali Mamoun, ex-imam d'Alfortville, en a conscience. Avec son livre *L'islam contre le radicalisme* (Cerf, 224 p., 19 euros), il propose un « *manuel de contre-offensive* », comme l'indique le sous-titre, destiné à donner des clés et des contre-arguments 100 % halal à tous ceux – parents, famille, amis, imams, associatifs, éducateurs... – qui veulent contrecarrer le discours des intégristes. Sourates à l'appui.

Comme l'a fait Aminata Jacob, 46 ans, résidente à Drancy (Seine-Saint-Denis) et responsable d'une association de médiation sociale et culturelle, lorsque son fils de 10 ans a exigé qu'elle fasse le ramadan. « *Ses copains lui avaient dit que j'étais une mauvaise musulmane car je m'habille à l'occidentale et je ne fais pas le ramadan...* », raconte-t-elle. Pratiquante, elle connaît le Coran par cœur et s'est donc rendue chez les parents des sept copains en question : « *Je leur ai demandé de me citer les sourates prouvant que j'étais une "mauvaise musulmane"* » ; aucun d'eux ne savait quoi répondre. *Moi, si ! Ça les a calmés et depuis, je suis respectée, car je sais de quoi je parle. »*

Avec une quinzaine d'amis, cela fait deux mois que Mohand Dehmous, 70 ans, retraité parisien, planche sur l'idée d'une association destinée à occuper le débat public. L'objectif ? Faire émerger la parole d'intellectuels musulmans tels que l'ancien mufti de Marseille Soheib Bencheikh. « *Ce sont des érudits comme lui qui peuvent populariser une lecture rationaliste de l'islam et démystifier un certain nombre de croyances et pratiques basées sur des dogmes absurdes* », explique le retraité. Le projet est ambitieux : « *Entre le salafisme et le populisme, j'ai moi-même encore du mal à construire une pensée efficace* », confie Soheib Bencheikh. Mais il reste optimiste : « *Nous sommes de plus en plus nombreux à nous investir, et ça va payer.* » Il en est convaincu.

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/religions/article/2017/02/17/ces-musulmans-des-quartiers-sous-la-pression-de-l-islam-radical_5080971_1653130.html#YR08QHY5KAIGWpHU.99

151,59

COMMENTARY

Investors Have Cause to Worry in France

Markets are noticing that an antireform candidate could win the presidency, and the results are ugly.

Bond markets are sending a message about this year's election. PHOTO: AGENCE FRANCE-PRESSE/GETTY IMAGE

By ROMAIN HATCHUEL

Feb. 16, 2017 3:23 p.m. ET

With France's presidential election still more than two months away, financial markets have already started pricing in the country's political risk. The spread between France's benchmark sovereign bond and its German equivalent hit a four-year high of 0.77% earlier this month, up from 0.3% in October.

Investors sense that the world's sixth-largest economy could be on the cusp of financial chaos, the repercussions of which may be felt far beyond its borders. But the signs of rising anxiety in the markets so far may still not reflect the full story. There are at least two reasons for great concern.

First, it is hard to envision any positive outcome from this election considering the current roster of candidates. The only two presidential hopefuls to show some common sense in their assessment of the country's main challenges are François Fillon, the former conservative prime minister, and Emmanuel Macron, the former center-left economy minister.

Alas, Mr. Fillon is mired in an ethics scandal that has significantly diminished his chances of even qualifying for the election's May 7 runoff.

As for the 39-year-old Mr. Macron, his polling numbers suggest he is benefiting from a combination of Mr. Fillon's troubles and a deeply divided Socialist-party majority. But his youth and smooth talk may not be enough for him to win the presidency as an independent candidate, given France's polarized political system.

Meanwhile, Marine Le Pen, the leader of the far-right National Front, and Benoît Hamon, the Socialist-party nominee, have made such absurd or outright dangerous promises that news of their election would create a panic among the country's creditors.

The other cause for concern is uncertainty over what any of these candidates would do once elected. France's leaders have long cultivated a tradition of political posturing when trying to get elected. They promise many things on the campaign trail, but govern in a very different manner.

Consider Ms. Le Pen's strange cocktail of nationalistic rhetoric and far-left economics. In addition to her anti-immigration stance, she has vowed to remove her country from the European monetary union and denominate France's sovereign debt in a new national currency—a move that surely won't sit well with global bond markets.

She also wants to bring the legal retirement age back to 60 years old, from the current age of 62, and boost several entitlement programs. This would further cripple the country's fiscal situation. Such unrealistic proposals make it almost impossible to predict what policies Ms. Le Pen would enact should she enter the Elysée Palace.

Mr. Hamon focuses on traditional French socialist-communist chestnuts. In his world, every French adult, employed or not, would be eligible for a monthly salary paid by the state, regardless of the considerable cost involved. He also promises a tax on robots to penalize companies that use machines instead of humans. Who knows what would be left of such fantasies if Mr. Hamon takes the presidency?

Mr. Macron, France's new political sensation, has sought to sever all ties with François Hollande's dismal record. Never mind that he was the president's economy minister until last year and a close adviser before that. Mr. Macron may pose as the antiestablishment candidate, but his resume is that of a quintessential career politician. And though he has been campaigning for months, he has yet to deliver a specific policy plan, sticking instead to platitudes in an effort to lure voters from all parts of the political spectrum. What he would do if elected is anyone's guess.

France's next president will inherit a country that has barely experienced economic growth in a decade and continues to suffer mass unemployment, with a 97.5% public-debt-to-GDP ratio that is one of the highest among developed economies.

A Le Pen or Hamon victory would likely trigger a massive selloff of France's sovereign debt and jeopardize the stability of the entire eurozone. Investors should keep a close eye on this potential time bomb.

Mr. Hatchuel is a managing partner of Square Advisors, a New York-based asset-management firm.

151,60

Le Figaro, no. 22559

Le Figaro, samedi 18 février 2017, p. 14

Débats

Nicolas Baverez

« Notre malheur est français et la solution aussi est française »

INTERVIEW

Bonavita, Marie-Laetitia

LE FIGARO. - Dans votre livre, vous allez jusqu'à appeler François Hollande « petit inspecteur des impôts », compte tenu du matraquage fiscal de son quinquennat. Il n'y a donc rien de bien à trouver à son bilan ?

Nicolas BAVEREZ. - La formule peut paraître dure, mais elle dit vrai. Le quinquennat de François Hollande est un naufrage sans précédent depuis 1958. La crise économique et sociale s'est accélérée, plaçant la France à la remorque de la zone euro. La paix civile a implosé sous les coups du terrorisme islamique, la France étant désormais le troisième pays au monde le plus touché par les attentats en dehors des zones de guerre, avec 230 morts et près de 800 blessés depuis le début 2015. La décomposition du système politique s'est emballée, faisant du Front national le premier parti de France. Au reste, François Hollande a dressé lui-même le constat de faillite de sa présidence en renonçant à se représenter.

Certes, tout ne relève pas de sa responsabilité. Pour autant, François Hollande a failli à sa mission en se révélant incapable d'être un chef et en discréditant l'autorité de l'État. Il reste entièrement comptable du choc fiscal qui a coupé la France de la reprise de la zone euro et du monde développé. Il a fait preuve d'une singulière inconséquence en poursuivant une politique de désarmement en matière de défense et de sécurité publique, alors même qu'il surexposait la France et les Français dans la légitime lutte contre le terrorisme.

En dehors du domaine militaire, la France est marginalisée en France et dans le monde.

Vous dénoncez le déni français à travers la mauvaise gestion économique du pays lors des quatre décennies écoulées. Ce déni s'adresse-t-il aux dirigeants politiques, ou aux Français ?

Les citoyens ne peuvent s'exonérer de leur part de responsabilité quand une démocratie est malade. Mais la démagogie de la classe politique française est première dans le déni qui s'est installé sur le décrochage de notre pays et sur les transformations du monde. Le système politique a mythifié le passé et nié le monde du XXI^e siècle, qu'il s'agisse de la mondialisation, de la révolution numérique, de l'augmentation en flèche des risques sur la sécurité intérieure et extérieure. Le passage à l'euro est emblématique : non seulement aucune conséquence n'a été tirée de l'impossibilité d'utiliser l'inflation et la dévaluation qui servaient de variables d'ajustement, mais on a plombé la compétitivité des entreprises et du territoire avec les 35 heures tout en utilisant le bouclier de la monnaie unique pour surendetter l'État.

Depuis 1981, les Français ne votent pas pour un programme de transformation mais pour chasser du pouvoir le président ou la majorité en place. La campagne de 2012 s'est réduite au choc de la démagogie sécuritaire et xénophobe de Nicolas Sarkozy contre la démagogie hostile à la finance, à l'économie de marché et à l'Europe de François Hollande.

Aujourd'hui, les Français estiment à 80 % que le pays est en déclin et qu'eux-mêmes sont en voie de déclassement, ce qui est vrai. Ils ont confiance dans la famille et l'entreprise. Ils ont pris conscience que l'État est le problème et non plus la solution, que les dépenses publiques et le nombre de fonctionnaires doivent diminuer pour que les impôts reviennent à un niveau acceptable.

L'élection de 2017 est décisive pour la France et pour l'Europe. Elle constitue la dernière occasion de redresser notre pays de manière pacifique et démocratique. L'enjeu, c'est la lutte entre le réformisme et le populisme.

La Ve République est-elle à bout de souffle ?

La Ve République fut conçue en 1958 pour gérer les chocs de l'histoire. Elle a été toutefois profondément dégradée par les révisions constitutionnelles successives. Son illibéralisme subsiste, avec des pouvoirs démesurés confiés au président et la faiblesse des contre-pouvoirs. Mais l'impuissance propre au régime des partis s'est réinstallée et a été verrouillée par le quinquennat et les primaires. Nos institutions servent désormais à protéger le président et l'État et à assurer l'impunité à leur irresponsabilité, au lieu de leur donner les moyens d'agir pour le redressement du pays. Le face-à-face morbide entre un État aboulique et des citoyens atomisés par la crise enracine le populisme.

Vous pointez l'État-providence, qui absorbe 630 milliards d'euros, soit 34 % du PIB. Comment expliquer les 6 millions de Français laissés pour compte et les 2 millions de jeunes sans aucune activité ou formation ?

C'est la preuve que l'État-providence est devenu ruineux au plan économique et inefficace au plan social. Le niveau des recettes publiques (54 % du PIB) et des prélèvements sur les entreprises (18 % du PIB) tue la croissance et l'emploi marchand. Avec pour conséquence l'installation d'un chômage de masse et le départ à l'étranger de Français, souvent les plus compétents et créatifs. Simultanément, la protection sociale ne parvient plus à enrayer les maux de notre époque : l'exclusion, la pauvreté des jeunes, la désintégration du système éducatif, les inégalités de statut entre les individus et les territoires. La priorité ne consiste pas à distribuer davantage d'allocations en fonction de critères administratifs, mais à permettre aux individus et aux familles exclus de reprendre pied dans le travail et la société. Cela passe par une flexisécurité du travail qui protège les personnes et non pas les emplois. Cela implique un travail personnalisé d'accompagnement des plus vulnérables.

Vous dites que la souveraineté de la nation est aliénée aux marchés et aux partenaires européens, notamment l'Allemagne. Les maux de la France sont-ils dus à la mondialisation et à l'Europe ?

Le surendettement est le chemin le plus sûr vers la paupérisation et l'esclavage. Car, contrairement à ce que prétendent les populistes, on finit toujours par rembourser ses dettes, soit à ses créanciers, soit par l'effondrement des revenus provoqué par la fermeture des marchés financiers.

La dette française jouxtera 100 % du PIB l'an prochain. Notre pays doit emprunter chaque année 180 milliards d'euros pour payer les fonctionnaires, les feuilles de soins, les pensions de retraite et les allocations-chômage. Cette dérive inouïe n'a pu perdurer que par le concours de circonstances du krach de 2008, qui a contraint les banques centrales à garantir des taux négatifs pour éviter une déflation mondiale. Mais l'élection de Donald Trump change la donne en relançant les déficits et l'inflation, déclenchant par là même une remontée des taux d'intérêt. La France court droit à la situation de l'Italie en 2011. Et la sortie de l'euro voulue par Marine Le Pen rendrait la situation désespérée en provoquant une dévaluation du nouveau franc de l'ordre de 40 %, une hausse du service de la dette de 30 milliards d'euros.

Le décrochage économique de la France n'est pas dû à la mondialisation, puisque la plupart des pays développés, comme l'Allemagne, le Royaume-Uni ou les États-Unis, ont renoué avec la croissance et le plein-emploi. Il n'est pas lié non plus à la zone euro, qui affiche de biens meilleurs résultats que la France en matière

de croissance, taux de chômage, déficit public et dette. Le malheur de la France est français et sa solution est aussi française.

Que deviendrait l'Europe avec l'arrivée de Marine Le Pen au pouvoir ?

L'élection de Marine Le Pen marquerait la fin de soixante années d'intégration européenne. Ni l'euro ni l'Union ne peuvent surmonter le ralliement de la France à un nationalisme et un socialisme extrêmes. Ce serait une tragédie pour la France, qui basculerait dans la grande pauvreté et la violence. Ce serait aussi une tragédie pour l'Europe, avec l'explosion d'une construction historique sans précédent dans l'histoire humaine, qui voit des nations s'unir autour de la liberté politique, de l'économie de marché et de la solidarité, et non pas de la domination impériale ou de l'occupation militaire.

L'Europe, que le Pape a comparée à une grand-mère, est-elle en train de sortir de l'histoire ?

Le pape François a raison. L'Europe est un continent vieillissant, riche et largement désarmé, entouré de peuples jeunes, pauvres et surarmés. Cette configuration est instable et dangereuse. D'autant que les quatre piliers sur lesquels elle s'est construite à la sortie de la Seconde Guerre mondiale se sont écroulés : résistance à l'Union soviétique, garantie de sécurité illimitée donnée par les États-Unis, couple franco-allemand, contournement du politique et du militaire par le marché et le droit.

L'Europe ne va pas sortir de l'histoire, mais il lui faut mettre à profit le soixantième anniversaire du traité de Rome pour la refonder. En la remettant au service de ses citoyens, et notamment de sa jeunesse, pour lui offrir des perspectives meilleures d'emploi, de revenu, d'intégration et de participation aux décisions. L'heure est aux réponses opérationnelles et non pas à de nouveaux traités, sauf pour créer une Union pour la sécurité dont les missions porteraient sur la lutte contre le terrorisme, la protection des infrastructures vitales et la reprise du contrôle des frontières du continent. L'Europe doit rester ouverte à l'immigration et aux réfugiés. Mais elle doit organiser cet accueil, et non pas le subir.

Comment la France doit réagir aux affrontements dans les banlieues, qui viennent encore d'avoir lieu la semaine dernière à Bobigny ?

La France compte, selon les chiffres officiels, 680 zones de non-droits. La violence s'inscrit au croisement de la déstructuration des populations et des territoires par la désertification économique et le chômage, de la propagation du radicalisme islamique, de la décomposition des fonctions régaliennes de l'État comme du système éducatif. La politique des quartiers s'est résumée au déversement d'argent public dans les logements ou les infrastructures et à la délégation du maintien d'une fausse paix civile aux islamistes. Il ne peut y avoir de réponse seulement sécuritaire pour les uns ou sociale pour les autres. La seule stratégie efficace est globale, à la fois économique, sociale, éducative, judiciaire et sécuritaire.

Sommes-nous en 1789 ou dans les années 1930 ?

Nous cumulons. La Révolution de 1789 a mis fin à l'Ancien Régime, miné par la crise endémique des finances publiques, le poids et l'injustice de la fiscalité, la paralysie de la société d'ordres face à l'émergence de la bourgeoisie. Elle s'explique uniquement par des raisons politiques intérieures et par l'incapacité de la monarchie à se réformer. De ce point de vue, nous sommes en 1788 : si nous continuons à différer les réformes, nous irons à la révolution.

La crise des démocraties et la montée de l'extrême droite dans les années 1930 furent le produit de la grande déflation, de la désintégration des classes moyennes, de la montée des risques sur la sécurité intérieure et extérieure, de l'incapacité de la classe politique à comprendre les bouleversements du monde et à leur apporter des réponses. Là encore, nous y sommes.

Il y a urgence aujourd'hui à endiguer la déflation, conjurer la tentation du protectionnisme, prendre au sérieux les menaces stratégiques, maintenir l'unité des démocraties, résister à la séduction maléfique des démagogues.

Les réformes préconisées par François Fillon vont-elles dans le bon sens ?

Dans l'attente du programme annoncé par Emmanuel Macron, François Fillon est le seul candidat à présenter aux Français un projet de redressement crédible de la France. Il lui faut, par-delà les mises en cause personnelles, faire la pédagogie de ce projet et obtenir un mandat clair des Français pour le mettre en oeuvre. L'objectif n'est pas simplement d'être élu ; il doit être de réunir les conditions politiques pour la modernisation à marche forcée de notre pays.

Existe-t-il une politique, comme le dit Emmanuel Macron, qui ne soit ni de droite ni de gauche ?

Il existe assurément, comme dans tous les moments critiques de notre histoire, une politique de la France qui va au-delà de la droite et de la gauche. Reste à savoir si Emmanuel Macron l'incarne. Il revendique sa dimension charismatique, voire christique. Mais dans les circonstances présentes, il ne suffit pas de se dire « en marche » . Il faut savoir où l'on va, avec qui et pour quoi faire. La France paie fort cher d'avoir cédé à l'illusionniste qui prétendait réenchanter le rêve français et dont Emmanuel Macron fut l'un des plus proches collaborateurs. Les Français ont le droit d'exiger de ceux qui prétendent présider à leur destin une cohérence entre la pensée, la parole et l'action.

151,64

„Unsere Stärke hilft allen“

Schäubles Chefvolkswirt verteidigt deutschen Exportüberschuss

Brüssel tut es, das Weiße Haus mittlerweile auch: Die Kritik daran, dass Deutschland mehr Waren ausführt als einführt, hält sich wacker. Hier kommen fünf Argumente dagegen. Ein Gastbeitrag.

23.02.2017, von LUDGER SCHUKNECHT

Soeben hat die [Europäische Kommission](#) Deutschland wieder einmal wegen der Rekordhöhe seines Leistungsbilanzüberschusses kritisiert, der sich 2016 ihren Berechnungen zufolge auf 8,7 Prozent des Bruttoinlandsprodukts (BIP) belaufen dürfte. Deutsche Unternehmen überschwemmen die Märkte mit deutschen Produkten, während deutsche Konsumenten und Touristen sich weigern, genug für andernorts hergestellte Waren und erbrachte Dienstleistungen auszugeben - so oder ähnlich wird die Geschichte erzählt.

Der Lösungsvorschlag? Die deutsche Regierung sollte mehr - je mehr, desto besser - für Investitionen ausgeben, wodurch die Nachfrage angeregt und Ungleichgewichte in der [Eurozone](#) und der Weltwirtschaft aufgelöst würden. Leider ist diese Diagnose so kurzsichtig wie ihr Gegenmittel.

Erstens nutzen starke wirtschaftliche Rahmendaten Deutschland und seinen Partnern gleichermaßen. Die Auffassung, die deutsche Wirtschaft sei einseitig und exportorientiert, ist schlicht falsch: Der deutsche Unternehmenssektor ist nicht nur der weltweit drittgrößte Exporteur, sondern auch der drittgrößte Importeur. Besonders intensiv ist der Handel mit benachbarten Volkswirtschaften, die eine starke industrielle Basis aufweisen, unternehmensfreundliche ordnungspolitische Rahmenbedingungen bieten und gut in die internationalen Wertschöpfungsketten eingebunden sind. Allein in Europa tragen deutsche Direktinvestitionen zur Sicherung der Arbeitsplätze von rund 3,5 Millionen Menschen bei, weltweit liegt diese Zahl bei 7 Millionen.

Rekordbeschäftigung sorgt für Nachfrage

Zweitens vollzieht sich die Anpassung schon durch die lebhaftere Inlandsnachfrage. Mit einem neuen Beschäftigungsrekord von fast 44 Millionen Erwerbstätigen wird der deutsche Arbeitsmarkt zunehmend enger. Unternehmen und Gewerkschaften, die Löhne und Gehälter frei von jeglicher Einflussnahme der Regierung aushandeln, haben die Reallöhne in den vergangenen Jahren beträchtlich erhöht. So lag der Anstieg im vergangenen Jahr mit 1,8 Prozent deutlich über dem Produktivitätswachstum oder dem Durchschnitt in der Eurozone. Diese Lohnsteigerungen haben in Deutschland zusammen mit dem starken Beschäftigungswachstum zu einer hohen Binnennachfrage geführt. Tatsächlich zeigen alle Prognosen eine abnehmende Entwicklung des deutschen Leistungsbilanzüberschusses.

Drittens sollten wir nationale Leistungsbilanzen nicht mit Ungleichgewichten innerhalb der Eurozone verwechseln. Tatsächlich sind bei der Wiederherstellung des Gleichgewichts der Leistungsbilanzen innerhalb der Eurozone beträchtliche Fortschritte erzielt worden. Strukturreformen in Ländern wie Spanien und Irland haben der Wettbewerbsfähigkeit und Ausfuhrleistung dieser Länder einen Schub verliehen und dazu beigetragen, den deutschen Überschuss im Verhältnis zur Eurozone auf rund 2 Prozent des BIP zu senken. Die deutschen Ausfuhren in den Rest der Welt (vorwiegend Maschinen, Elektronik, Kraftfahrzeuge und chemische Produkte) wurden durch den beträchtlichen Nachholbedarf von Schwellenländern in Asien und Lateinamerika gestärkt. Die deutsche Wirtschaft hat zudem erheblich von den niedrigen Öl- und Rohstoffpreisen der vergangenen Jahre profitiert, die den Leistungsbilanzsaldo seit 2015 um rund 1,5 Prozentpunkte ansteigen ließen. Diese Einflüsse klingen allmählich ab oder kehren sich um.

Viertens steigen auch die öffentlichen Investitionen stark. Eine solide Finanz- und Wirtschaftspolitik hat zusätzlich zur florierenden Wirtschaft beigetragen und der Regierung ermöglicht, die öffentlichen Investitionen in Infrastruktur, Forschung und Bildung deutlich zu erhöhen. Der Anstieg der öffentlichen Investitionen von 6,7 Prozent im vergangenen Jahr kann in einer voll ausgelasteten Volkswirtschaft kaum überboten werden. Ganz offenkundig gibt es keinen vernünftigen Grund für weitere staatliche Ausgabenprogramme. Dennoch wird Deutschland genau hierzu aufgefordert - unter Ausblendung aller konkreten empirischen Belege für das vernachlässigbare Ausmaß etwaiger Wachstumsimpulse auf Nachbarländer. Für das Sanieren von Brücken in Berlin oder den Bau von Schulen in Bremen werden nun mal nicht viele Einfuhren aus Portugal oder Griechenland benötigt.

Fünftens ist es wesentlich wichtiger, die Aufmerksamkeit auf den Leistungsbilanzüberschuss der Eurozone zu richten. Dieser belief sich 2016 auf rund 400 Milliarden Euro oder 3,7 Prozent des BIP. Die Geldpolitik der Europäischen Zentralbank bleibt ultralocker und der daraus resultierende niedrige Wechselkurs des Euros stärkt europäische Exporte. Ein schwacher Euro bedeutet aber auch, dass die Reallöhne europäischer Arbeitnehmer niedriger sind, denn man kann sich dadurch weniger ausländische Waren leisten. Und er verleitet zu Bequemlichkeit, da die Notwendigkeit politischer Reformen sowie von Innovationen und Investitionen weniger dringlich erscheint. Erfreulicherweise kommt die wirtschaftliche Erholung in Europa voran, das Wachstum liegt über dem Potential, die Arbeitslosigkeit sinkt, die Inflationsraten steigen. Dies sollte einen rechtzeitigen und umsichtigen Ausstieg der EZB aus ihrer aktuellen Geldpolitik erleichtern, wodurch wiederum der Euro gestärkt würde. Und ein stärkerer Euro würde den Handelsbilanzüberschuss sowohl der Eurozone als auch Deutschlands verringern.

Diese Entwicklung würde durch weitere politische Reformen - wachstumsfreundliche Konsolidierung, Sanierung des Bankensektors und Strukturreformen - befördert, die die wirtschaftliche Dynamik ankurbeln. Die Überwachung durch die EU-Kommission ist am besten geeignet, genau hier länderspezifischen Rat zu erteilen, auch an Deutschland. Die Möglichkeiten Deutschlands, seinen Leistungsbilanzüberschuss zu verringern, ohne sich selbst und anderen Schaden zuzufügen, sind jedoch begrenzt. Ganz gewiss sollten weder die Kommission noch andere Kritiker einen einzelnen Indikator des Verfahrens bei makroökonomischen Ungleichgewichten (das ursprünglich vor einem Verlust an Wettbewerbsfähigkeit warnen sollte) als Anlass für eine Kritik herausgreifen, die nicht durch die anderen Indikatoren gestützt wird. Diese Kritik nährt eine politisierte Debatte, die den Keim der Missgunst und Entzweiung in Europa und darüber hinaus sät. Konzentrieren wir uns lieber auf die Schlüsselaufgabe: die Stärkung der wirtschaftlichen Dynamik. Nur so werden wir Arbeitsplätze schaffen und ein ausgeglichenes Wachstum erzielen.

Ludger Schuknecht ist Chefvolkswirt im Bundesfinanzministerium. Zuvor war er leitender Mitarbeiter der Europäischen Zentralbank in Frankfurt und des Internationalen Währungsfonds in Washington.

151,66

Renewable energy

A world turned upside down

Wind and solar energy are disrupting a century-old model of providing electricity. What will replace it?



From the print edition | Briefing
Feb 25th 2017 | WILDPOLDSRIED

FROM his office window, Philipp Schröder points out over the Bavarian countryside and issues a Bond villain's laugh: "In front of you, you can see the death of the conventional utility, all financed by Mr and Mrs Schmidt. It's a beautiful sight." The wind blowing across Wildpoldsried towards the Alps lazily turns the turbines on the hills above. The south-facing roofs of the houses, barns and cowsheds are blanketed with blue photovoltaic (PV) solar panels. The cows on the green fields produce manure that generates biogas which warms the *Biergarten*, the sports hall and many of the houses where the 2,600 villagers live, as well as backing up the wind and solar generators in winter. All told, the village produces five times more electricity than it needs, and the villagers are handsomely rewarded for their greenness; in 2016 they pocketed about €6m (\$7m) from subsidies and selling their surplus electricity.

It hardly looks like the end of the world; but Mr Schröder, who works at Sonnen, an energy-storage firm, has a point. Many environmentalists want the world's energy system to look like Wildpoldsried's. And the things it is based on—subsidies for investment, very little spending on fuel, and moving electricity generation to the edge of, or off, the grid—are anathema to electricity markets and business models developed for the fossil-fuel age.

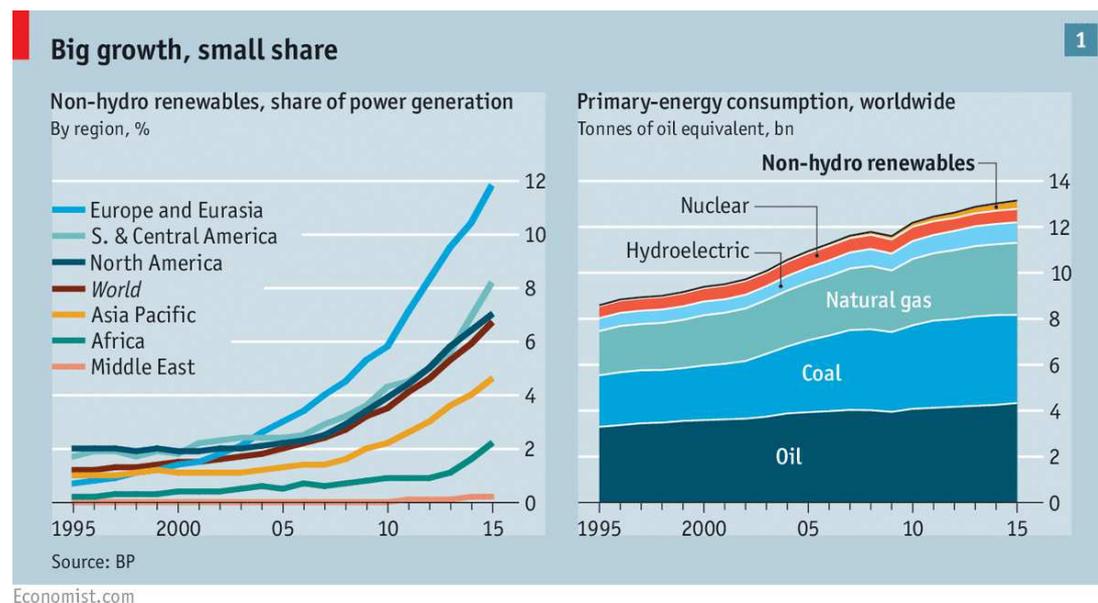
Few greens would mourn them. But the fall in utility revenues that comes with the spread of places like Wildpoldsried is not just bad news for fossil-fuel-era incumbents in the generation and transmission businesses. It is also becoming a problem for the renewables themselves, and thus for the efforts to decarbonise the electricity supply that justified their promotion in the first place.

In 2014 the International Energy Agency (IEA), a semi-official forecaster, predicted that decarbonising the global electricity grid will require almost \$20trn in investment in the 20 years to 2035, at which point the process will still be far from finished. But an electricity industry that does not produce reliable revenues is not one that people will invest in.

Less dear, still disruptive

The fight against climate change has seen huge growth in the "new" renewables, wind and solar power, over the past decade, both in developed countries and developing ones. In 2015 governments poured \$150bn into supporting such

investment, with America, China and Germany taking the lead. But Wildpoldsried is still very much the exception, not the rule. In 2015 such sources accounted for only 7% of electricity generated worldwide. Over 80% of the world's energy still comes from fossil fuels (see chart 1). In terms of reducing climate risks there is a long way to go.



The good news is that a decade of subsidy-driven growth has brought with it falling costs. Renewables are still on the pricey side in many places, but they are getting less so; in some places wind, in particular, is reasonably competitive. This suggests that their growth might soon need a lot less subsidy than it has attracted to date. Robust carbon prices would give renewables further advantages, but they have as yet proved hard to provide. The EU's emissions-trading scheme is a perennial disappointment: still, hope springs eternal, as witness a recent attempt to persuade the new American administration of the benefits of a revenue-neutral economy-wide carbon tax devoted to providing \$2,000 to every family of four in rebates.

But pushing renewables into the electricity market has had effects on more than their price; it has hit investment, too. In rich countries governments have imposed renewables on electricity systems that had no need for new capacity, because demand is in decline. Investment in supply beyond what the market required has produced gluts and pushed down prices. In America this has been somewhat masked by the shale-gas revolution, which has caused a bigger shift in the same direction. In Europe the glut of renewables is more starkly seen for what it is. Wholesale electricity prices have slumped from around €80 a megawatt-hour in 2008 to €30-50 nowadays.

The result has been havoc for the old-style utilities. Germany's biggest electricity companies, E.ON and RWE, both split in two last year, separating their renewables and grid businesses from indebted and loss-making conventional generation. EY, a consultancy, calculates that utilities across Europe wrote off €120bn of assets because of low power prices between 2010 and 2015. Investment in non-renewables is very low. "Never in recent history has the deployment of capital been more difficult than it is right now within the energy industry," says Matt Rennie, who analyses the global-utilities market at EY.

It is not just that efforts to shift to renewable power have added new sources of supply to an already well-served market. In an industry structured around marginal costs, renewables have a disruptive punch above their weight.

Electricity markets, especially those that were deregulated in the late 20th century, typically work on a "merit order": at any given time they meet demand by taking electricity first from the cheapest supplier, then the next-cheapest, until they have all they need; the price paid to all concerned is set by the most expensive source in use at the time. Because wind and solar do not need to buy any fuel, their marginal costs are low. They thus push more expensive producers off the grid, lowering wholesale prices.

If renewables worked constantly that would not, at first blush, look like a problem for anyone except people generating expensive electricity. But renewables are intermittent, which means that in systems where the infrastructure was designed before intermittency became an issue – almost all of them, in practice – fossil-fuel, hydroelectric and nuclear plants are needed more or less as much as ever at times when the sun doesn't shine and the winds don't blow. And if such plants are shut out of the market by low-cost renewables, they will not be available when needed.

In the long run, and with massive further investments, electricity grids redesigned for systems with a lot of renewable energy could go a long way to solving this problem. Grids with lots of storage capacity built in; grids big enough to reach out to faraway renewables when the nearby ones are in the doldrums; grids smart enough to help customers adapt demand to supply: all have their champions and their role to play.

But long-run solutions do not solve short-term constraints. So for now countries with lots of renewables need to keep older fossil-fuel capacity available as a standby and to cover peaks in demand. This often means additional subsidies, known as capacity payments, for plants that would otherwise be uneconomic. Such measures keep the lights on. But they also mean that fossil-fuel production capacity clings on – often in particularly dirty forms, such as German power stations powered by brown coal, or backup diesel generators in Britain.

From dull to death spiral

Properly structured capacity payments make it sensible to invest in generators that can be switched on when renewable energy is not available. But what will make it sensible to continue investing in renewables themselves?

When they are a small part of the system, renewables are insulated from the effects that their low marginal costs have on prices, because as long as there are some plants burning fossil fuels the wholesale price of electricity will stay reasonably high. So utilities could buy electricity from renewable generators, often on fixed-price contracts, without too much worry.

But the more renewable generators there are, the more they drag down prices. At times when renewables can meet all the demand, making fossil-fuel prices irrelevant, wholesale electricity prices collapse – or sometimes turn negative, with generators paying the grid to take the stuff away (the power has to go somewhere). The more renewables there are in the system, the more often such collapses occur.

Rolando Fuentes of Kapsarc, an energy think-tank based in Saudi Arabia, claims the world is caught in a vicious circle: subsidies foster deployment of renewables; renewables depress power prices, increasing the need for financial support. Theoretically, if renewables were to make up 100% of the market, the wholesale price of electricity would fall to zero, deterring all new investment that was not completely subsidised. He calls this vicious circle the clean-energy paradox: “The more successful you are in increasing renewables’ penetration, the more expensive and less effective the policy becomes.”

Francis O’Sullivan, of the Massachusetts Institute of Technology, says the trend is already visible in parts of America with abundant solar energy. Utilities which are required to have renewables in their portfolios, such as those in California, used to offer companies investing in that capacity generous long-term contracts. But research by Bloomberg New Energy Finance (BNEF), a consultancy, shows that, as such utilities come closer to meeting their mandates, solar-power developers are being offered shorter-term fixed prices with a higher subsequent exposure to variable wholesale prices. That reduces the incentive to invest. Solar “cannibalises its own competitiveness away,” Mr O’Sullivan says. “It eats its own tail.”

At the turn of the century, according to the IEA, one third of investment in electricity markets flowed into “competitive” sectors that were exposed to wholesale prices; the rest went into regulated utilities, transmission grids and the sort of fixed-price contracts where the renewables got their start. By 2014 the share of investment in the competitive sectors was just 10% of the total. It is a fair bet that, the more renewables are exposed to competition by contracts pegged to wholesale prices, the more people will shy away from them as well.

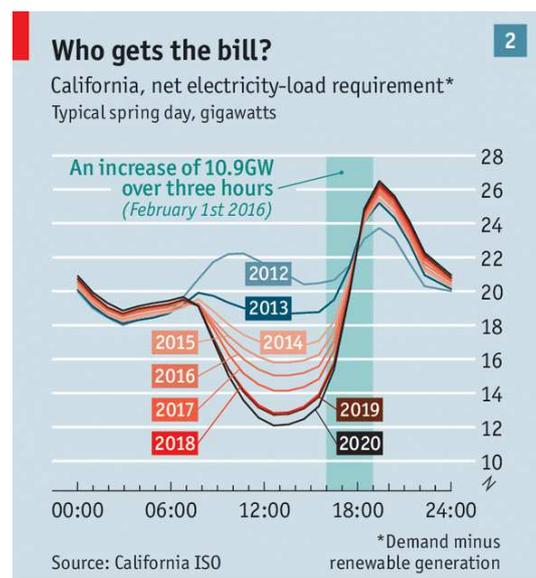
Ever-lower capital costs, particularly in solar, could go some way to bucking this trend, making investments cheaper even as they become more risky. But if low-marginal-cost renewables continue to push prices down, there will come a time when private investment will dry up. As Malcolm Keay of the Oxford Institute for Energy Studies puts it, “The utility business model is broken, and markets are, too.”

Renewables do not just lower prices; when used by customers, they also eat into demand. Consider Australia. It has 1.5m households with solar cells on their roofs. There are a number of reasons for this. It is a sunny place; installing PVs was until recently generously subsidised; and electricity bills are high. In part that is to pay for some of the subsidies. In part it is because they pay for the grid, which has been becoming more expensive, not least because it has had to deal with a lot more renewables. The IEA says that in parts of southern Australia, grid upgrades have doubled network costs since 2008-09. Despite cuts to subsidies, Australian PV installations are expected to triple over the next decade.

When fewer people rely on the grid, there are also fewer left to share the costs. Phil Blythe of GreenSync, a Melbourne-based company that works with utilities to moderate the fluctuations of renewable energy, warns that his country faces an incipient “utility death spiral”. The more customers generate their own electricity, the more utilities have to raise

prices to the customers that remain, which makes them more likely to leave the grid in turn. It won't happen overnight, he says: but it is "death by a thousand cuts".

From dromedary to duck



Economist.com

In California there is an icon for the effect that domestic renewables have on the demand for grid electricity, and thus on the revenues of utilities: it is called the duck (see chart 2). Every year more Californian consumers have solar cells. As a result, every year electricity demand during the day falls, and revenue falls accordingly. Similar effects are seen in Germany, where there are now 1.4m PV users – mostly domestic. It is one of the reasons – subsidies are another – why domestic electricity prices have stayed high there while wholesale prices have fallen.

These home generators are not just reducing demand for grid electricity; often they are allowed to feed surplus power from their PVs into the grid, competing with other generators. In many American states utilities grumble about the "net metering" rate they are required to pay such people – especially in states like Nevada where they have been required to credit the electricity fed in at the retail price, rather than the wholesale price. And rooftop solar installations continue to grow, with 12 states more than doubling their deployment in 2016, according to BNEF. Businesses and industrial users are also becoming big consumers of renewable energy, which potentially reduces their dependence on the grid, and thus the amount they will pay for its services.

The response to these problems is not to abandon renewables. The subsidies have helped costs of wind and solar to fall precipitously around the world. Competition is often fierce. Recent auctions for offshore wind farms in the North Sea and solar developments in Mexico and Abu Dhabi have shown developers slashing prices to win fixed contracts to supply clean electricity for decades to come. The "levellised cost of electricity" for renewables – the all-in cost of building and operating a plant over its lifetime – is increasingly competitive with fossil fuels in many places. Especially in sunny and windy developing countries with fast-growing demand, they offer a potentially lucrative, subsidy-free investment opportunity.

But it does mean changing the way the world buys, sells, values and regulates electricity to take account of the new means by which it generates it. "Thinking of wind and solar as a solution by themselves is not enough. You need flexibility on the other side. It only makes sense if this is a package deal," says Simon Müller of the IEA. Elements of that package are already appearing. Markets that sell commoditised kilowatt-hours need to be transformed into markets where consumers pay for guaranteed services. A lot more storage will be needed, with products like those of Sonnen in Wildpoldsried and the Powerwalls made by Tesla fighting for space in people's homes. Smart grids bolstered by big data will do more to keep demand in line with supply.

In Wildpoldsried Mr Schröder dreams of electricity-users inviting friends round for a glass of wine to show off their new solar kits and batteries. "We'll soon be at a point where people say, 'You're so yesterday. You get your power from the grid.'" But peer pressure is unlikely to be decisive. Bruce Huber of Alexa Capital, which helps fund renewable-energy investments, says business consumers are probably going to be more influential in driving the adoption of these technologies than households, because they will more quickly see how they might cut their bills by using demand-response and storage. "For the last 100 years everyone has made money upstream. Now the added value is coming downstream," he says.

Waiting for enlightenment

Mr Huber likens the upheaval facing utilities to that seen in the telecoms industry a generation ago, when a business model based on charging per second for long-distance calls was replaced by one involving the sale of services such as always-on broadband. This is bad news for the vertically integrated giants that grew up in the age of centralised generating by the gigawatt. Jens Weinmann, of ESMT Berlin, a business school, names dozens of tech-like firms that are “nibbling” away at bits of utilities’ traditional business models through innovations in grid optimisation and smart-home management systems. With a colleague, Christoph Burger, he has written of the “big beyond” in which domestic energy autonomy, the use of the blockchain in energy contracts, and crowdsourcing of PV installations and other technological disruptions doom the traditional utility. Already, big Silicon Valley firms such as Google and Amazon are attempting to digitalise domestic energy, too, with home-hubs and thermostats.

But how this nibbling leads to a system that all can rely on—and who pays for the parts of it that are public, rather than private, goods—remains obscure. The process will definitely be sensitive to politics, because, although voters give little thought to electricity markets when they are working, they can get angry when prices rise to cover new investment—and they scream blue murder when the lights go out. That suggests progress may be slow and fitful. And it is possible that it could stall, leaving climate risks largely unabated.

Getting renewables to today’s relatively modest level of penetration was hard and very expensive work. To get to systems where renewables supply 80% or more of customers’ electricity needs will bring challenges that may be far greater, even though renewables are becoming comparatively cheap. It is quite possible that, as Mr Schröder predicts, Mr and Mrs Schmidt in Wildpoldsried will lay waste the world’s conventional electricity utilities while sharing Riesling and gossip with the neighbours. But that does not mean that they will be able to provide a clean, green alternative for everyone.

151,71

Hans-Werner Sinn

„Für Deutschland ist der Brexit verheerend“

Statt sich mit Frankreich gemeinzu machen und eine Straffaktion für Großbritannien vorzubereiten, täte Deutschland gut daran, von den Plänen für eine Vertiefung der EU Abstand zu nehmen. Sonst wird es am Ende zum Zahlmeister der Mittelmeerländer. Ein Gastbeitrag.

16.03.2017, von HANS-WERNER SINN



© JAN ROEDER/Hans-Werner Sinn

Nun ist es wohl bald so weit. Da das britische Parlament auf sein Vetorecht verzichtet hat, wird die Regierung von Theresa May der [EU](#) ihren Austrittswunsch noch in diesem Monat formell erklären. Dann beginnt die in den EU-Verträgen für die Verhandlungen vorgesehene Frist von zwei Jahren zu laufen.

Der Austritt Großbritanniens ist ein Misstrauensvotum gegen die EU. Zu lange schon hatte man sich über die Machtanmaßung der Brüsseler Gremien erregt, die das Subsidiaritätsprinzip mit den Füßen traten und alles und jedes mit ihren Ministerratsbeschlüssen und Verordnungen regeln wollten, vom Feinstaub in den Städten über die Qualität des Trinkwassers bis hin zur Krümmung der Gurken, der Mindestlänge der Bananen, der Färbung der Äpfel, der Saugkraft der Staubsauger oder der Waschleistung der Geschirrspüler, alles Bereiche, in denen es keine grenzüberschreitenden Externalitäten gibt, die zentrale Eingriffe rechtfertigen könnten. Auch den interessengeleiteten Urteilen des [Europäischen Gerichtshofs](#), in dem die kleinen Länder genauso viel zu sagen haben wie die großen, wollte man sich nicht länger beugen.

Mit kaltem Lächeln abgeschmettert

Vor allem wollte man sich die Regeln für eine Immigration von EU-Bürgern nicht mehr von der EU vorschreiben lassen. Viele Briten sind der Meinung, dass die Massenzuwanderung ehemaliger Commonwealth-Bürger in den fünfziger und sechziger Jahren, die man erst mit dem EU-Beitritt 1973 stoppen konnte, das Land überfordert hat. Ähnliches wollte man nicht wiederholen. Premierminister Camerons Versuch, durch eine verzögerte Integration in die Sozialsysteme wenigstens die Magnetwirkung des britischen Sozialstaates zu begrenzen, ist kältelächelnd von den EU-Eliten abgeschmettert worden. Diese Demütigung hat ganz erheblich zur Stärkung des Brexit-Lagers beigetragen.

Deutschland täte gut daran, von einer Vertiefung der EU Abstand zu nehmen, schreibt Hans Werner Sinn.

Für die EU ist der [Brexit](#) schon deshalb eine mittlere Katastrophe, weil Großbritannien groß ist. Es handelt sich nicht um den Austritt irgendeines EU-Landes, den man hinnehmen kann, bevor man wieder zur Tagesordnung übergeht. Es geht vielmehr um die zweitgrößte Volkswirtschaft der EU. Die Wirtschaftskraft des Vereinigten Königreichs ist genauso groß wie die der 20 kleinsten EU-Länder zusammengenommen. Es ist, als würden nun 20 von 28 Ländern gleichzeitig austreten.

Das Gleichgewicht der EU ist zerstört

Allein schon diese Tatsache zeigt, dass nun in der EU eigentlich kein Stein auf dem anderen bleiben kann. Die Briten haben viel berechtigte Kritik an den Organen der EU und an ihren Ordnungsregeln vorgebracht. Diese Kritik sollte man ernst nehmen und bei einer grundlegenden Reform der EU berücksichtigen. Dazu gehört auf jeden Fall eine Neuregelung der Inklusionsrechte für Migranten, um den Wohlfahrtsmagneten abzuschalten, wie auch die Neuregelung des Eurosystems. Die Unterscheidung zwischen erworbenen und erbten Sozialansprüchen, die Einführung von Stimmrechten nach der Haftung im EZB-Rat, die Tilgung der Target-Salden, ein Konkursrecht für Staaten, Regeln für einen geordneten Euroaustritt nebst Abwertung und vieles mehr würde neu zu gestalten sein.

Für Deutschland ist der Brexit verheerend. Großbritannien ist Deutschlands drittgrößter Exportmarkt. Es ist eines von zwei Ländern der EU, die über Nuklearwaffen verfügen. Das andere, das nun noch verbleibt, gewinnt auch vor dem Hintergrund der Nato-Kritik aus Washington durch den Austritt auf dramatische Weise an politischer Macht in der EU, während Deutschland in ein einseitiges Abhängigkeitsverhältnis gerät. Das Gleichgewicht der EU ist zerstört.

Als Außenminister Gerhard Schröder und Wirtschaftsminister Ludwig Erhard den Bundestag 1963 dazu brachten, dem Elysée-Vertrag sehr zum Ärger von Präsident De Gaulle eine Präambel voranzustellen, nach der Deutschland den Beitritt Großbritanniens zur EU anstrebe, wussten sie, was sie taten.

Erst im dritten Anlauf, nach den von De Gaulle abgeblockten Versuchen von 1963 und 1967, gelang es im Jahr 1973, nach dem Tod von De Gaulle, die Briten ins Boot zu holen.

Die Anrainer des Mittelmeers können jetzt durchregieren

Die Zerstörung des Gleichgewichts der EU hat auch insofern eine sehr konkrete Dimension, als nun die Minderheitsregeln des Ministerrats ihren Sinn verlieren, wie sie im Lissabon-Vertrag verankert wurden und nach einer Übergangsfrist ab dem 1. April 2017 auch uneingeschränkt für Großbritannien gegolten hätten. Für die meisten Abstimmungen braucht man dort 55 Prozent der Länder und 65 Prozent der dahinter stehenden Bevölkerung, was umgekehrt bedeutet, dass Länder, die mindestens 35 Prozent der EU-Bevölkerung auf sich vereinen, eine Sperrminorität haben. Zusammen mit Großbritannien hat der ehemalige „D-Mark-Block“ (Deutschland, Niederlande, Österreich und Finnland) einen Bevölkerungsanteil von 35 Prozent, also gerade die Sperrminorität. Das sind allesamt Länder, die sich dem Freihandel verschrieben haben. Gleichzeitig haben die eher staatsgläubigen Anrainer des Mittelmeers, denen man wegen der Schwäche der eigenen Industrien protektionistische Attitüden unterstellen kann, mit 36 Prozent der EU-Bevölkerung ebenfalls die Sperrminorität. Diese im Lissabon-Vertrag angestrebte Balance ist nun zerstört, denn der erste Block schrumpft mit dem Brexit auf einen Bevölkerungsanteil von 25 Prozent, und die Mittelmeerstaaten erhöhen ihren Anteil auf 42 Prozent, weit mehr, als für die Sperrminorität erforderlich ist. Sie können und werden jetzt durchregieren und Europa in eine Handelsfestung verwandeln.

Es wundert nicht, dass der wohl aussichtsreichste französische Präsidentschaftskandidat, [Emmanuel Macron](#), bereits gefordert hat, den Drohungen von Donald Trump mit einem eigenen europäischen Protektionismus zu begegnen. Solche Forderungen liegen in der Tradition der Franzosen. Der Verlierer des US-französischen Wettlaufs beim Bau der Handelsfestungen wird Deutschland sein, denn das deutsche Geschäftsmodell ist der Welthandel. Der Anteil des deutschen Exports, der nicht in die Länder geht, die heute zur Eurozone gehören, ist selbst nach der Ankündigung und Einführung des Euros rapide gestiegen.

© AFP, REUTERS Wann reicht Premierministerin May die „Scheidungs-papiere“ ein?

Die Aushöhlung des Minderheitenschutzes im Ministerrat verlangt eine Neuverhandlung der EU-Verträge, wenn nicht eine deutsche Änderungskündigung. Diese Neuverhandlung kann Deutschland nicht schaffen, wenn die Verhandlungen mit Großbritannien abgeschlossen sind, sondern nur, wenn es seine Forderungen zeitgleich auf den Tisch legt und in ein gemeinsames Paket einbringt, das zugleich die Binnenverhältnisse der EU und das Außenverhältnis mit Großbritannien regelt. Das Eisen lässt sich nur schmieden, wenn es heiß ist. Ist Großbritannien erst einmal draußen, hat Deutschland keine Chance mehr, eine langfristig tragfähige Struktur der Entscheidungsregeln der EU zu erreichen.

Deutschland sollte Macrons Vorschläge ablehnen

Wo sind die Politiker, die statt der restlichen Monate bis zum September die nächsten Jahrzehnte im Auge haben und bereit sind, endlich einmal wieder eine langfristig-strukturelle, von den Notwendigkeiten des Tages befreite Politik zu betreiben? In stürmischen Zeiten bedarf es auch schon mal mutiger und fachkundiger Manöver der Führung. Wer immer nur geradeaus fährt, wird am Ende Schiffbruch erleiden.

Deutschland sollte sich angesichts dieser Sachlage nicht den Wünschen der EU-Kommission fügen und aufhören, die europäische Einigung weiterhin mit zwei Geschwindigkeiten voranzutreiben. Das war der bisherige Ansatz, der mit dem Euro und dem Schengen-Abkommen verfolgt wurde. Er hat Europa zutiefst gespalten. Verfolgt man ihn auch weiterhin, wird nach Großbritannien nicht nur Polen ins Abseits gedrängt, sondern letztlich auch Dänemark, Schweden, Tschechien und Ungarn. Wer nun speziell der Eurozone als Reaktion auf den Brexit zu mehr Staatlichkeit verhelfen will, spaltet den Norden und Osten ab, zieht eine Trennlinie quer durch Mitteleuropa und macht Deutschland zum Anhängsel und Zahlmeister einer neuen lateinischen Münzunion.

Dass Frankreich die zwei Geschwindigkeiten will, wundert nicht. Die Spaltung Mitteleuropas ist seit Richelieu ein zentrales Ziel der Politik dieses Landes. Die deutschen Interessen liegen in diesem Punkte aber anders. Macron schlägt den Franzosen ein Programm vor, das ihnen selbst Entbehrungen erspart, und sucht stattdessen mit Deutschland den Schulterchluss für ein gemeinsames Eurobudget, Eurobonds, eine gemeinsame Einlagensicherung und eine gemeinsame Arbeitslosenversicherung. Darauf sollte Deutschland nicht eingehen.

Aus ökonomischer Sicht Unfug

Statt sich mit Frankreich gemeinzumachen und eine Straffaktion für Großbritannien vorzubereiten, täte Deutschland vielmehr gut daran, von den Plänen für eine weitere Vertiefung der EU Abstand zu nehmen und eine Vermittlerrolle bei den Brexit-Verhandlungen einzunehmen, die letztlich darauf hinausläuft, dem britischen Wunsch nach einer Fortsetzung des Freihandels trotz einer Beschränkung der Freizügigkeit zu folgen. Freihandel ist nämlich kein Geschenk für andere, sondern hilft allen beteiligten Ländern.

Der Vorteil des Freihandels ist sogar besonders stark, wenn Arbeitskräfte nicht wandern können. Die EU sagt, es dürfe kein Rosinenpicken geben. Freihandel könne es nur zusammen mit einer Freizügigkeit für Arbeitskräfte geben. Das ist aus ökonomischer Sicht Unfug, denn gerade dann, wenn die Menschen nicht wandern können, sind die allseitigen Gewinne aus dem Freihandel besonders groß. Ohne Wanderungen ergeben sich nämlich größere Abweichungen zwischen den Lohnstrukturen der Länder als mit Wanderungen, und je größer diese Abweichungen sind, desto größer sind die Abweichungen der Preisrelationen für die produzierten Güter, die selbst wiederum die Quelle der Handelsgewinne sind. Auch aus politischer Sicht kann es nicht im deutschen Interesse liegen, die Briten abzustrafen, denn damit beraubt sich Deutschland der eigenen Exit-Option und macht sich erpressbar.

Mit seinen Nachbarn sollte man anständig umgehen

Es gibt zwei Modelle für eine Föderation. Das erste Modell ist durch einen starken Minderheitenschutz und die Freiwilligkeit der Kooperation gekennzeichnet. Es werden nur sachdienliche Entscheidungen getroffen, die mindestens einigen Mitgliedern nützen, doch niemandem schaden, die also quasi den Kuchen vergrößern, der für alle zusammen zur Verfügung steht. Dieses Modell ist stabil, weil jeder dabei gerne mitmacht. Das zweite Modell basiert auf mehrheitlichen Entscheidungen ohne einen starken Minderheitenschutz. In ihm werden auch Umverteilungsmaßnahmen entschieden, die einer Mehrheit nützen, jedoch einer Minderheit schaden, und zwar selbst dann, wenn die Mehrheit weniger gewinnt, als die Minderheit verliert, der Kuchen also schrumpft. Dieses Modell erzeugt Verlierer, die lieber austreten wollen, und ist deshalb inhärent instabil. Zur Verhinderung der Austritte braucht es Strafen.

Deutschland sollte sicherlich nicht aus der EU austreten, denn im Gegensatz zum Euro hat sich diese Staatengemeinschaft bislang als segensreiche Einrichtung für Europa gezeigt. Damit das so bleibt, ist es wichtig, dafür Sorge zu tragen, dass die Umverteiler in Brüssel und im Umfeld von Macron sich stets bewusst bleiben, dass sie es nicht übertreiben dürfen. Auch deshalb muss für Großbritannien eine befriedigende Lösung gefunden werden, die notfalls auch anderen zur Verfügung steht. Im Übrigen bleiben die Briten so oder so auf immer unsere Nachbarn, und mit seinen Nachbarn sollte man anständig umgehen.

Hans-Werner Sinn war Präsident des Ifo-Instituts in München.

151,74

Artus - Pourquoi la France n'est pas une économie sociale de marché

L'État français interfère beaucoup avec le fonctionnement des marchés, et sa généreuse politique de redistribution n'en corrige pas les défauts.

PAR PATRICK ARTUS

Publié le 03/05/2017 à 12:19 | Le Point.fr



La politique redistributive de la France aboutit à une déformation du coût relatif du travail, notamment peu qualifié© AFP/ PASCAL PAVANI

Les principes de l'économie sociale de marché sont les suivants. L'État interfère le moins possible avec le fonctionnement des marchés (des biens et services, du travail...) ; et, parallèlement, l'État met en place des politiques redistributives, une protection sociale efficace, financées par des impôts créant le moins possible de distorsions. La France, où l'État interfère beaucoup avec le fonctionnement des marchés, est très loin d'être une économie sociale de marché, et les politiques redistributives doivent y corriger les effets des mauvais fonctionnements des marchés.

Le système fiscal crée des distorsions qui empêchent que le marché du travail fonctionne normalement. Le niveau très élevé en particulier des cotisations sociales des entreprises accroît anormalement le coût du travail et réduit le taux d'emploi, ce qu'on voit bien quand on compare les pays de l'OCDE (pour lesquels la corrélation négative entre taux d'emploi et poids des cotisations est très claire). Il y a déformation du coût relatif du travail et du capital, du salaire réel. Le niveau élevé du salaire minimum (il atteint 62 % du salaire médian, contre 40 % en moyenne dans les autres pays) conduit à un coût anormalement élevé du travail peu qualifié et à un chômage anormalement élevé des peu qualifiés. La forte protection de l'emploi à durée indéterminée fait apparaître des « insiders » qui bénéficient de rentes sur le marché du travail au détriment des autres salariés peu protégés et qui subissent les contrats de travail à court terme et le chômage. Il y a donc rentes sur le marché du travail en France, ce qui réduit, comme il est normal en présence de rentes, le taux d'emploi. Enfin, l'existence de beaucoup d'activités réglementées, protégées (santé, services juridiques, transports) et de freins à la création d'entreprises empêche en France un fonctionnement concurrentiel des marchés des biens et services et fait apparaître de nombreuses rentes de situation.

Il y aurait donc beaucoup à faire pour que le premier principe de l'économie sociale de marché (absence d'interférence de l'État avec le fonctionnement normal des marchés) soit respecté (et on pourrait donner d'autres exemples, sur le marché du logement...).

Long chemin

Passons à la question des politiques redistributives et de la protection sociale. La politique redistributive est importante en France, la générosité de la protection sociale est élevée. Quand on compare les inégalités de revenu avant et après redistribution en France, on voit un écart plus important que dans les autres pays. L'ensemble des dépenses publiques de santé, de retraite, liées à la famille et au logement représente en France 26 % du produit intérieur brut (PIB), contre 18 % en Allemagne et au Royaume-Uni, 16 %, en Espagne. Cela correspond bien au modèle d'économie sociale de marché, mais le problème est que cette politique généreuse de redistribution et de protection sociale en France est financée d'une manière qui interfère avec le fonctionnement normal des marchés, en particulier par une taxation très forte des entreprises qui accroît anormalement les coûts de production : les impôts des entreprises représentent 18 % du PIB en France, contre 9 à 13 % dans les autres pays de l'OCDE.

Il reste donc un long chemin pour que la France rejoigne le modèle d'économie sociale de marché.

La redistribution importante de revenus et la protection sociale généreuse en France ne doivent pas cacher que la France n'est pas du tout une économie sociale de marché puisque les choix qui y sont faits conduisent à une déformation du coût relatif du travail, notamment peu qualifié ; à des rentes pour les insiders sur le marché du travail ; à des rentes pour ceux qui profitent d'une protection anormale sur les marchés des biens et services. Les politiques redistributives doivent donc corriger non les problèmes d'équité qui viendraient du fonctionnement normal des marchés, mais les anomalies créées par l'intervention de l'État dans le fonctionnement des marchés : chômage structurel élevé ; chômage élevé des peu qualifiés ; prix anormalement élevés des activités protégées.

151,76

Le Point.fr, no. 201705

Présidentielle 2017, mardi 9 mai 2017

Sloterdijk : "Les Français ont choisi Macron pour se renouveler eux-mêmes"

Propos recueillis par Christophe Ono-dit-Biot

Pour le grand philosophe allemand, "la France possède encore un esprit ouvert à la surprise et entre dans l'âge de raison". Une analyse optimiste.

GRAPHIQUE Peter Sloterdijk © Ulf Andersen / Aurimages

Voilà bien la preuve que la France possède encore un esprit ouvert à la surprise. Ce qui est déjà un constat remarquable dans un pays où politique et administration se sont confondues depuis cinquante ans et où tout se réglait, précisément, par l'élimination de la surprise : partis puissants, candidats ayant fait carrière dans ces outils en place que la philosophe Simone Weil voulait d'ailleurs, notons-le, supprimer chez vous dès la Seconde Guerre mondiale. « Si on confiait au diable l'organisation de la vie publique, il ne pourrait rien imaginer de plus ingénieux », écrivait-elle de ces appareils à reproduire le même... Ce qu'on peut déduire du succès du « marcheur » Macron, c'est que les Français eux-mêmes ont compris que la France ne pouvait pas continuer dans cette voie sans issue.

Propagande. On ne peut pas le coincer dans ces fonctions. Ce n'est pas en sa qualité de conseiller de Hollande, d'énarque et certainement pas de banquier qu'il a gagné, mais en celle d'un homme porteur d'une vision. Pompidou avait, après tout, lui aussi travaillé pour la maison Rothschild... Est-ce blâmable ? La BNP aurait-elle moins choqué ? Chez Macron, il est beaucoup plus important qu'il ait été l'assistant du philosophe Paul Ricoeur. Avec lui reviennent dans la politique française une idée et une pratique de la culture qui avaient déserté l'Élysée et même Matignon. Il y avait bien eu Dominique de Villepin, mais la flamboyance de ce corbeau blanc n'avait pas su s'imprimer durablement dans la psyché française. Macron marque aussi une autre rupture par l'âge. Pour la première fois, un président de la République français aura l'âge médian de la population française. Pour la première fois, en politique, âge et maturité ne coïncident plus. C'est aussi une certaine gérontocratie française que la victoire du nouveau président enterre. Ce qui ne l'empêche pas de s'exprimer, bien au-delà de son âge physique, avec une grande sagesse : ce n'est pas un as de la rhétorique vaine, mais il y a du médiumnique chez lui.

Cette élection pourrait être une réponse inconsciente à l'expulsion des protestants par Louis XIV, qui a fermé à la France la voie de la Réforme.

Exactement. Est médium qui se distingue par une perméabilité élevée aux messages qui sont « dans l'air ». Et cela explique certainement la carrière météorique du jeune homme. Du point de vue psychopolitique, c'est une personnalité qui fonctionne comme un émetteur-récepteur : c'est un collecteur de rayons de soleil et de séismes encore peu perceptibles dans le pays, ces « grands événements » qui « arrivent toujours sur des pattes de pigeon », comme disait Nietzsche. Macron me semble incarner le désir de la majorité des Français de sortir de cet état de dépression et d'hystérie qui caractérise les hommes et les femmes de l'Hexagone depuis un bout de temps. Ils l'ont choisi, lui, un représentant si frais, si neuf, afin de pouvoir se renouveler eux-mêmes. Et se rendre disponibles pour un destin encore très incertain mais à bâtir ensemble. Il sera confronté à des obstacles majeurs, mais il se déclare prêt à courageusement les assumer. Redresser la France ne sera pas une partie de pique-nique.

C'est pour cela que je l'avais comparé, dans vos colonnes, à Jeanne d'Arc annonçant « je viens de la part du Seigneur des cieux ». Ce n'est pas un vieux parti politique qui donne l'onction, mais le sens d'une mission. Il y a, dans ce côté Jeanne d'Arc, l'idée aussi d'une virginité au pouvoir, risquée mais saine. Longtemps la France a été marquée par une tradition très prédatrice, très sexualisée du pouvoir, avec des présidents érotiquement surchargés. Avec Macron, joli à voir dans son enthousiasme adolescent, accompagné de cette dame de près de 25 ans son aînée et qui a été son professeur, je crois que la France en termine avec ses histoires d'alcôves pour entrer dans l'âge de raison. C'est exactement ce dont elle avait besoin. Assez de ces histoires du sperme sacré des rois qui faisaient partie de votre tradition de monarchie républicaine : Macron sera le président du travail et, en cela, il va ressembler à Mme Merkel, une ouvrière sérieuse, qui fait sa journée de douze heures depuis une décennie et dont, malgré certaines mauvaises décisions, on peut se fier à la sincérité de la motivation. Avec Macron, ni orgie ni pique-nique !

L'élection de Macron pourrait être une réponse inconsciente à l'expulsion des protestants par Louis XIV, qui a fermé à la France la voie de la Réforme. Aujourd'hui, on parlerait « des » réformes... C'est le même mot. La France a oublié que le catholicisme a concentré un énorme pouvoir politique et idéologique jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le catholicisme a été le troisième élément dans le trio infernal des antilibéraux qui a marqué l'histoire du XXe siècle, le national-socialisme et le communisme étant les deux autres pôles. En France, on a cru éliminer le catholicisme en le remplaçant par une laïcité acharnée, mais l'attitude antilibérale restait intacte. Vous aurez noté que la Conférence des évêques de France a refusé d'appeler à voter expressément contre le Front national, et encore moins pour Macron. Les démons de l'antilibéralisme sont encore en embuscade. Mais la tragédie de la France remonte à un passé plus profond. Dans ce pays, il a toujours existé deux peuples différents qui malheureusement portent le même nom : les Français enfants de la Révolution et les autres Français, enfants de la France catholique éternelle. La grande force de De Gaulle, c'était d'avoir réconcilié ces deux peuples français. Aujourd'hui, les effets de la réconciliation se délitent, et c'est sans doute pour cela que l'ensemble du petit monde politique, chez vous, en appelle aux mânes de votre Général et prétend même enfiler son costume mythique, au risque de le salir. Oui, c'est cette rupture que l'on sent encore aujourd'hui faire gémir et convulser le pays, et c'est beaucoup plus profond que le clivage gauche-droite, qui n'est pas totalement obsolète mais qui représente, pour moi, plutôt une « façade » folklorique.

L'anomalie de la rente de civilisation va disparaître peu à peu, c'est dans la logique des choses, même si vous me dites que vous êtes insoumis.

Jean-Luc Mélenchon me semble davantage lié à une France contre-révolutionnaire, malgré son look de grand rebelle; à croire que les vêtements sont déterminants dans la politique française - aurait-on peur que le roi soit nu ? D'ailleurs, il a lui-même dit que le concept de gauche lui était étranger. La notion d'insoumission ne fait pas partie du vocabulaire de la gauche classique, car celle-ci misait sur la discipline des camarades; le mot appartient plutôt à la sphère anarchiste, et l'anarchisme, c'est la révolution à la mode petite-bourgeoise. La touche personnelle de Mélenchon, c'est son invention d'un national-anarchisme, et son antigermanisme primaire, son programme économique d'un romantisme vénézuélien qui mise sur un miracle économique artificiel par l'explosion de la dette publique, sa haine de l'argent même gagné par le travail, ce ne sont pas des traits révolutionnaires, mais plutôt fascistes ! Et je ne parle pas, chez ce fonctionnaire issu du cercle des courtisans de Mitterrand, de son narcissisme hologrammique, en miroir du narcissisme de Marine Le Pen, qui s'autorise à ricaner avec des airs supérieurs dans un débat de second tour... Il faut que vous preniez garde, en France, au brouillage idéologique dans lequel trop de Français se roulent avec volupté. Quand je lis qu'Emmanuel Todd n'est pas capable de faire la hiérarchie entre Le Pen et Macron, je me demande jusqu'où peut aller la confusion. Dans l'Antiquité, il aurait été puni pour cette neutralité malsaine. Selon les lois de la cité d'Athènes, il fallait prendre parti. S'abstenir, c'est faire entrer dans la ville une perversion déguisée en volonté du peuple.

Soyons réalistes ! L'Europe continentale n'a jamais été ultralibérale, et encore moins la France, qui est une nation profondément étatisée reposant sur une fiscocratie ultraperformante. Avec un taux de prélèvements

obligatoires de 44 % du PIB, il serait tout simplement aberrant de prétendre que le néolibéralisme est au pouvoir. L'agitation contre le néolibéralisme prétendument dominant n'est qu'une ruse de la rhétorique de gauche pour aller encore plus loin dans la direction du semi-socialisme réel. Le populisme de gauche et de droite qui sévit en France et dans le reste de l'Europe est l'expression d'un ressentiment devant la perte d'un certain nombre de privilèges qui ont été ceux de l'Européen des classes populaires depuis les années 1950. On profitait d'une sorte de « rente de civilisation » qui faisait que, quand on naissait en France ou en Allemagne, on avait des avantages considérables sur un compétiteur né en Inde ou en Chine. À l'époque, des ouvriers peu qualifiés pouvaient se permettre une maison, une voiture, une famille. On pourrait dire, à un moment précaire et intenable de l'évolution économique, qu'on se faisait payer pour le simple fait d'être français ou allemand. Comme le maître de Figaro chez Beaumarchais, on ne s'est longtemps donné que la peine de naître... au bon endroit ! Avec le progrès de la mondialisation, la rente européenne se dissout. Les masses se mettent en colère contre leurs dirigeants, qui ne peuvent rien au fait que les autres nous rattrapent. L'anomalie de la rente de civilisation va disparaître peu à peu, c'est dans la logique des choses, même si vous me dites que vous êtes insoumis. Tant mieux, mais expliquez : insoumis à quoi ? À la compréhension de la situation globale.

Je crois que c'est ce qu'elle signifie : le début d'un long apprentissage pour assurer à la France sa place dans la société des civilisations vraiment contemporaines. Car, sans aucun doute, ce sera un processus pénible et marqué par des rechutes. Et les Français devront apprendre à décliner le concept de centre. Notre sage de Weimar, le vieux Goethe, avait remarqué, le 8 mai 1830, face à un savant polonais : « La nation française est la nation des extrêmes; elle ne connaît en rien la mesure. Équipé d'une énergie puissante, morale et physique, le peuple français pourrait soulever le monde s'il découvrait un point d'appui; mais il ne semble pas savoir que, lorsqu'on veut soulever de lourdes charges, on doit trouver leur centre de gravité. » Alors, Français, encore un effort si vous voulez être à la hauteur de l'époque !

151,79

Challengesoir

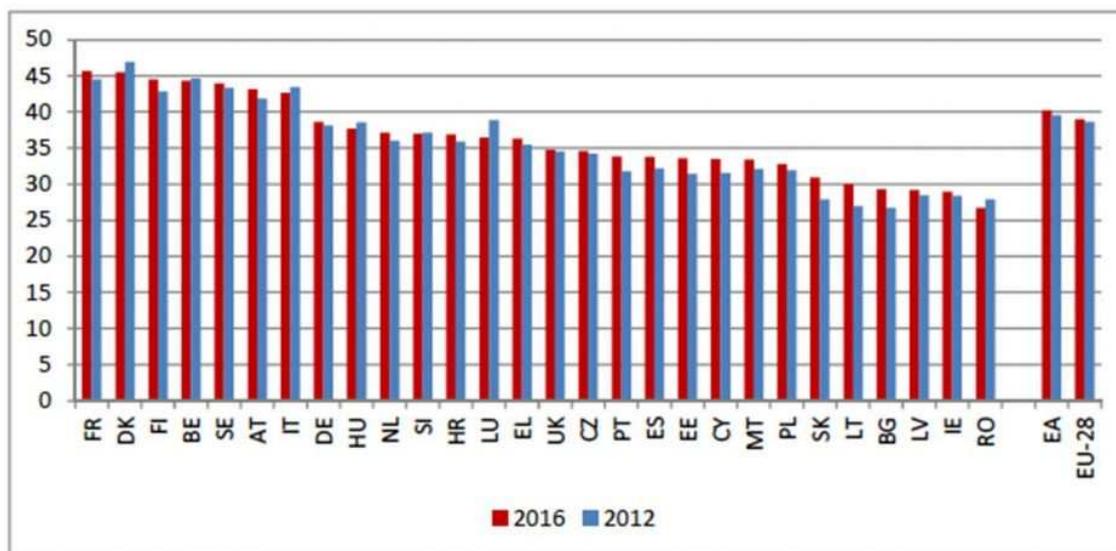
LE GRAPHIQUE

Prélèvements obligatoires: la France championne d'Europe

Le 20.09.2016 à 17h07

Selon la Commission européenne, la France devrait atteindre un niveau de prélèvements de 45,7% en fin d'année, et passer pour la première fois devant le Danemark.

Taux de prélèvements obligatoires en Europe (en % du PIB)



Source: European Commission, Ameco.

Selon la Commission européenne, la France devrait atteindre un niveau de prélèvements de 45,7% en fin d'année, et passer pour la première fois devant le Danemark.

COMMISSION EUROPÉENNE

Présentant mardi 20 septembre ses chiffres de cadrage macro-économique, dans la perspective du budget 2017, Bercy a, sans surprise, confirmé prévoir une croissance de 1,5% cette année et l'an prochain et, surtout, renouvelé sa promesse à Bruxelles d'un déficit public enfin sous la barre des 3% (2,7%) fin 2017. Seule révision, celle du niveau des prélèvements obligatoires. Malgré les gestes fiscaux envers les entreprises (Pacte de responsabilité) et les ménages (baisses de l'impôt sur le revenu) depuis trois ans, le gouvernement a dû reconnaître que le total des impôts, taxes et cotisations devrait culminer à 44,5% du PIB en 2017 comme en 2016... alors qu'il prévoyait encore au printemps un infléchissement à 44% pour l'an prochain.

La Commission européenne, elle, est encore un peu plus sévère à ce sujet. Selon ses prévisions datant d'avril, la France devrait atteindre un niveau de prélèvements de 45,7% en fin d'année, ce qui en ferait la championne d'Europe des impôts, passant pour la première fois devant le Danemark ! En 2012, la France était encore derrière le Danemark, quasiment ex aequo avec la Belgique, mais depuis, Copenhague a réduit ses impôts tandis que Paris a augmenté les siens...

151,80

Mayers Weltwirtschaft

Macron ist ein gefährlicher Partner

In Berlin ist die Freude über den neuen französischen Präsidenten groß. Doch Emmanuel Macron hat einige kostspielige Ideen.

24.06.2017



© THILO ROTHACKER Thomas Mayer ist Gründungsdirektor des Flossbach von Storch Research Institutes und Professor an der Universität Witten/Herdecke.

Man ist in Berlin erfreut, dass der neue französische Präsident in den Parlamentswahlen seine Macht festigen konnte. Ein starker französischer Partner soll Deutschland einen Teil der Last der Führung der **EU** abnehmen. Dabei übersehen die tonangebenden Politiker aber, dass Frankreich mit dem mächtigen Präsidenten Emmanuel Macron ein sehr viel schwieriger Partner sein wird, als es mit dem konfusen Präsidenten Hollande war. Der Unterschied zwischen Frankreich und Deutschland im Verständnis der Rolle von Politik könnte kaum größer sein. Das französische Verständnis ist vom rationalen Konstruktivismus cartesianischer Philosophie geprägt. Der Staat wird dort als Organisation verstanden, die erschaffen wurde, um vom Volk gesetzte Ziele zu verfolgen. Die staatliche Führung artikuliert den „Volkswillen“ und setzt ihn um. Da sie vom Volk dafür demokratisch legitimiert ist, hat sie eine große Machtfülle, die nur wenig durch über ihr stehendes Recht begrenzt wird. Im Gegenteil: Die Führung bestimmt das Recht durch Gesetze, die ihr die Ausübung ihrer Tätigkeit erlauben.

EZB überschreitet ihre Grenzen regelmäßig

Das deutsche Verständnis von Politik ist dagegen immer noch vom kritischen Rationalismus des angelsächsischen Liberalismus und der kantschen Philosophie beeinflusst. Der Staat wird dort vor allem als Hüter der Regeln verstanden, die im Lauf der Zeit durch gesellschaftliche Übereinkunft entstanden sind. Folglich ist seine Machtfülle durch die in Recht gefassten gesellschaftlichen Regeln begrenzt. Sinn dieser Regeln ist es, dem Einzelnen den notwendigen Freiraum zu geben, seine individuellen Ziele zu verfolgen. Diese individuellen Ziele können aufgrund ihrer Vielfalt nicht in gesellschaftliche Ziele aggregiert werden, und folglich steht es dem Staat nicht an, solche Ziele zu definieren und zu verfolgen.

Das unterschiedliche Politikverständnis hat vor allem beim Bau der Europäischen Währungsunion (EWU) zu vielen faulen Kompromissen geführt und ist heute noch Anlass zu Missverständnissen zwischen Frankreich und Deutschland. Die Absicht der deutschen Seite war es, ein verbindliches Regelwerk für den Betrieb der EWU festzulegen, dem sich alle Teilnehmer unterordnen sollten – sozusagen ein Unternehmen unter dem Recht. Das aber entsprach nie dem Verständnis der französischen Seite, nach dem der Souverän das Recht zur Verfolgung seiner Ziele gestalten kann. In der Eurokrise brach dann die Vorstellung eines Unternehmens unter dem Recht in sich zusammen und das politische Ziel des Erhalts des Euro unterwarf das Recht dem Unternehmen. Heute betreibt die **Europäische Zentralbank** (EZB) hinter dem Schutzschirm ihrer politischen Unabhängigkeit eine dem keynesianischen Paradigma verpflichtete aktivistische Politik, die längst die ihr durch vereinbarte Regeln gesetzten Grenzen überschritten hat. Dies findet in einem von rationalem Konstruktivismus geprägten Frankreich naturgemäß wesentlich mehr Zustimmung als in Deutschland, wo liberale Prinzipien zwar an den Rand gedrängt, aber noch nicht völlig vergessen sind.

Deutschland hat schon wichtige liberale Verbündete verloren

Präsident Macron will die Europäische Union und mit ihr die Währungsunion vertiefen. Ganz in französischer Tradition soll dies durch den Ausbau der staatlichen Organisation der EWU erfolgen. So sollen die Eurostaaten eine zentrale „Fiskalkapazität“ bekommen, die möglicherweise von einem europäischen Finanzminister geleitet wird. Dies ist ganz im Sinne der Europäischen Kommission, die ebenfalls mehr gemeinsame Geldtöpfe zur Vergemeinschaftung finanzieller Risiken und Finanzierung wirtschaftlicher Konvergenz will. Auch die deutsche Seite will dem Austritt Großbritanniens und der Unzuverlässigkeit der Vereinigten Staaten mit einer Vertiefung der EU begegnen und setzt dabei auf Frankreich als Partner. Allerdings scheinen sich die deutschen Politiker kaum noch dem Anliegen ihrer Vorgänger bewusst zu sein, die bei der Vertiefung der Gemeinschaft auf Regelbindung und Vertragstreue pochten.

Mit Großbritannien und den Vereinigten Staaten hat Deutschland wichtige Verbündete liberaler Prägung verloren. Gleichzeitig hat es mit der politischen Erstarkung Frankreichs einen anderen Verbündeten wiedergewonnen, der jedoch ein anderes Politikverständnis hat. Notwendig wäre, den engeren Schulterschluss mit Frankreich mit einer Artikulierung liberaler Wertvorstellungen zu verbinden. So wird es aber wohl nicht kommen. Liberale Wertvorstellungen spielen bei den heute im Bundestag vertretenen Parteien kaum noch eine Rolle. Es ist daher zu erwarten, dass die deutsche Politik im Namen der deutsch-französischen Freundschaft auch noch die letzten ihr verbliebenen Reste liberaler Wertvorstellungen opfern wird.

